



HAUTE-SAVOIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°74-2021-185

PUBLIÉ LE 8 SEPTEMBRE 2021

Sommaire

74_DDFIP_Direction départementale des finances publiques de Haute-Savoie / Pôle pilotage et ressources

- 74-2021-09-01-00014 - DDFIP/Pôle ressources et service usager/arrêté 2021-0029 portant mise à jour des délégations de signature du SIP d'Annecy (4 pages) Page 5
- 74-2021-09-01-00015 - DDFIP/Pôle ressources et service usager/arrêté 2021-0030 portant mise à jour des délégations de signature du SIE de Seynod (4 pages) Page 10
- 74-2021-09-01-00016 - DDFIP/Pôle ressources et service usager/arrêté 2021-0031 portant mise à jour des délégations de signature du SIP de Seynod (4 pages) Page 15
- 74-2021-09-01-00017 - DDFIP/Pôle ressources et service usager/arrêté 2021-0032 portant mise à jour des délégations de signature du SPF E d'Annecy (Annule et remplace l'arrêté 2021-0022 du 01/09/2021) (2 pages) Page 20

74_DDPP_Direction départementale de la protection de la population de Haute-Savoie / Service santé protection animale et environnement

- 74-2021-08-31-00002 - Arrêté n° DDPP/SPAE/2021-03169 attribuant l'habilitation sanitaire à Madame Léna BLANCHOT (2 pages) Page 23

74_DDT_Direction départementale des territoires de Haute-Savoie / Direction départementale des territoires de Haute-Savoie-STEM

- 74-2021-09-01-00012 - Arrêté inter-préfectoral n° 21-08-19?? portant sur les travaux de protection des eaux du site du Bourget?? A41 nord (A41N) PR 110 (5 pages) Page 26
- 74-2021-09-06-00001 - Arrêté n° DDT-2021-1189?? de réglementation de la circulation sur la voie verte du lac d'Annecy ?? le dimanche 12 septembre 2021 pour permettre le déroulement de la course "Run & Bike" intitulée « l'Ancilevienne » (4 pages) Page 32
- 74-2021-09-01-00001 - Arrêté n° DDT-2021-1206?? modifiant l'arrêté n° DDT-2021-0490 portant réglementation de la circulation sur l'A41N, afin?? de réaliser les travaux de création d'un écopont sur la commune de Montagny-les-Lanches (4 pages) Page 37
- 74-2021-09-02-00002 - Arrêté n° DDT-2021-1219 portant retrait de l'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière, Monsieur Thierry FALCONE (2 pages) Page 42

74_DDT_Direction départementale des territoires de Haute-Savoie / Service eau et environnement

- 74-2021-08-27-00003 - Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1220 autorisant au conseil départemental de la Haute-Savoie, la réalisation de travaux d'urgence sur le domaine public fluvial du lac Léman, au droit des communes de MAXILLY-SUR-LEMAN, LUGRIN et PUBLIER (8 pages) Page 45

74_direction_emploi_travail_solidarites /

74_direction_emploi_travail_solidarites

74-2021-08-18-00004 - Arrêté/n°2021-0083/DDETS/Service entreprises et compétences/ESUS/LIEN (2 pages) Page 54

74-2021-08-02-00010 - AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0078 / DDETS 74 / Service Entreprise et compétences / Services à la personne / Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne CLUZEL Rose-Lyne N°SAP900969155 (1 page) Page 57

74-2021-08-02-00011 - AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0079 / DDETS 74 / Service Entreprise et compétences / Services à la personne / Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne COSTAZ Elian N°SAP900749003 (1 page) Page 59

74-2021-08-02-00012 - AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0080 / DDETS 74 / Service Entreprise et compétences / Services à la personne / Récépissé de modification de déclaration d'un organisme de services à la personne CIAS COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE THONON LES BAINS N°SAP267411056 (2 pages) Page 61

74-2021-08-10-00005 - AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0081 / DDETS 74 / Service Entreprise et compétences / Services à la personne / Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne LES LUTINS GOURMETS N°SAP900848383 (1 page) Page 64

74-2021-08-10-00006 - AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0082 / DDETS 74 / Service Entreprise et compétences / Services à la personne / Récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne RESIDENCE RETRAITE LE PRE FORNET N°SAP444085492 (1 page) Page 66

74_DRDDI_Direction régionale des douanes et droits indirects du Léman /

74-2021-09-02-00006 - DGDDI - Décision 2021/9 C du directeur régional à Annecy portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à Lyon dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière douane et de manquement à l'obligation déclarative. (77 pages) Page 68

74_Pôle administratif des installations classées /

74-2021-09-06-00002 - Arrêté n°PAIC-2021-0095 du 6 septembre 2021 portant mise en demeure de Monsieur Thierry BARTHELEMY à REIGNIER-ESERY (3 pages) Page 146

84_DRAAF_Direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt d'Auvergne-Rhône-Alpes /

74-2021-08-20-00013 - Arrêté n° FR84-581 relatif à l'approbation du document d'aménagement de la forêt communale de Saint-André-de-Boege (4 pages) Page 150

74-2021-08-20-00014 - Arrêté n° FR84-582 relatif à l'approbation du document d'aménagement de la forêt communale des GETS (4 pages)	Page 155
74-2021-08-20-00015 - Arrêté n° FR84-668 relatif à l'approbation du document d'aménagement de la forêt communale d'Allonzier-la-Caille (2 pages)	Page 160
74-2021-08-20-00016 - Arrêté n° FR84-677 relatif à l'approbation du document d'aménagement de la forêt communale de Thiez (2 pages)	Page 163

74_DDFIP_Direction départementale des
finances publiques de Haute-Savoie

74-2021-09-01-00014

DDFIP/Pôle ressources et service usager/arrêté
2021-0029 portant mise à jour des délégations de
signature du SIP d'Annecy

**DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE CONTENTIEUX
ET DE GRACIEUX FISCAL
DU RESPONSABLE DE SERVICE DES IMPOTS DES PARTICULIERS D'ANNECY**

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers d'Annecy

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257 A et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à Mme Sophie CHABANNE , inspectrice des finances publiques, Monsieur Hervé LEBERGER ,inspecteur des finances publiques , Mme Josette LE , inspectrice des finances publiques, Monsieur Eric VALLIER inspecteur des finances publiques,adjoints au responsable du service des impôts des particuliers d'Annecy, à l'effet de signer :

1°) dans la limite de 60 000 €, pour Mme Sophie CHABANNE , Monsieur Hervé LEBERGER, Mme Josette LE, Monsieur, Eric VALLIER en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office

2°) en matière de gracieux fiscal pour Mme Sophie CHABANNE , Monsieur Hervé LEBERGER, Mme Josette LE, Monsieur Eric VALLIER les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;

3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;

4°) Pour Monsieur Hervé LEBERGER les documents et propositions d'admission en non valeur sans limitation de montant.

5°) Au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné pour Mme Sophie CHABANNE , Monsieur Hervé LEBERGER, Mme Josette LE, Monsieur Eric VALLIER

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, quelque soit leur montant et leur montant

b) les avis de mise en recouvrement ;

c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

d) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

Dominique COURRIOL	Michel GENESSEY	Fabienne LEGROS
Dorothée DRIEL	Sébastien FERRE	Cécile MARIN LAMELLET
Philippe CURTENELLE	Marine DAUNAY	

2°) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

Joris RAUCOULES	Dominique DENAMBRIDE	Brigitte FOURQUET
Adeline COLOMBO	Julie GOMES	Marie-Hélène OLLIER
Lucille POULAIN	Anthony FUTIN	Pascale CAROUGE
Marine BEAUVOIS	Nicolas BOEYAERT	Jenylee EDMONDS
	Antoine SOLIVELLAS	Christine PERRET
	Kevin DRAGO	

Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
PRIORE David	B	1000 €	6 mois	10.000 €
FLEUR Jean-Michel	B	3000 €	6 mois	10.000 €

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
FERDINAND MADELAINE DE JOINVILLE Nathalie	B	1000 €	6 mois	10.000 €
COURRIOL Dominique	B	1000 €	6 mois	10.000 €
CURTENELLE Philippe	B	1000 €	6 mois	10.000 €
FERRE Sébastien	B	1000 €	6 mois	10.000 €
DAUNAY Marine	B	1000 €	6 mois	10.000 €
DRIEL Dorothée	B	1000 €	6 mois	10.000 €
LEGROS Fabienne	B	1000 €	6 mois	10.000 €
DREAN Catherine	B	1000 €	6 mois	10.000 €
FRANCESCHINA Marie	C	300 €	6 mois	10.000 €
MARSAC GELIS David	C	300 €	6 mois	10.000 €
ZIANI Zohir	C	300 €	6 mois	10.000 €

Article 4

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom des agents	grade	Limite des décisions contentieuses et gracieux d'assiette	Limite des décisions de remise de recouvrement	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
GUILLEMENOT Laurence	B	10.000 €	1000 €	6 mois	10.000 €
THONON Virginie	B	10.000 €	1000 €	6 mois	10.000 €
SEIGNE Corinne	B	10.000 €	1000 €	6 mois	10.000 €
FERRE Sébastien	B	10.000 €	1000 €	6 mois	10.000 €

Article 5

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de HAUTE SAVOIE...

A ANNECY..., le 01/09/2021

Le comptable, responsable de service des impôts des particuliers,

Christian COLLART

74_DDFIP_Direction départementale des
finances publiques de Haute-Savoie

74-2021-09-01-00015

DDFIP/Pôle ressources et service usager/arrêté
2021-0030 portant mise à jour des délégations de
signature du SIE de Seynod

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA HAUTE-SAVOIE
SERVICE DES IMPÔTS DES ENTREPRISES DE SEYNOD
DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX, DE GRACIEUX FISCAL
ET DE RECOUVREMENT

Le comptable, responsable du service des impôts des entreprises de SEYNOD,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à Patrick BRET, inspecteur divisionnaire des Finances publiques, adjoint au responsable du service des impôts des entreprises de SEYNOD, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;

5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 36 mois et porter sur une somme supérieure à 150 000 € ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 15 000 €, aux inspectrices des finances publiques désignées ci-après :

Corinne BRANGE Virginie BELIOT Anne HURPEAUX
--

2°) dans la limite de 10 000 €, aux agents de catégorie B désignés ci-après :

Jenny AYRAL	Nakima BERBAGUI	Alain BLANC
Pascal DAIM	Marie-Laetitia KUENY	Timothé MICHEL
Nadine MOUTHON	Loic RAIA	Dominique TERRAT
Daniel BIGA		

3°) dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

Frédéric CONDEMINE	Anne-Laure PIEROTTI	/
--------------------	---------------------	---

Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses relatives aux pénalités et aux frais de poursuites et portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :


Nom et prénom des agents	Grade	Limite des décisions contentieuses	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
Virginie BELIOT	Inspectrice	15 000 €	15 000 €	12 mois	15 000 €
Corinne BRANGE	Inspectrice	15 000 €	15 000 €	12 mois	15 000 €
Anne HURPEAUX	Inspectrice	15 000 €	15 000 €	12 mois	15 000 €
Nakima BERBAGUI	Contrôleuse principale	10 000 €	10 000 €	6 mois	10 000 €
Marie-Laetitia KUENY	Contrôleuse	10 000 €	10 000 €	6 mois	10 000 €
Frédéric CONDEMINÉ	Agent administratif	2 000 €	2 000 €	6 mois	2 000 €

Article 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Haute-Savoie.

A Annecy, le 1^{er} septembre 2021

Le comptable, responsable du
Service des Impôts des Entreprises
de Seynod



Jean-Jacques PETITDIDIER

74_DDFIP_Direction départementale des
finances publiques de Haute-Savoie

74-2021-09-01-00016

DDFIP/Pôle ressources et service usager/arrêté
2021-0031 portant mise à jour des délégations de
signature du SIP de Seynod

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA HAUTE-SAVOIE
SERVICE DES IMPÔTS DES PARTICULIERS DE SEYNOD
DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX, DE GRACIEUX FISCAL
ET DE RECOUVREMENT

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de SEYNOD,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257 A et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à Patrick BRET, inspecteur divisionnaire des Finances publiques, adjoint au responsable du service des impôts des particuliers de SEYNOD, à l'effet de signer :

1°) dans la limite de 60 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et sans limitation de montant, les décisions prises sur les demandes de dégrèvement de taxe foncière pour pertes de récoltes] ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;

3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;

4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné,

a/ les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, sans limitation de délai ni de montant ;

b/ les avis de mise en recouvrement ;

- c) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;
 d) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et, en matière de gracieux fiscal d'assiette, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 15 000 €, aux l'inspectrices des finances publiques désignées ci-après :

Anne HURPEAUX
Corinne BRANGE
Virginie BELLIOT

2°) dans la limite de 10 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci-après :

Sandra BRECHET	Véronique DEBERNARD	Pascale ROSSILLON
	Benjamin DELLOUVE	

Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 2 000 €, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

Virginie BOF	Christophe BRECHET	Annabelle DELLOUVE
Jacqueline TRABLY	Caroline GUIMET	Pascal LANSARD
Vanessa LANSARD	Jean-Pierre PICHARD	André SZLABOWICZ

Article 4

Délégation de signature est donnée aux agents désignés ci-après, à l'effet de signer :

- 1°) les décisions gracieuses en matière de recouvrement, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;
 2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;
 3°) les avis de mise en recouvrement ;
 4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les mises en demeure de payer, les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

Nom	Grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
Anne HURPEAUX	Inspectrice	15 000 €	12 mois	60 000 €
Corinne BRANGE	Inspectrice	15 000 €	12 mois	60 000 €
Virginie BELIOT	Inspectrice	15 000 €	12 mois	60 000 €
Anne-Marie EMONET	Contrôleuse principale	10 000 €	6 mois	20 000 €
Virginie MAIRE	Contrôleuse	10 000 €	6 mois	20 000 €
Pascale ROSSILLON	Contrôleuse	10 000 €	6 mois	20 000 €
Virginie BOURBOUL	Agente	2 000 €	6 mois	10 000 €
Laurie DAVIET	Agente	2 000 €	6 mois	10 000 €
Pascal LANSARD	Agent	2 000 €	6 mois	10 000 €
Clémence ROTHENFLUE (jusqu'au 30/9/2021)	Agente	2 000 €	6 mois	10 000 €
Amélie CAMU	Agente	2 000 €	6 mois	10 000 €

Article 5

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Haute-Savoie.

A Annecy, le 1^{er} septembre 2021

Le comptable, responsable du
Service des Impôts des Particuliers
de Seynod,



Jean-Jacques PETITDIDIER

74_DDFIP_Direction départementale des
finances publiques de Haute-Savoie

74-2021-09-01-00017

DDFIP/Pôle ressources et service usager/arrêté
2021-0032 portant mise à jour des délégations de
signature du SPF E d'Annecy (Annule et remplace
l'arrêté 2021-0022 du 01/09/2021)



**MINISTÈRE
DE L'ACTION
ET DES COMPTES
PUBLICS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE ET DE L'ENREGISTREMENT D'ANNECY

7 RUE DUPANLOUP,

cité administrative

74040 ANNECY CEDEX

**DELEGATION DE SIGNATURE
DU
RESPONSABLE DE SPFE D'ANNECY**

Le comptable, responsable du service de la publicité foncière et de l'enregistrement d'Annecy .

Vu le code général des impôts, et notamment les articles 408 et 410 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à Mme Florence HOTTEGINDRE, inspectrice divisionnaire adjointe au responsable du service de publicité foncière d'Annecy, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 60 000 € ;

3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;

4°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, les actes relatifs à la publicité foncière et, plus généralement, tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

Délégation de signature est donnée à M Laurent ADAM, inspecteur des finances publiques à l'effet de signer :

- 1) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 15 000 € ;
- 2) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, dans la limite de 15 000 € ;
- 3) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses ou gracieuses, sans limitation de montant.

Article 3

Délégation de signature est donnée à M Laurent ADAM, inspecteur des finances publiques, à l'effet de signer au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné les refus relatifs à l'enregistrement, les actes relatifs à l'enregistrement, et plus généralement tous actes d'administration ou de gestion du service.

Article 4

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné les relatifs à l'enregistrement, à la publicité foncière et les actes relatifs à la tenue de la comptabilité pour les personnes désignées ci-après :

Florence HOTTEGINDRE	Eric KERLEAU	Narisoa RAJEMISON
Laurent ADAM	Marielle MAGONI	Benjamin TAGUET
Thierry CARRIER	Isabelle VERNAY	Sophie ROUSSET
Boris ANDRE	Elise MEJEAN	Christine WOLFUGEL
Isabelle FAVREL	Sandrine BOUR	

Article 5

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, les actes relatifs à l'enregistrement désignées ci-après :

Eva GICQUEL	Stephane AIRAULT	Chaima ELCHAARI
Marie LEBEAU	Yvelise COMPAIN	Valérie ARNAUD
Alexandre PELLET	Marielle MAGONI	
Gaëlle VAILLANT	Anais MARTHE	
Phuoc Nha TONG	Eric KERLEAU	

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Haute-Savoie.

A Annecy le 01/09/2021
Le comptable, responsable de service de la publicité
foncière,
Laetitia PETROSELLI

74_DDPP_Direction départementale de la
protection de la population de Haute-Savoie

74-2021-08-31-00002

Arrêté n° DDPP/SPAE/2021-03169 attribuant
l'habilitation sanitaire à Madame Léna
BLANCHOT



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la
protection des populations**

Service Santé Protection Animales et Environnement

Le préfet de la Haute-Savoie

le 31 août 2021

Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Réf : 2021-03169-SV-SPAE/PML

Arrêté n° DDPP/SPAE/2021-03169
attribuant l'habilitation sanitaire à Madame Léna BLANCHOT
(N° ordre 31376)

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L 203-1 à L 203-7, L 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33,

VU le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980 modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1^{er} août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie;

VU l'arrêté du 16 juillet 2021 n°SGCD/SLI/PAC/2021-041 donnant délégation de signature à Mme Chantal BAUDIN, Directrice départementale de la protection des populations de la Haute-Savoie ;

VU la DÉCISION du 22 juillet 2021 N° DDPP /2021-945 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

VU la demande présentée par Madame Léna BLANCHOT née le 30 janvier 1995 et dont le domicile professionnel administratif est à la clinique vétérinaire des Hutins, 7 avenue Napoléon III, 74160 SINT JULIEN EN GENEVOIS ;

Considérant que Madame Léna BLANCHOT remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

Sur proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Haute-Savoie ;

Préfecture de Haute-Savoie
DDPP – BP 2332 – 74034 ANNECY Cedex
Tél : 04.50.33.60.00 (choix 4)
Accueil téléphonique du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h00
Réception du public sur rendez-vous 1/2
Mél : ddpp@haute-savoie.gouv.fr

ARRÊTE

Article 1 : l'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de 5 ans à Madame Léna BLANCHOT, docteur vétérinaire.

Article 2 : dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de trois ans, auprès du préfet de Haute-Savoie, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.

Article 3 : Madame Léna BLANCHOT s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 4 : Madame Léna BLANCHOT pourra être appelée par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels elle a été désignée vétérinaire sanitaire. Elle sera tenue de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 5 : tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15 et R. 228-6 du code rural et de la pêche maritime.

Article 6 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

Article 7 : Mme la directrice départementale de la protection des populations de Haute-Savoie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Savoie.

Pour le préfet et par subdélégation
L'adjoint au chef de service, chef du pôle vétérinaire



Guillaume NIEUWJAER

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2021-09-01-00012

Arrêté inter-préfectoral n° 21-08-19
portant sur les travaux de protection des eaux
du site du Bourget
A41 nord (A41N) PR 110

**Arrêté inter-préfectoral n° 21-08-19
portant sur les travaux de protection des eaux du site du Bourget.
A41 nord (A41N) – PR 110**

- VU** le code de la route, et notamment les articles R411-8, R411-9 et R411-25,
- VU** le code de la voirie routière ;
- VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n 82.623 du 22 juillet 1982 et la loi n 83.8 du 7 janvier 1983 ;
- VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;
- VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié par arrêtés successifs ;
- VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents ;
- VU** la note du Ministère de la Transition Écologique fixant annuellement le calendrier des jours "hors chantiers" ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°DDT-2021-0956 du 30 juin 2021 portant réglementation de la circulation sur les autoroutes A41 et A410 en Haute-Savoie ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2017 modifié portant réglementation de la police de la circulation sur les autoroutes A41, A43 et A430 en Savoie ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°21-01-01 du 15 février 2021 portant réglementation permanente pour l'exploitation des chantiers sur les autoroutes concédées à AREA dans le département de la Savoie ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

- VU l'arrêté n° DDT-2021-0650 du 4 mai 2021 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;
- VU la demande présentée par la société AREA le 05 août 2021 ,
- VU l'avis favorable de la mission de contrôle technique des concessions d'autoroutes du 18 août 2021 ,
- VU l'avis favorable du service départemental d'incendie et de secours de la Savoie du 09 août 2021 ,
- VU l'avis du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Savoie du 19 août 2021 ;
- VU l'avis favorable du Groupement de Gendarmerie de la Savoie du 07 août 2021 ;
- VU l'avis favorable du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Savoie du 31 août 2021 ,
- VU l'avis favorable du conseil départemental de la Savoie du 26 août 2021 ;
- VU l'avis favorable du conseil départemental de la Haute-Savoie du 20 août 2021 ;
- VU l'avis favorable de la commune de Saint-Félix du 26 août 2021 ;
- VU l'avis favorable de la commune d'Entrelacs du 05 août 2021 ;
- VU l'avis favorable de la commune de La Biolle du 24 août 2021 ;

CONSIDÉRANT que pendant les travaux de protection des eaux du site du Bourget sur l'A41N, il y a lieu de réglementer la circulation afin de prévenir tout risque d'accident, de faciliter la bonne exécution des travaux et d'assurer un écoulement satisfaisant du trafic.

A R R Ê T E N T

Article 1

1ère phase de chantier (sens Chambéry-Genève)

Pendant les nuits (21h-6h) du lundi 06 septembre 2021 et du mardi 07 septembre 2021, avec report possible en cas d'intempéries ou d'aléas de chantier jusqu'au 17 septembre 2021, les restrictions de circulation suivantes pourront être mises en œuvre sur l'A41N :

- Fermeture de la section courante de l'A41N dans le sens de circulation Chambéry-Genève, depuis le diffuseur 14 Aix-les-Bains nord jusqu'au diffuseur 15 de Rumilly.
Déviation mise en place par les RD911, RD1201 et RD3.

Pendant la période du mardi 07 septembre 2021 au mercredi 17 novembre 2021, avec report possible en cas d'intempéries ou d'aléas de chantier jusqu'au 03 décembre 2021, les restrictions de circulation suivantes pourront être mises en œuvre sur l'A41N, y compris le week-end :

- Neutralisation de la voie lente et de la bande d'arrêt d'urgence du PR 108+500 au 111+500 dans le sens de circulation Chambéry-Genève.

- Dévoisement de la circulation avec une réduction de largeur de voies: voie lente à 3,20m et voie rapide à 2,80m, avec une bande dérasée de gauche à 0,25m.
- Limitation de vitesse à 90km/h au droit de la zone de chantier.

Pendant les nuits (21h-6h) du lundi 15 novembre 2021 et du mardi 16 novembre 2021, avec report possible en cas d'intempéries ou d'aléas de chantier jusqu'au 03 décembre 2021, et en cas d'avance sur le chantier, possibilité d'anticiper en semaine 45 (08 au 12 novembre 2021), les restrictions de circulation suivantes pourront être mises en œuvre sur l'A41N :

- Fermeture de la section courante de l'A41N dans le sens de circulation Chambéry-Genève, depuis le diffuseur 14 Aix-les-Bains nord jusqu'au diffuseur 15 de Rumilly.
Déviation mise en place par les RD911, RD1201 et RD3.

2ème phase de chantier (sens Genève-Chambéry)

Pendant les nuits (21h-6h) du mercredi 08 septembre 2021 et du jeudi 09 septembre 2021, avec report possible en cas d'intempéries ou d'aléas de chantier jusqu'au 24 septembre 2021, les restrictions de circulation suivantes pourront être mises en œuvre sur l'A41N :

- Fermeture de la section courante de l'A41N dans le sens de circulation Genève-Chambéry, depuis le diffuseur 15 de Rumilly jusqu'au diffuseur 14 d'Aix-les-Bains nord.
Déviation mise en place par les RD911, RD1201 et RD3.

Pendant la période du jeudi 09 septembre 2021 au vendredi 19 novembre 2021, avec report possible en cas d'intempéries ou d'aléas de chantier jusqu'au 10 décembre 2021, les restrictions de circulation suivantes pourront être mises en œuvre sur l'A41N, y compris le week-end :

- Neutralisation de la voie lente et de la bande d'arrêt d'urgence du PR 111+550 au 108+750 dans le sens de circulation Genève-Chambéry.
- Dévoisement de la circulation avec une réduction de largeur de voies : voie lente à 3,20m et voie rapide à 2,80m, avec une bande dérasée de gauche à 0,25m.
- Limitation de vitesse à 90km/h au droit de la zone de chantier.

Pendant les nuits (21h-6h) du mercredi 17 novembre 2021 et du jeudi 18 novembre 2021, avec report possible en cas d'intempéries ou d'aléas de chantier jusqu'au 10 décembre 2021, et en cas d'avance sur le chantier, possibilité d'anticiper en semaine 45 (08 au 12 novembre 2021) et pendant les nuits du 15 et du 16 novembre, les restrictions de circulation suivantes pourront être mises en œuvre sur l'A41N :

- Fermeture de la section courante de l'A41N dans le sens de circulation Genève-Chambéry, depuis le diffuseur 15 de Rumilly jusqu'au diffuseur 14 d'Aix-les-Bains nord.
Déviation mise en place par les RD911, RD1201 et RD3.

Fermeture des aires de repos :

- Fermeture de l'aire de repos de Saint-Girod du jeudi 02 septembre 2021 à 8h jusqu'à la fin des travaux.
- Fermeture de l'aire de repos d'Albens du jeudi 02 septembre à 8h au vendredi 10 septembre à 6h et du mercredi 17 novembre à 8h au vendredi 19 novembre à 14h.

Article 2

Les forces de l'ordre, en assistance des agents de la société AREA, ou à défaut, ces derniers, qui dans ce cas seront autorisés à réaliser seuls ces opérations au moyen des dispositifs de signalisation, procéderont à l'arrêt ou au ralentissement de la circulation nécessaire à la fermeture.

Si les travaux sont annulés ou terminés avant l'échéance annoncée, la remise en circulation normale de la section pourra être anticipée.

Les règles d'inter-distances ne s'appliquent pas pour ce chantier. En dérogation à la note correspondante visée ci-dessus, le balisage lié à ce chantier n'est pas retiré durant les jours hors chantiers.

Article 3

Les automobilistes sont informés via la radio Autoroute Info sur 107.7, ainsi que par les panneaux à messages variables (PMV).

Article 4

La signalisation temporaire réglementaire, conforme à l'instruction interministérielle (Livre I - 8ème partie) approuvée par arrêté interministériel le 6 Novembre 1992 et aux manuels du chef de chantier, sera mise en place sur l'autoroute A41N par les agents de la société AREA, qui en assureront, sous leur responsabilité, le contrôle et la maintenance.

Article 5

Lors de l'achèvement des travaux et avant le rétablissement normal de la circulation, la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur.

Article 6

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, d'affichage, de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »). Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique -articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 7

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux dressés par les forces de l'ordre.

Article 8

En cas d'utilisation des jours de report prévus à l'article 1, AREA en informe l'EDSR de la Savoie et de la Haute-Savoie, le SDIS de la Savoie et de la Haute-Savoie, le conseil départemental de la Savoie et de la Haute-Savoie, la DIR centre-est ainsi que la préfecture de la Savoie et la DDT de la Haute-Savoie.

Article 9

Monsieur le directeur de l'exploitation de la société AREA,
Monsieur le commandant du groupement de Gendarmerie de la Savoie,
Monsieur le commandant du groupement de Gendarmerie de la Haute-Savoie,
Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Haute-Savoie,
Monsieur le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Savoie et dont copie sera adressée pour information à

Madame la sous-préfète, directrice de cabinet,
Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Savoie,
Monsieur le directeur départemental de services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie,
Monsieur le directeur des infrastructures du Conseil départemental de la Savoie,
Monsieur le président du Conseil départemental de la Haute-Savoie,
Monsieur le président de la Mission de Contrôle Technique des Concessions à Bron,
Madame la directrice de la DIR centre-est,
Mesdames et Messieurs les maires des communes concernées,

Chambéry, le 01 SEP. 2021

Le préfet de la Savoie

Pour le Préfet et par délégation
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet


Alexandra CHAMOIX

Annecy, le 01 SEP. 2021

**Pour le Préfet de la Haute-Savoie et par
délégation
Le directeur départemental des territoires
de la Haute-Savoie
Le chef de la cellule déplacements**


Lionel PUPPIS

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2021-09-06-00001

Arrêté n° DDT-2021-1189
de réglementation de la circulation sur la voie
verte du lac d Annecy
le dimanche 12 septembre 2021 pour permettre
le déroulement de la course "Run & Bike"
intitulée « l'Ancilevienne »



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
Service transition énergétique et mobilités
Cellule déplacements

Le préfet de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le - 6 SEP. 2021

Arrêté n° DDT-2021-1189

de réglementation de la circulation sur la voie verte du lac d'Annecy
le dimanche 12 septembre 2021 pour permettre le déroulement de la course "Run & Bike"
intitulée « l'Ancilevienne »

VU le Code de la route et notamment son livre IV ;

VU l'article L.2215-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011145-0013 du 25 mai 2011 de réglementation de la circulation de la voie dite "voie verte du lac d'Annecy" entre Annecy et la limite de la Savoie ;

VU la demande du président de « Annecy-le-Vieux of Course » d'organiser la course "Run & Bike" intitulée « l'Ancilevienne », le dimanche 12 septembre 2021 ;

VU l'avis de M. le colonel, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Savoie en date du 20 août 2021 ;

VU l'avis de M. le directeur départemental de la sécurité publique de la Haute-Savoie en date du 11 août 2021 ;

VU l'avis de M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie en date du 16 août 2021 ;

15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 60 00
Mél. : ddt-arretes-circulation@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

VU l'avis de M. le président du Syndicat Mixte du Lac d'Annecy (SILA) en date du 25 août 2021;

VU l'avis de la mairie de Lathuile en date du 25 août 2021 ;

VU l'avis de la mairie de Doussard en date du 17 août 2021 ;

VU l'avis de la mairie de Duingt en date du 12 août 2021 ;

VU l'avis de la mairie de Saint-Jorioz en date du 15 août 2021 ;

VU l'avis de la mairie de Sevrier en date du 12 août 2021 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation de la piste cyclable du lac d'Annecy dite « voie verte », afin de réserver celle-ci aux participants de la course "Run & Bike" intitulée « l'Ancilevienne » ;

CONSIDÉRANT la nécessité de modifier provisoirement l'ordre des priorités, prévu par le code de la route, au moment du passage de la course, pour permettre son bon déroulement et assurer la sécurité du public, des participants et des autres usagers de la route ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Le dimanche 12 septembre 2021, entre 8h00 et 15h00, la piste cyclable du lac d'Annecy dite « voie verte » est interdite à la circulation de tous les usagers, dans les deux sens, depuis son intersection avec RD181 dite « route de la Gare » sur la commune de Doussard jusqu'à la limite entre les communes d'Annecy et de Sevrier, et réservée aux participants et organisateurs de la course "Run & Bike" intitulée « l'Ancilevienne ».

Article 2 : Le dimanche 12 septembre 2021, entre 8h00 et 15h00, il est accordé une priorité de passage à la manifestation sportive intitulée « l'Ancilevienne » sur la piste cyclable du lac d'Annecy dite « voie verte » depuis son intersection avec RD181 dite « route de la Gare » sur la commune de Doussard jusqu'à la limite entre les communes d'Annecy et de Sevrier.

Pendant la durée de la modification de la priorité, la circulation aux intersections de l'itinéraire emprunté par la manifestation avec les autres voies de circulation s'effectue avec l'autorisation des signaleurs.

Article 3 : En cas de nécessité, les services de secours sont autorisés à emprunter la piste cyclable du lac d'Annecy sur le secteur concerné.

Article 4 : L'organisateur de la course est responsable de la mise en place aux intersections des priorités de passage par tous moyens réglementaires et à sa charge. Il est tenu de libérer la piste cyclable au fur et à mesure dès que le dernier coureur est passé. Il n'y a aucun marquage au sol par peinture.

Article 5 : L'organisateur de la course est tenu de diffuser une information pour les usagers et les riverains concernés par la fermeture de la voie verte du lac d'Annecy, notamment à l'aide de panneaux de pré-information positionnés aux principaux points du parcours.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (art. R312-1 du Code de justice administrative), dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet: www.telerecours.fr comprenant l'accès à « **Télérecours citoyens** »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 7 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental des territoires, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le colonel commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Savoie, M. le président du SILA, Mme et MM. les maires de Doussard, Lathuile, Duingt, Saint-Jorioz et Sevrier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Haute-Savoie et dont copie sera transmise à M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie.

Le Préfet,



Alain Espinasse

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2021-09-01-00001

Arrêté n° DDT-2021-1206

modifiant l'arrêté n° DDT-2021-0490 portant
réglementation de la circulation sur l'A41N, afin
de réaliser les travaux de création d'un écopont
sur la commune de Montagny-les-Lanches



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Service transition énergétique et mobilités
Cellule déplacements

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 1^{er} septembre 2021

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-2021-1206

modifiant l'arrêté n° DDT-2021-0490 portant réglementation de la circulation sur l'A41N, afin de réaliser les travaux de création d'un écopont sur la commune de Montagny-les-Lanches.

VU le Code de la route ;

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés de communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;

VU le décret n° 96-982 du 8 novembre 1996 relatif à la police de la circulation sur les autoroutes ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 3 mai 2021 de délégation de signature à M. Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté n° DDT-2021-0650 du 4 mai 2021 de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté DDEA 2009-266 du 9 avril 2009 modifié portant réglementation de la circulation sur les autoroutes A41/A410 ;

15 rue Henry Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 60 00
Mél. : ddt-arretes-circulation@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

VU l'arrêté préfectoral n°96-286 du 3 juin 1996 d'exploitation sous chantier de l'autoroute A41 ;

VU la note technique du 14 avril 2016 du Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national ;

VU la note du 8 décembre 2020, relative au calendrier « hors chantier » pour l'année 2021 ;

VU l'arrêté n° DDT-2021-0490 portant réglementation de la circulation sur l'A41N, afin de réaliser les travaux de création d'un écopont sur la commune de Montagny-les-Lanches ;

VU la demande de M. le directeur réseau de la société AREA en date du 17 août 2021 ;

VU l'avis de M. le major commandant d'unité du peloton motorisé d'Annecy en date du 23 août 2021 ;

VU l'avis de M. le sous-directeur des financements innovants, de la dévolution et du contrôle des concessions autoroutières (FCA), en date du 20 août 2021 ;

VU l'avis de M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie en date du 19 août 2021 ;

VU l'avis de M. le président du Conseil départemental de la Haute-Savoie en date du 31 août 2021 ;

VU l'avis de la commune d'Annecy en date du 19 août 2021 ;

CONSIDÉRANT que pendant les travaux de création d'un écopont en passage supérieur au PR 123+100 de l'autoroute A41, il y a lieu de réglementer la circulation de tous les véhicules afin de prévenir tout risque d'accident, de faciliter l'accès aux travaux et d'assurer un écoulement satisfaisant du trafic ;

ARRÊTE

Article 1er :

L'annexe à l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-0490 du 15 mars 2021 intitulée « tableau de synthèse du phasage du chantier » est remplacée par l'annexe du présent arrêté préfectoral.

Article 2 : Tous les autres articles de l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-0490 restent inchangés.

Article 3 : Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication requis (saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse internet : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens »).

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration). Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 4 :

- M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,
- M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie,
- M. le colonel commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Savoie,
- M. le directeur d'exploitation AREA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie et dont copie sera adressée :
- M. le sous-directeur des financements innovants, de la dévolution et du contrôle des concessions autoroutières (FCA),
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Haute-Savoie,
- M. le chef du SAMU de la Haute-Savoie,
- M. le directeur de la CRZ Sud-Est,
- M. le président du conseil départemental de la Haute-Savoie,
- M. le maire de la commune de Montagny-les-Lanches,
- M. le maire de la commune d'Annecy.

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires,
Le chef de la cellule déplacement

Lionel PUPPIS



ANNEXE à l'arrêté préfectoral n° DDT-2021-1206 du 1^{er} septembre 2021

Tableau de synthèse du phasage du chantier

Par convention : sens 1 = sens Chambéry vers Annecy // sens 2 = sens Annecy vers Chambéry

Semaine	Travaux (principaux)	Mode d'exploitation	sens	Date phasage		Balisage			Commentaire	
				Début	Fin	PK Début	ITPC	PK Fin		
12 à 26	Travaux en accotement	Neutralisation BAU (SMV)	1	23-mars	28-juin	123+000			123+300	Report : jusqu'au 06/07
			2	24-mars	29-juin	123+400			122+925	Report : jusqu'au 01/07
26	Mise en place dévoiement coté accotement	Pour le sens 2 : Basculement nocturne (1+1;0) du sens 2 sur le sens 1	1	30-juin	01-juil.	121+800			124+900	Report : nuit du 01/07
		2			125+250	124+700	122+400	122+200		
26 à 38	Travaux en TPC - Elevation Pile	Dévoiement des 2 voies de circulation sur BAU-VD, avec réduction de la largeur des voies (3,20m + 2,80m)	1	02-juil.	20-sept.	122+600			123+800	Report : jusqu'au 06/10
			2	01-juil.	21-sept.	123+600			122+650	Report : jusqu'au 07/10
37	Travaux en TPC - Coulage GBA/DBA et raccord	Neutralisation nocturne de la Voie la plus à Gauche (dans le dévoiement)	2	13-sept.	14-sept.	123+600			122+650	Report : nuits jusqu'au 06/10
				14-sept.	15-sept.					
			1	15-sept.	16-sept.	122+600			123+800	Report : nuits jusqu'au 07/10
				16-sept.	17-sept.					
38	Dépose du dévoiement pour remise en circulation normale	Pour le sens 1 : Fermeture nocturne A41N sens 1 entre les diffuseurs n°15.1-Seynod-Sud et n°16-Annecy-Centre, avec : - fermeture de la bretelle d'Entrée sens 1 du diffuseur n°15.1-Seynod-Sud, - fermeture de l'aire de services de La Ripaille (PK 125+400) dès 20h.	1	20-sept 21h	21-sept 6h					Report : nuits des 21/09, 22/09, 23/09, 27/09, 28/09, 29/09, 30/09, 4/10, 5/10, 6/10
			2	21-sept.	22-sept.	121+800			124+900	Report : nuits des 22/09, 23/09, 27/09, 28/09, 29/09, 30/09, 4/10, 5/10, 6/10, 7/10
38 à 50	Divers	Neutralisation ponctuelle d'une voie de circulation lorsque le trafic le permet (hors WE, Jours fériés et Jours Hors Chantier)	1	22-sept.	16-déc.					
			2							
S39	Pose des poutres du tablier	Basculement nocturne (1+1;0) du sens 1 sur le sens 2	1	27-sept.	28-sept.	121+800	122+400	124+700	124+900	Report : nuits des 01/10, 04/10 et 05/10
			2			125+250			122+200	
			1	28-sept.	29-sept.	121+800	122+400	124+700	124+900	
			2			125+250			122+200	
			1	29-sept.	30-sept.	121+800	122+400	124+700	124+900	
			2			125+250			122+200	
S40	Pose des poutres du tablier	Basculement nocturne (1+1;0) du sens 2 sur le sens 1	1	04-oct.	05-oct.	121+800			124+900	Report : nuits des 08/10, 11/10 et 12/10
			2			125+250	124+700	122+400	122+200	
			1	05-oct.	06-oct.	121+800			124+900	
			2			125+250	124+700	122+400	122+200	
			1	06-oct.	07-oct.	121+800			124+900	
			2			125+250	124+700	122+400	122+200	
S49	Dépose passerelle provisoire	Basculement nocturne (1+1;0) du sens 1 sur le sens 2	1	06-déc.	07-déc.	121+800	122+400	124+700	124+900	Report : nuit du 07/12
			2			125+250			122+200	
		Basculement nocturne (1+1;0) du sens 2 sur le sens 1	1	07-déc.	08-déc.	121+800			124+900	Report : nuit du 08/12
			2			125+250	124+700	122+400	122+200	

Dans le tableau ci-dessus, hormis pour les neutralisations ponctuelles de voie, les balisages s'entendent de « date à date », à savoir : y compris WE, jours fériés et jours hors chantier.

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2021-09-02-00002

Arrêté n°DDT-2021-1219 portant retrait de
l'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la
conduite des véhicules à moteur et la sécurité
routière, Monsieur Thierry FALCONE



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires
Service transition énergétique et mobilités
Cellule éducation routière**

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 02 septembre 2021

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n°DDT-2021-1219

portant retrait de l'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière.

VU le code de la route, notamment ses articles L.212-1 à L.212-5 à R.212-1 à R.212-6 ;

VU l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2021-036 du 03 mai 2021, portant délégation de signature à Monsieur Julien LANGLET, directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté n° DDT-2021-0650 du 04 mai 2021 de subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie ;

VU l'autorisation d'enseigner n° A 02 074 0130 0 délivrée le 31 mai 2016 à Monsieur Thierry FALCONE ;

CONSIDÉRANT que Monsieur Thierry FALCONE ne s'est pas soumis, dans le délai imparti, à la visite médicale prescrite par l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière ;

ARRÊTE

Article 1er : L'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière portant le n° **A 02 074 0130 0**, délivrée à **Monsieur Thierry FALCONE** est retirée.

Article 2 : La présente décision est enregistrée dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des

15 rue Henry-Bordeaux
74998 Annecy cedex 9
Tél. : 04 50 33 60 00
Mél. : raymond.excoffier@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

1/2

informations la concernant en s'adressant au service transition énergétique et mobilités (STEM) - cellule éducation routière (CER) 15 rue Henry Bordeaux 74998 ANNECY cedex 9.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail « Télérecours », accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à « Télérecours citoyens ».

Article 4 : Monsieur le directeur départemental des territoires et Madame la déléguée à la cellule éducation routière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Thierry FALCONE.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
pour le directeur départemental des territoires,
la déléguée à l'éducation routière,
l'adjointe à la déléguée à l'éducation routière,


Martine MANESSE

74_DDT_Direction départementale des
territoires de Haute-Savoie

74-2021-08-27-00003

Arrêté préfectoral n° DDT-2021-1220 autorisant
au conseil départemental de la Haute-Savoie, la
réalisation de travaux d'urgence sur le domaine
public fluvial du lac Léman, au droit des
communes de MAXILLY-SUR-LEMAN, LUGRIN et
PUBLIER



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires
Unité Territoriale de Thonon
Pôle lac Léman

Le préfet de la Haute-Savoie

Thonon-les-Bains, le 27 août 2021

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° DDT-2021-1220

**portant autorisation de travaux d'urgence sur le domaine public fluvial (DPF) du lac Léman
au droit des communes de MAXILLY-SUR-LÉMAN, lieux-dits "Petite Rive" et "Torrent",
LUGRIN, lieu-dit "Tourronde" et PUBLIER, lieu-dit "Amphion"**

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L2124-8 ;

VU le code du domaine de l'État ;

VU le code de l'environnement (CE), notamment ses articles L211-1 et R214-44 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU la décision sur les conditions financières prises par le directeur départemental des finances publiques du 6 août 2021 ;

VU la demande d'autorisation de travaux dématérialisée du 30 juillet 2021 présentée par M. Martial SADDIER, président du conseil départemental de la Haute-Savoie, représentant le pôle routes, arrondissement de Thonon-les-Bains ;

CONSIDÉRANT que plusieurs portions de berges qui supportent le talus de la route départementale 1005 sont dégradées et nécessitent un confortement d'urgence suite à la tempête survenue entre le 14 et le 18 juillet 2021 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder, dans les plus brefs délais, à la mise en œuvre des travaux de reprise, consolidation et extension d'une partie des protections de berges en enrochements existantes protégeant le talus de la RD1005 afin d'assurer la sécurité des usagers empruntant la voirie départementale ;

7 rue François Morel – BP 163
74207 Thonon les Bains cedex
Tél. : 04 50 33 60 00
Mél. : ddt-pole-lac-leman@haute-savoie.gouv.fr
www.haute-savoie.gouv.fr

W:\Lacs\Pole_lac_leman\00-Echanges-ut-see_x-w\35-Maxilly_CD_RD1005_travaux_urgence\ARP_DDT_2021_1220.odt

1/7

CONSIDÉRANT qu'à défaut d'intervention rapide, les dégâts constatés sur les ouvrages de protection et les berges qui bordent la RD1005 risquent de s'aggraver lors de prochains phénomènes de houle importants ;

CONSIDÉRANT l'intérêt général, de réaliser les travaux en urgence afin de sécuriser l'axe routier stratégique que constitue la RD1005, voie de communication d'intérêt international reliant Genève à Monthey (Valais, Suisse) via Thonon-les-Bains et Evian-les-Bains, d'être en pleine capacité d'écouler le trafic que la voie supporte ;

CONSIDÉRANT que le dossier de travaux d'urgence soumis préalablement pour avis par le conseil départemental (CD) aux services de l'État intègre leurs attentes et répond à la prévention des risques naturels sur les biens et les personnes ;

CONSIDÉRANT l'absence de sensibilité écologique particulière au droit des travaux lacustres à réaliser ;

CONSIDÉRANT que la nature et le volume du projet ne remettent pas globalement en question l'objectif de conservation du bon état écologique et de conservation du bon état chimique en 2021 du Léman fixé par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée SDAGE 2016-2021 ;

CONSIDÉRANT que le conseil départemental envisage, à moyen terme, d'étudier les possibilités d'avoir recours aux techniques faisant appel au génie végétal dans le cadre d'un projet destiné à protéger durablement la voirie départementale ;

CONSIDÉRANT l'accord de principe d'autoriser le démarrage des travaux d'urgence dès le 2 août 2021, validé par mail du chef de l'unité territoriale de la direction départementale des territoires de Haute-Savoie à Thonon-les-Bains ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRÊTE

Article 1 : objet de l'autorisation

M. Martial SADDIER, président du conseil départemental de la Haute Savoie , représenté par le pôle routes de l'arrondissement de Thonon-les-Bains est autorisé, en application de l'article L2124-8 du code général de la propriété des personnes publiques, et de l'article R214-44 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants; à faire entreprendre sur le domaine public fluvial du lac Léman, des travaux de reprise, consolidation et extension d'une partie des protections de berges lacustres en enrochements existantes protégeant le talus de la RD1005 sur les communes de MAXILLY-SUR-LÉMAN, entre Petite Rive et Torrent, LUGRIN, entre Torrent et Tourronde et PUBLIER au droit du parc Maxima (voir plans masse joints au présent arrêté).

Article 2 : durée et précarité de l'autorisation

- **Au titre des travaux d'urgence L214-44 du code de l'environnement**

La présente autorisation est accordée du 2 août au 15 octobre 2021. A la date d'expiration, si le pétitionnaire n'en a pas fait usage, l'autorisation cessera de plein droit. L'administration aura la faculté de la renouveler sur demande du permissionnaire.

En tout état de cause, les travaux en eau ne pourront être autorisés au-delà du 1^{er} décembre afin de préserver la reproduction des corégones (féras).

- **Au titre du code du domaine public fluvial**

Les aménagements visés en objet et cités dans les articles qui précèdent sont également soumis à autorisation d'occupation du domaine public fluvial objet du présent arrêté. Cette occupation est accordée à titre précaire et révocable et l'administration se réserve expressément la faculté de la retirer ou de la modifier à toute époque, notamment en cas de non-exécution des prescriptions du présent arrêté, sans que le permissionnaire puisse prétendre à aucune indemnité ou dédommagement quelconque.

Article 3 : dommages

Le permissionnaire reste responsable de tout dommage causé par son fait, ou de celui qui est causé par le fait des personnes dont il doit répondre ou des choses qu'il a sous sa garde, que le dommage soit subi par l'État, par des usagers de la voie d'eau, par des tiers.

Article 4 : exécution des travaux

Les travaux seront réalisés par voies lacustre et terrestre. Ils consisteront principalement à prolonger et/ou reprendre certains ouvrages en enrochements libres existants dégradés, conformément au dossier présenté et aux plans qui lui sont annexés.

Programme d'intervention

Le chantier sera réalisé en trois phases.

🕒 Phase 1 : MAXILLY-SUR-LÉMAN

Extension de deux enrochements libres existants sur 25 mètres linéaires (ml) et sur 45 ml environ, situés respectivement aux lieux-dits "Petite Rive" et "Torrent" (voir orthophoto-plans et profils-types des ouvrages annexés).

Repères voirie départementale : PR 34+600 (25 ml) et PR35+035 (45 ml).

Sur la commune de Maxilly-sur-Léman, au niveau de "Torrent", la protection de berge pourra sur 45 ml atteindre la crête de talus ; sur les autres secteurs d'intervention, les protections de berges seront d'environ 1,40 m de hauteur depuis le pied de berge.

🕒 Phase 2 : LUGRIN

Reprise de 12 portions d'enrochements anciens répartis sur environ 300 ml entre les lieux-dits "Torrent" et "Tourronde" (voir orthophoto-plan et profil-type annexés).

Repères voirie départementale : PR35+600 et 35+900.

Sur la commune de LUGRIN, le recours au génie végétal pour protéger les berges pourra être mis en œuvre sur la zone de travaux, sous réserve qu'une entreprise compétente en génie végétal puisse intervenir.

🕒 Phase 3 : PUBLIER

Reprise d'un tronçon de 30 ml environ situé à Amphion, au lieu-dit "la Rive" (voir orthophoto-plans annexés.)

Repères voirie départementale : PR 28+120.

Les travaux envisagés sur la commune de PUBLIER consisteront :

🕒 soit en la mise en œuvre de blocs sur 1 m à 1,40 m (largeur 0,80) posés contre le talus actuel éboulé, recouverts de terre végétale maintenu par un film tressé de type coco, et ensemencé ;

⊙ soit en la confection de fascines en pied de talus, puis remblaiement en grave recouvert de terre végétale, finalisé par un tressage en coco et ensemencé, à condition qu'une entreprise qualifiée en génie végétal puisse intervenir.

Pour l'ensemble du génie écologique et l'intégralité de la végétalisation du site, les espèces sont issues d'écotypes locaux, de souches françaises, ou ayant le label de type "végétal local". Pour les mélanges grainiers, la composition et la production devra être un mélange sauvage d'écotypes régionaux et adaptés aux objets des aménagements et des fonctions attendues (protection de sols, biodiversité...).

Dates d'intervention prévues (sous réserve de conditions météorologiques favorables) :

- phase 1, du 2 au 9 août 2021
- phase 2, du 23 août au 8 septembre 2021
- phase 3, du 8 au 15 septembre 2021.

Caractéristiques des travaux et modalités d'intervention

Globalement, les travaux consisteront à combler les portions de berges érodées par l'installation ou la reprise de protections en enrochements libres en contact avec les vagues sur la partie inférieure du talus de la RD1005. La moitié ou le tiers supérieur du talus, selon le site, sera conservé en terre végétale, remodelé puis ensemencé.

Les enrochements seront apportés par barge, puis agencés en berges. Ils seront installés sur une bêche d'ancrage constituée de blocs enfouis, hors de portée du phénomène de houle.

Un massif drainant constitué de "chaille", limitant l'érosion des fines, sera préalablement posé à l'arrière des enrochements. Ce massif sera "plaqué" sur un film géotextile de type "bidim" qui enveloppera les matériaux fins (0/80), afin que ces derniers ne soient pas lessivés (emportés) par le ressac des vagues contre les blocs.

Article 5 : prescriptions relatives aux interventions

- D'une manière générale, les protections en enrochements à créer ou à reprendre devront autant que possible être installées dans l'alignement des ouvrages et niveaux des berges existantes situées en amont et en aval.
- Les travaux seront conduits de manière à réduire au minimum la perturbation apportée au milieu naturel. Les berges naturelles et/ou occupées par de la végétation ligneuse endémique devront être préservées.
- La revégétalisation des talus remaniés devra être réalisée à partir d'espèces locales.
- L'entreprise mandatée devra prendre toutes les précautions nécessaires relatives aux travaux visés. Elle devra éviter toute pollution des eaux et assurer la réparation des désordres éventuels inhérents au chantier. Tous les déchets de chantier seront évacués en décharge autorisée.
- Toutes dispositions seront prises pour éviter de modifier la turbidité des eaux. Dans la perspective où les travaux devaient perdurer au de-là du 15 octobre 2021, les précautions de non-perturbation (turbidité, oxygénation) de la zone littorale devront être renforcées.
- Les zones sur lesquelles des travaux de terrassement/remblaiement sont prévus devront préalablement avoir fait l'objet d'un contrôle permettant de vérifier l'absence de risque de propagation d'espèces végétales invasives indésirables (renouée du Japon, buddleia...), notamment en cas d'importation de matériaux. De même, les engins de chantier utilisés devront préalablement avoir été nettoyés pour éviter la propagation de ces espèces d'un site à l'autre. Dans l'éventualité où, en dépit des précautions prises, ces espèces invasives auraient été importées sur le site, le maître d'ouvrage prendra immédiatement toutes les mesures nécessaires à leur non-prolifération, ainsi qu'à leur éradication.

- Les opérations de nettoyage, entretien et ravitaillement des engins de chantier et camions seront réalisées sur des emplacements aménagés de façon à interdire tout rejet d'effluents polluants au milieu naturel.
- Pour toute modification significative apportée au programme de travaux, le pétitionnaire informera préalablement les services pré-cités.

Les travaux seront exécutés sous la surveillance d'un agent de la direction départementale des territoires. A cet effet, **le permissionnaire devra prévenir l'unité territoriale de Thonon-les-Bains (tél. : 04.50.71.26.25, courriel : ddt-pole-lac-leman@haute-savoie.gouv.fr) et l'OFB usml@ofb.gouv.fr avant le début des travaux et l'informer de la fin de ceux-ci.**

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous les décombres, terre, dépôts de matériaux, gravois et immondices qui encombreraient le domaine public fluvial ou l'assiette de la servitude de marchepied.

Compte rendu d'intervention

Le conseil départemental adressera au service eau-environnement (SEE) de la DDT, un compte rendu des opérations, illustré de photos, ainsi que les plans de récolement des aménagements réalisés. Un rapport relatif à l'exécution des travaux et à ses incidences sur le milieu aquatique a posteriori, devra être établi au regard de l'article L211-1 du code de l'environnement ; il sera réalisé en deux parties .

Dans un délai d'un mois suivant l'achèvement des travaux :

- le calendrier des différentes opérations effectuées ;
- descriptions précises des caractéristiques des ouvrages mis en œuvre en plans et profils par rapport à la topographie initiale et leur localisation à une échelle au 1/500^e ou 1/1000^e ;
- la justification du niveau d'urgence des travaux par rapport aux enjeux identifiés représentés sur plans (voiries, bâti.....) indiquant les risques en l'absence d'intervention ;
- une note explicative montrant les effets positifs des travaux sur la réduction des risques et vulnérabilités identifiées.

Dans un délai de six mois suivant l'achèvement des travaux :

- l'identification et la conservation des habitats naturels de la zone littorale du Léman (habitats aquatiques et ripisylve) ;
- les effets négatifs résiduels sur le fonctionnement hydraulique et sédimentaire naturel lacustre notamment à l'aval ;
- l'impact lié à une protection "quasi-généralisée" des secteurs où la voirie départementale est en berge directe du lac, sur des zones de plus grande sensibilité qui ne subsisteraient plus que chez des tiers (privés, commune, conservatoire...) ;
- les effets négatifs sur le milieu aquatique, le paysage, les activités socio-économiques et les mesures prises ou envisagées pour les corriger ;
- les mesures de suivi des aménagements prévues au long terme pour assurer leur efficacité et les indicateurs retenus.

Enfin, le conseil départemental précisera dans son rapport les investigations qui seront engagées à moyen terme pour répondre durablement aux désordres constatés.

Mesures de suivi et de contrôle des aménagements

Le conseil départemental veillera au bon entretien des ouvrages et installations mis en place. Ainsi, une visite régulière des aménagements réalisés (deux visites annuelle au minimum, et une visite après chaque événement tempétueux), sera assurée.

Aux endroits qui auront été végétalisés, un suivi de la reprise de la végétation sera régulièrement réalisé par le conseil départemental.

Article 6 : suites à donner aux travaux d'urgence

- Le conseil départemental devra à N+5 procéder au diagnostic des ouvrages de protection existant sur l'ensemble du linéaire où la voirie et ses protections sont en berge du lac eu égard à leur efficacité, mais surtout au regard de leur impact environnemental.
- Il étudiera la possibilité de mieux intégrer ces ouvrages sur le plan écologique et paysager à l'aide des techniques faisant appel au génie végétal.
- Le conseil départemental portera à la connaissance du préfet les conclusions de ses investigations ; celui-ci pourra alors lui imposer de reprendre à plus long terme ces ouvrages de façon à les rendre compatibles durablement avec le code de l'environnement et l'objectif de sécurisation de la voirie départementale.

Ces réflexions devront s'inscrire dans le respect de la politique de renaturation des rives des cours d'eaux et plans d'eau imposée aux collectivités par les dispositions du SDAGE 2022-2027 ainsi qu'aux recommandations du dernier plan d'actions de la commission internationale pour la protection des eaux du Léman (CIPEL)

Dans le cadre de la sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus Covid-19, l'entreprise devra s'assurer, auprès du demandeur, que ce dernier accepte les conditions spécifiques d'hygiène et de règles sanitaires recommandées (capacité à respecter les gestes barrières, distance minimale d'un mètre avec toute personne, accès à un point d'eau pour le lavage des mains, accès aux installations d'hygiène). A cet effet, un guide de préconisation de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction est consultable sur le site : <https://www.preventionbtp.fr/ressources/documentation/ouvrage/guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-construction-en-p periode-d-epidemie-de-coronavirus-covid-19>

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, une procédure contentieuse pourrait être engagée par le service gestionnaire du domaine public fluvial de l'État, en application de l'article L2124-8 du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 7 : redevance liée à l'occupation du domaine public

L'autorisation étant accordée afin de permettre la réalisation des travaux d'urgence visant à sécuriser l'axe routier que constitue la RD 1005, conformément à l'article L2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques, l'autorisation est donc accordée à titre gracieux.

Article 6 : autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 7 : droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : prescriptions diverses

- Une copie du présent arrêté sera communiquée au conducteur desdits travaux pour prise en compte.
- Le présent arrêté devra être présenté à toutes réquisitions des agents en charge des polices de la conservation du domaine public fluvial, de l'eau et de la pêche.

Article 9 : voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La saisine de la juridiction administrative peut se faire par voie dématérialisée via le portail "Télérecours", accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr comprenant l'accès à "Télérecours citoyens".

Il peut, dans ce même délai, faire l'objet d'un recours administratif (gracieux et/ou hiérarchique - articles L410-1, L411-1, L411-2 et suivants du code des relations entre le public et l'administration).

Le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Suivant la date de décision explicite ou implicite de rejet, le recours contentieux visé au paragraphe précédent peut être introduit devant le tribunal administratif dans les conditions qui y sont précisées.

Article 10 : exécution – Publicité

MM. le secrétaire général de la préfecture, les maires de MAXILLY-SUR-LÉMAN, LUGRIN et PUBLIER, le sous-préfet de Thonon-les-Bains, le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie, unité territoriale de Thonon-les-Bains, le commandant de la compagnie de gendarmerie de Thonon-les-Bains et le chef de l'unité spécialisée milieux lacustres de l'office français de la biodiversité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Une copie sera adressée pour information à MM. le président de la fédération départementale des AAPPMA, le président de l'association agréée interdépartementale des pêcheurs professionnels des lacs alpins (AAIPPLA), le président de l'association des pêcheurs amateurs du lac Léman français (APALLF).

Le préfet



Alain ESPINASSE

Alain ESPINAZZI

74_direction_emploi_travail_solidarites

74-2021-08-18-00004

Arrêté/n°2021-0083/DDETS/Service entreprises
et compétences/ESUS/LIEN

DDETS de Haute-Savoie
Pôle Entreprises et compétences
3, rue Paul Guiton
74040 ANNECY

Affaire suivie par : Gaëlle ALLIX
Téléphone : 0450882866
Mail : gaelle.allix@haute-savoie.gouv.fr

La Directrice départementale de l'emploi, du travail et des
solidarités de Haute-Savoie

à

Léman Initiative Emploi Nature
Madame la directrice
135 chemin de l'Effly
74140 SCIEZ

Anncyy, le 18 août 2021

Madame la directrice,

Par courrier du 21 juillet 2021, vous avez sollicité l'agrément des entreprises solidaires pour l'association «Léman Initiative Emploi Nature».

Après instruction de votre dossier, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint mon arrêté de ce jour qui accède à votre demande.

Sauf modification de nature à remettre en cause la qualité d'entreprise solidaire en regard de l'article L 3332-17-1 du code du travail, l'agrément est accordé pour une durée de 5 ans à partir de la notification de cet arrêté.

Je vous prie d'agréer, Madame la directrice, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice départementale
de l'emploi, du travail et des
solidarités de Haute-Savoie
et par délégation
la directrice adjointe


Marion BOUTELOUP-MASSOT



**Arrêté portant agrément d'une entreprise solidaire d'utilité sociale
N°2021-0083**

Le préfet de la Haute-Savoie ;

VU le code du Travail, et notamment les articles L 3332-17-1, R 3332-21-1 à R 3332-21-5 ;

VU la Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et ses décrets d'application n°2015-760 du 24 juin 2015, n°2015-807 du 1er juillet 2015, n°2015-832 du 7 juillet 2015 ;

VU le Décret n° 2015-719 du 23 juin 2015 relatif à l'agrément des entreprises solidaires d'utilité sociale ;

VU l'Arrêté du 5 août 2015 fixant la composition du dossier de demande d'agrément ESUS ;

VU l'Arrêté du 7 avril 2021 portant délégation de signature à la directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de Haute-Savoie ;

VU l'Arrêté du 9 avril 2021 portant subdélégation de signature à la directrice adjointe du travail ;

VU la demande du 21/07/2021, présentée par Madame Céline COGNEAUX-BOUDOU, directrice de l'association LEMAN INITIATIVE EMPLOI NATURE, dont le siège social est situé 135 chemin de l'Effly, 74140 SCIEZ, N° SIREN 391 742 822, en vue d'être agréée en tant qu'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU les consultations réglementaires effectuées et les avis reçus ;

Arrête

- Article 1 l'association LEMAN INITIATIVE EMPLOI NATURE, dont le siège social est situé 135 chemin de l'Effly, 74140 SCIEZ, N° SIREN 391 742 822 est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.
- Article 2 Cet agrément est accordé pour une durée de 5 ans à compter du 18/08/2021.
- Article 3 Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture

Fait à Annecy, le 18 août 2021
Pour la directrice départementale
de l'emploi, du travail et des
solidarités de Haute-Savoie
et par délégation
la directrice adjointe

Marion BOUTELOUP MASSOT

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DDETS de Haute-Savoie, 3 rue Paul Guiton 74040 ANNECY ou d'un recours hiérarchique adressé à Madame la Ministre du Travail, 39-43 quai André Citroën - 75902 Paris Cedex 15.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le Tribunal Administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE ou par la voie de l'application « Téléréfuges citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

74_direction_emploi_travail_solidarites

74-2021-08-02-00010

AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0078 /
DDETS 74 / Service Entreprise et compétences /
Services à la personne / Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne CLUZEL
Rose-Lyne N°SAP900969155



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de l'emploi, du travail
et des solidarités**

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP900969155**

N°2021-0078

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Le préfet de la Haute-Savoie

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pole Entreprises et Cohésion Sociale le 20 juillet 2021 par Mademoiselle Rose-Lyne CLUZEL en qualité de dirigeante, pour l'organisme CLUZEL Rose-Lyne dont l'établissement principal est situé 29 place de la Mairie 74440 LA RIVIERE ENVERSE et enregistré sous le N° SAP900969155 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Annecy, le 2 août 2021

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale de l'Emploi du
Travail et des Solidarités de Haute-Savoie,
Le responsable du département Entreprise et
compétences,



Georges PEREZ

La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pole Entreprises et Cohésion Sociale ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex13.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Affaire suivie par : Nathalie CARÈME
Tél. : 04 50 88 28 47
Mél. : ddets-sap@haute-savoie.gouv.fr
Direction départementale, de l'emploi, du travail et des solidarités
Département Entreprises et Compétences
3, Rue Paul Guiton - 74040 ANNECY
www.haute-savoie.gouv.fr

74_direction_emploi_travail_solidarites

74-2021-08-02-00011

AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0079 /
DDETS 74 / Service Entreprise et compétences /
Services à la personne / Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
COSTAZ Elian N°SAP900749003



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de l'emploi, du travail
et des solidarités**

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP900749003
N°2021-0079**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Le préfet de la Haute-Savoie

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pole Entreprises et Cohésion Sociale le 6 juillet 2021 par Monsieur Elian COSTAZ en qualité de dirigeant, pour l'organisme COSTAZ Elian dont l'établissement principal est situé 214 allée des Pervenches Hameau des Pervenches 74250 VIUZ EN SALLAZ et enregistré sous le N° SAP900749003 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Annecy, le 2 août 2021

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale de l'Emploi du
Travail et des Solidarités de Haute-Savoie,
Le responsable du département Entreprise et
compétences,


Georges PEREZ

La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pole Entreprises et Cohésion Sociale ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex13.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Affaire suivie par : Nathalie CARÊME
Tél. : 04 50 88 28 47
Mél. : ddets-sap@haute-savoie.gouv.fr
Direction départementale, de l'emploi, du travail et des solidarités
Département Entreprises et Compétences
3, Rue Paul Guiton - 74040 ANNECY
www.haute-savoie.gouv.fr

74_direction_emploi_travail_solidarites

74-2021-08-02-00012

AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0080 /
DDETS 74 / Service Entreprise et compétences /
Services à la personne / Récépissé de
modification de déclaration d'un organisme de
services à la personne CIAS COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE THONON LES BAINS
N°SAP267411056

**Récépissé de modification de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP267411056**

N°2021-0080

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D.312-6-2 ;

Vu l'autorisation du conseil départemental de la Haute-Savoie en date du 1^{er} janvier 2009 ;

Le préfet de la Haute-Savoie

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de la Haute-Savoie par Monsieur PHILIPPE METGE en qualité de Directeur Général des services, pour l'organisme CIAS COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE THONON.LES BAINS dont l'établissement principal est situé Domaine de Thénières 74140 BALLAISON et enregistré sous le N° SAP267411056 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire et mandataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses)
- Livraison de repas à domicile.
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé
- Assistance administrative à domicile
- Accompagnement des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante
- Assistance des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors PA/PH et pathologies chroniques) (hors actes de soins relevant d'actes médicaux)

Activité(s) relevant de la déclaration et soumise(s) à autorisation (mode prestataire) :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (74)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (74)
- prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (74)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide mobilité, transports, acte de la vie courante) (74)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du 2 janvier 2019 sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

En application de l'article D.312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Annecy, le 2 août 2021

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale de l'Emploi du
Travail et des Solidarités de Haute-Savoie,
Le responsable du département Entreprise et
compétences,



Georges PEREZ

La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pole Entreprises et Cohésion Sociale ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex13.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

74_direction_emploi_travail_solidarites

74-2021-08-10-00005

AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0081 /
DDETS 74 / Service Entreprise et compétences /
Services à la personne / Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne LES
LUTINS GOURMETS N°SAP900848383



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de l'emploi, du travail
et des solidarités**

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP900848383**

N°2021-0081

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Le préfet de la Haute-Savoie

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pole Entreprises et Cohésion Sociale le 13 juillet 2021 par Madame Fabienne POIREL en qualité de Présidente, pour l'organisme LES LUTINS GOURMETS dont l'établissement principal est situé 9 bis route de Dalmaz 74330 LA BALME DE SILLINGY et enregistré sous le N° SAP900848383 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage
- Livraison de repas à domicile.
- Livraison de courses à domicile
- Assistance informatique à domicile
- Assistance administrative à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du 1^{er} septembre 2021 sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Annecy, le 10 août 2021

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale de l'Emploi du
Travail et des Solidarités de Haute-Savoie,
Le responsable du département Entreprise et
compétences,

Georges PEREZ

La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pole Entreprises et Cohésion Sociale ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex13.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Affaire suivie par : Nathalie CARÈME
Tél. : 04 50 88 28 47
Mél. : ddets-sap@haute-savoie.gouv.fr
Direction départementale, de l'emploi, du travail et des solidarités
Département Entreprises et Compétences
3, Rue Paul Guiton - 74040 ANNECY
www.haute-savoie.gouv.fr

74_direction_emploi_travail_solidarites

74-2021-08-10-00006

AUTRE ACTE ADMINISTRATIF / N°2021-0082 /
DDETS 74 / Service Entreprise et compétences /
Services à la personne / Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
RESIDENCE RETRAITE LE PRE FORNET
N°SAP444085492



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de l'emploi, du travail
et des solidarités**

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP444085492**

N°2021-0082

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Le préfet de la Haute-Savoie

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités (DDETS) de Haute-Savoie – Pôle Entreprises et Cohésion Sociale le 4 août 2021 par Madame Corinne BEAUFILS LECOQ en qualité de directrice, pour l'organisme RESIDENCE RETRAITE LE PRE FORNET dont l'établissement principal est situé 1 route des Blanches Seynod 74600 ANNECY et enregistré sous le N° SAP444085492 pour les activités suivantes :

Activité(s) relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Livraison de repas à domicile.
- Assistance administrative à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Annecy, le 10 août 2021

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale de l'Emploi du
Travail et des Solidarités de Haute-Savoie,
Le responsable du département Entreprise et
compétences,

Georges PEREZ

La présente décision peut, à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DIRECCTE - unité départementale de la Haute-Savoie ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6, rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex13.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès du tribunal administratif de Grenoble 2 place Verdun 38000 GRENOBLE.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Affaire suivie par : Nathalie CARÈME
Tél. : 04 50 88 28 47
Mél. : ddets-sap@haute-savoie.gouv.fr
Direction départementale, de l'emploi, du travail et des solidarités
Département Entreprises et Compétences
3, Rue Paul Guiton - 74040 ANNECY
www.haute-savoie.gouv.fr

74_DRDDI_Direction régionale des douanes et droits indirects du Léman

74-2021-09-02-00006

DGDDI - Décision 2021/9 C du directeur régional à Annecy portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à Lyon dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière douane et de manquement à l'obligation déclarative.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

ANNECY, LE 2 SEPT. 2021

DR Annecy
34, AV DU PARMELAN
74004 ANNECY
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : REYNAUD Elodie
Téléphone : 09 70 27 30 34
Télécopie : 04 50 51 00 68
Mél : dr-leman@douane.finances.gouv.fr

Décision 2021/9 du directeur régional à ANNECY portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits

compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,
ORIGINAL SIGNE

GALY Hugues-Lionel



Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
------------	----------	--------------	-------	-------------	-----------

Annexe II à la décision n° 2021/9 du 2 sept. 2021 du directeur régional GALY Hugues-Lionel
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
GILBERT Jean-Marc	illimité	illimité	illimité	illimité	350000
CADDOUX Charles	illimité	illimité	illimité	illimité	350000
CRENN Justine	illimité	illimité	illimité	illimité	60000
PHILIBERT Jerome	0	0	0	0	60000
RAYNE Bruno	0	0	0	0	60000
GUIRAUD Gregory	0	0	0	0	60000
SOLIVERES Jose	0	0	0	0	60000

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
BOU Christophe	10000	5000	1000	15000
BUVAT Philippe	10000	5000	1000	15000
CONSEIL Brice	10000	5000	1000	15000
HENENNE Frederic	10000	5000	1000	15000
JOLY Pierre-Franck	10000	5000	1000	15000
KOUAKOU Yao	10000	5000	1000	15000
RAVANEL AUGOYARD Sandrine	10000	5000	1000	15000
STEUX Corinne	10000	5000	1000	15000
BARDET Vincent	10000	5000	1000	15000
CHAVANON Herve	10000	5000	1000	15000
COURT Alain	10000	5000	1000	15000
ECARNOT Alexandre	10000	5000	1000	15000
JAROVA Julie	10000	5000	1000	15000
MOREL Valerie	10000	5000	1000	15000
PERRISSIN FABERT Sylvie	10000	5000	1000	15000
PERRY Laurine	10000	5000	1000	15000
BOTON Laurent	10000	5000	1000	15000
BROUTEL Yves	10000	5000	1000	15000
CAMUS Aurelie	10000	5000	1000	15000
CONSEIL Fabien	10000	5000	1000	15000
DHALLUIN Emmanuel	10000	5000	1000	15000
DUGARD Vincent	10000	5000	1000	15000
GRANGE Loic	10000	5000	1000	15000
LABANHIE Florian	10000	5000	1000	15000
MERCHE Jacques	10000	5000	1000	15000
MORET Frantz	10000	5000	1000	15000
PHALIPPOU Benedicte	10000	5000	1000	15000
REVILLARD Jerome	10000	5000	1000	15000

ROSSET Christophe	10000	5000	1000	15000
ROULEAU Mikael	10000	5000	1000	15000
SABOT Rachel	10000	5000	1000	15000
TESNIERE Jonathan	10000	5000	1000	15000
BARTKOWIAK Guillaume	10000	5000	1000	15000
BASHYNA Vasyl	10000	5000	1000	15000
BERTHOMME Cedric	10000	5000	1000	15000
BLACHE Emmanuel	10000	5000	1000	15000
BOGILLOT Emmanuel	10000	5000	1000	15000
BONNARD Paul	10000	5000	1000	15000
BOUAKKAZ Yamin	10000	5000	1000	15000
CAILLOUET Adrien	10000	5000	1000	15000
CHARNOZ Lou-Anne	10000	5000	1000	15000
CHAUVET Thomas	10000	5000	1000	15000
CROS Bruno	10000	5000	1000	15000
DEDION Quentin	10000	5000	1000	15000
DEGABRIEL Elodie	10000	5000	1000	15000
DOLCI Catherine	10000	5000	1000	15000
FRECHARD Fabrice	10000	5000	1000	15000
FUMERON Valentin	10000	5000	1000	15000
GAHA Woibhi	10000	5000	1000	15000
GARRIGUES-BLANC Caroline	10000	5000	1000	15000
GILLES Arthur	10000	5000	1000	15000
GOEPP Antoine	10000	5000	1000	15000
JECHOUX Dominick	10000	5000	1000	15000
KOTNI Dimitri	10000	5000	1000	15000
LEFEBVRE Emmanuel	10000	5000	1000	15000
LEFORT Mathieu	10000	5000	1000	15000
MAHROUG Rida	10000	5000	1000	15000
MALETERRE Alexie	10000	5000	1000	15000
MANCHON Lois	10000	5000	1000	15000
MARTIN Alexandra	10000	5000	1000	15000
MARTIN Loic	10000	5000	1000	15000
MARTINEZ Marie	10000	5000	1000	15000
MARTINS Antoine	10000	5000	1000	15000
MARTY Florence	10000	5000	1000	15000
MASQUELET Cecile	10000	5000	1000	15000

MEGARES Anthony	10000	5000	1000	15000
MOLINARI Yann	10000	5000	1000	15000
NOEL Anthony	10000	5000	1000	15000
PAUTHE Audric	10000	5000	1000	15000
POBELLE Herve	10000	5000	1000	15000
RICHARD Gerald	10000	5000	1000	15000
SIX Armand	10000	5000	1000	15000
STOESSEL Mathilde	10000	5000	1000	15000
TOUNSI Leonard	10000	5000	1000	15000
TUTIN Jeremy	10000	5000	1000	15000
VERCHERAND Xavier	10000	5000	1000	15000
ZANINA Raja	10000	5000	1000	15000
COTE Olivier	10000	5000	1000	15000
EHRET Luc	10000	5000	1000	15000
GRAVIER Stephane	10000	5000	1000	15000
GROSJEAN Christian	10000	5000	1000	15000
LEBAS Delphine	10000	5000	1000	15000
SIMONNET Michelle	10000	5000	1000	15000
WAGNER Floriane	10000	5000	1000	15000
ZANONI Lionel	10000	5000	1000	15000
ABDELLAOUI Ilyasse	10000	5000	1000	15000
ANDOCHE Marie	10000	5000	1000	15000
AUMIS Felix	10000	5000	1000	15000
BAREILLE Axel	10000	5000	1000	15000
BECHAALANI Marie-Line	10000	5000	1000	15000
BERNARD Arnaud	10000	5000	1000	15000
BILLON Pierre-Yves	10000	5000	1000	15000
BOUCHITE Gregory	10000	5000	1000	15000
BRUNENKANT Jean-Michel	10000	5000	1000	15000
CHARTON Florent	10000	5000	1000	15000
CHARVET Anthony	10000	5000	1000	15000
CHATANAY Cyril	10000	5000	1000	15000
CONDERATKAN Christopher	10000	5000	1000	15000
COUR Thibault	10000	5000	1000	15000
COUTOULY Maxime	10000	5000	1000	15000
COVRE Sandra	10000	5000	1000	15000
DECOGNIER Thomas	10000	5000	1000	15000

DEGAT Julien	10000	5000	1000	15000
DESPERIES Anthony	10000	5000	1000	15000
DROGUET Thomas	10000	5000	1000	15000
DUBOIS Laurence	10000	5000	1000	15000
DUPOND Hugo	10000	5000	1000	15000
ETIENNE Benjamin	10000	5000	1000	15000
EVARD Emma	10000	5000	1000	15000
FAUQUEUR Richard	10000	5000	1000	15000
FILLION Yannick	10000	5000	1000	15000
FRESIL Maxime	10000	5000	1000	15000
GIGLIOLI Leon	10000	5000	1000	15000
GODEFROY Cyrille	10000	5000	1000	15000
GRANENA-GOUAZE Andrea	10000	5000	1000	15000
GUILLE Lucas	10000	5000	1000	15000
GUILLOU Bernard	10000	5000	1000	15000
JALIBAT Kevin	10000	5000	1000	15000
LE CALVEZ Yves	10000	5000	1000	15000
LE GOFF Sebastien	10000	5000	1000	15000
LEBON Mathilde	10000	5000	1000	15000
LEVEQUE Valerie	10000	5000	1000	15000
MERCIER Thibault	10000	5000	1000	15000
MIGNE Mathieu	10000	5000	1000	15000
PELIZZARI Emmanuel	10000	5000	1000	15000
PIERRE Matthieu	10000	5000	1000	15000
PONTABRY Yann	10000	5000	1000	15000
PRAZZOLI Claire	10000	5000	1000	15000
REAU Denis	10000	5000	1000	15000
REY Aurelie	10000	5000	1000	15000
ROUMANEIX Ubald	10000	5000	1000	15000
ROUX Sebastien	10000	5000	1000	15000
SEBAA Idris	10000	5000	1000	15000
SIMEON Audrey	10000	5000	1000	15000
STEFANIDI Alexandre	10000	5000	1000	15000
VACHERET Cedric	10000	5000	1000	15000
VIGUIER Elisabeth	10000	5000	1000	15000
VIRASSAMY Yoann	10000	5000	1000	15000
WARMEZ Gaetan	10000	5000	1000	15000

YAHIAOUI Kilian	10000	5000	1000	15000
YILDIZ Volcan	10000	5000	1000	15000
BARBAN Hugo	10000	5000	1000	15000
BRESSAND Kevin	10000	5000	1000	15000
CADIS Aurelie	10000	5000	1000	15000
DANIEL Cyril	10000	5000	1000	15000
DELAUNE Francois	10000	5000	1000	15000
DEPAQUIT Christine	10000	5000	1000	15000
DOCHE Sebastien	10000	5000	1000	15000
DOLO Yann	10000	5000	1000	15000
DOUILLET Olivier	10000	5000	1000	15000
GUILLAUME Sylvain	10000	5000	1000	15000
HAVERLAND Andre	10000	5000	1000	15000
HONEGGER Christophe	10000	5000	1000	15000
JANIN Mathieu	10000	5000	1000	15000
JOLLAIN Marion	10000	5000	1000	15000
LACROIX Sebastien	10000	5000	1000	15000
MAITRE Jerome	10000	5000	1000	15000
MARCON Lea	10000	5000	1000	15000
MARTINEZ Jordan	10000	5000	1000	15000
MEUSNIER Romuald	10000	5000	1000	15000
MORISCOT Jean	10000	5000	1000	15000
MOUSTAFOV Stephane	10000	5000	1000	15000
PIOTR Stephan	10000	5000	1000	15000
PRIETO Samuel	10000	5000	1000	15000
ROTH Olivier	10000	5000	1000	15000
RYNKA Jeremy	10000	5000	1000	15000
SCHWALLER Fanny	10000	5000	1000	15000
VIEL Julien	10000	5000	1000	15000
BERTRAND Romain	10000	5000	1000	15000
BERY Nathalie	10000	5000	1000	15000
BLANCON Florian	10000	5000	1000	15000
BONNEPART Carine	10000	5000	1000	15000
CAUBET Aurelien	10000	5000	1000	15000
COINDET Jerome	10000	5000	1000	15000
CROS Didier	10000	5000	1000	15000
DA SILVA Jonathan	10000	5000	1000	15000

DESCHANEL Yoann	10000	5000	1000	15000
GEFFROY Claire	10000	5000	1000	15000
HERBAUT Valentin	10000	5000	1000	15000
JACQUET Camille	10000	5000	1000	15000
LE MOING Florent	10000	5000	1000	15000
LECOURT Valentin	10000	5000	1000	15000
MARCININ Dorothee	10000	5000	1000	15000
MERLOT Raphael	10000	5000	1000	15000
PEREIRA Louise	10000	5000	1000	15000
PIERRE Patrice	10000	5000	1000	15000
PLOUVIER Jonathan	10000	5000	1000	15000
REMAN Michael	10000	5000	1000	15000
SAJOUS Karine	10000	5000	1000	15000
TERRYN Dominique	10000	5000	1000	15000
TIREAU Elise	10000	5000	1000	15000
TREVISAN Jean-Baptiste	10000	5000	1000	15000
YAHY Fouad	10000	5000	1000	15000
AMARGIER Aurelie	10000	5000	1000	15000
BREHIN-GOEDERT Brigitte	15000	7500	1500	15000
CAMPILLO LAFFIN Christophe	10000	5000	1000	15000
GARNIER Fabien	10000	5000	1000	15000
RAZIK Catherine	10000	5000	1000	15000
HUIN Arnaud	10000	5000	1000	15000
MOTERA Benoit	10000	5000	1000	15000
BERGERON Francois-Xavier	10000	5000	1000	15000
BERODIER Jordan	10000	5000	1000	15000
CALDERON Jean-Yves	10000	5000	1000	15000
CHANTELOUBE Eline	10000	5000	1000	15000
CRICK Jocelyn	10000	5000	1000	15000
DUSSOLLIER Valerie	10000	5000	1000	15000
FERNANDEZ German	10000	5000	1000	15000
FLORY Isabelle	10000	5000	1000	15000
FOCANT Pascal	10000	5000	1000	15000
GIOVE Raphael	10000	5000	1000	15000
GORLIER Frederic	10000	5000	1000	15000
GUILLOT Benoit	10000	5000	1000	15000
HANSEN Cecile	10000	5000	1000	15000

KACZOR Pauline	10000	5000	1000	15000
LEBOURGEOIS Jean-Claude	10000	5000	1000	15000
LUTIC Ludovic	10000	5000	1000	15000
MARGUET Francois-Regis	10000	5000	1000	15000
MARTINEZ ALBORNOZ Michael	10000	5000	1000	15000
MARX Florence	10000	5000	1000	15000
MEYER Laure	10000	5000	1000	15000
MILLEQUAND Camille	10000	5000	1000	15000
MONSARRAT Lisa	10000	5000	1000	15000
PAVE Florian	10000	5000	1000	15000
PERRET Olivier	10000	5000	1000	15000
QUINQUETON Denis	10000	5000	1000	15000
REMINY Yannick	10000	5000	1000	15000
RIGON Carine	10000	5000	1000	15000
SNOUSSI Ahmed	10000	5000	1000	15000
AUTIN Cecile	10000	5000	1000	15000
BARTON Gregory	10000	5000	1000	15000
BERNARD Jules	10000	5000	1000	15000
BOURLY Jean-Francois	10000	5000	1000	15000
CADET Christophe	10000	5000	1000	15000
CILLER Thomas	10000	5000	1000	15000
COCHET Gaelle	10000	5000	1000	15000
DEFOSSE Aurelie	10000	5000	1000	15000
DEISSARD Thierry	10000	5000	1000	15000
DELISLE Remy	10000	5000	1000	15000
DENCHE Marjorie	10000	5000	1000	15000
DEUTSCH Guillaume	10000	5000	1000	15000
DURANTON Gilles	10000	5000	1000	15000
GENTILINI Kevin	10000	5000	1000	15000
GOUJON Romain	10000	5000	1000	15000
LEANDRY Floraly	10000	5000	1000	15000
MARIA Kevin	10000	5000	1000	15000
MEDEUF Willy	10000	5000	1000	15000
MOUKTARIAN Gregory	10000	5000	1000	15000
PLANTIER Pierre	10000	5000	1000	15000
RICHARD David	10000	5000	1000	15000
RIGLET Jennifer	10000	5000	1000	15000

SACKO Makan	10000	5000	1000	15000
STEVELBERG Remi-Numa	10000	5000	1000	15000
AUDRENO Allan	10000	5000	1000	15000
AUVIGNE Laurence	10000	5000	1000	15000
BACO Yasser	10000	5000	1000	15000
BAUMONT Marc	10000	5000	1000	15000
BELHABIB Faudil	10000	5000	1000	15000
BERNIGOLE Margaux	10000	5000	1000	15000
BOISSARD Pierre	10000	5000	1000	15000
BRU Lucas	10000	5000	1000	15000
BRUGUIERE Martin	10000	5000	1000	15000
BUTTE Mikael	10000	5000	1000	15000
CANCELLIERI Altea	10000	5000	1000	15000
CAPILLA Jerome	10000	5000	1000	15000
CHAUVEAU Kevin	10000	5000	1000	15000
CHERON Marie	10000	5000	1000	15000
CLERMONT Maxime	10000	5000	1000	15000
COLIBEAUX Romain	10000	5000	1000	15000
COPIER Aurore	10000	5000	1000	15000
DEISZ Gregory	10000	5000	1000	15000
DELEGER Raphaele	10000	5000	1000	15000
DELHAIE Tanguy	10000	5000	1000	15000
DEPIERRE Alain	10000	5000	1000	15000
DESPONT Francois	10000	5000	1000	15000
DIJOUX Pierrick	10000	5000	1000	15000
DUTANIER Thomas	10000	5000	1000	15000
FERNANDEZ Raoul	10000	5000	1000	15000
FERRER Laurent	10000	5000	1000	15000
FOISSAC Guillaume	10000	5000	1000	15000
FRANCHET Benjamin	10000	5000	1000	15000
GALLINEAU Vianney	10000	5000	1000	15000
GESBERT Swen	10000	5000	1000	15000
GILLET Gaetane	10000	5000	1000	15000
GONZALEZ Nathalie	10000	5000	1000	15000
JORION Vincent	10000	5000	1000	15000
KRAWCZYK Maxime	10000	5000	1000	15000
LACHE Jean-Noel	10000	5000	1000	15000

LAVIALLE Frederic	10000	5000	1000	15000
LAZARY Jean-Christophe	10000	5000	1000	15000
LINGUET Willem	10000	5000	1000	15000
LOYER Kevin	10000	5000	1000	15000
MARIEL William	10000	5000	1000	15000
MERCIER Fanny	10000	5000	1000	15000
MESLEM Soenya	10000	5000	1000	15000
MEYNOT Kevin	10000	5000	1000	15000
MURCIA Marc	10000	5000	1000	15000
NOGUERA Mickael	10000	5000	1000	15000
NOTIN Gauvain	10000	5000	1000	15000
PAILLER Carine	10000	5000	1000	15000
PASTOURET Franck	10000	5000	1000	15000
PERRICHON Thierry	10000	5000	1000	15000
RENAULT Olivier	10000	5000	1000	15000
SALAUN Guillaume	10000	5000	1000	15000
VARNEROT Lea	10000	5000	1000	15000
BIARGUES Sophie	10000	5000	1000	15000
BLONDIN Stephane	10000	5000	1000	15000
BOURGUIGNON Brigitte	15000	7500	1500	15000
BUSCAGLIA Marie-Yvonne	10000	5000	1000	15000
CHABERT Brigitte	10000	5000	1000	15000
FARGETON Amaryllis	10000	5000	1000	15000
GIRAUD Christine	10000	5000	1000	15000
GREGOIRE Patrice	10000	5000	1000	15000
MOREAU Isabelle	10000	5000	1000	15000
NEUVILLE Catherine	10000	5000	1000	15000

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
GILBERT Jean-Marc	illimité	100000	250000
BOU Christophe	1000	3000	15000
BUVAT Philippe	1000	3000	15000
CONSEIL Brice	1000	3000	15000
HENENNE Frederic	1000	3000	15000
JOLY Pierre-Franck	1500	10000	30000
KOUAKOU Yao	1000	3000	15000
RAVANEL AUGOYARD Sandrine	1000	3000	15000
STEUX Corinne	1000	3000	15000
CADDOUX Charles	illimité	100000	250000
CRENN Justine	2000	20000	60000
BARDET Vincent	1500	10000	30000
CHAVANON Herve	1000	3000	15000
COURT Alain	1000	3000	15000
ECARNOT Alexandre	1000	3000	15000
JAROVA Julie	1000	3000	15000
MOREL Valerie	1000	3000	15000
PERRISSIN FABERT Sylvie	1000	3000	15000
PERRY Laurine	1000	3000	15000
PUCINO Marie-Carmen	1000	3000	15000
BOTON Laurent	1000	3000	15000
BROUTEL Yves	1000	3000	15000
CAMUS Aurelie	1000	3000	15000
CONSEIL Fabien	1000	3000	15000
DHALLUIN Emmanuel	1000	3000	15000
DUGARD Vincent	1000	3000	15000
GRANGE Loic	1000	3000	15000
LABANHIE Florian	1000	3000	15000
MERCHE Jacques	1500	10000	30000
MORET Frantz	1000	3000	15000
PHALIPPOU Benedicte	1000	3000	15000
REVILLARD Jerome	1000	3000	15000
ROSSET Christophe	1000	3000	15000
ROULEAU Mikael	1500	10000	30000

SABOT Rachel	1000	3000	15000
TESNIERE Jonathan	1000	3000	15000
BARTKOWIAK Guillaume	1000	3000	15000
BASHYNA Vasyl	1000	3000	15000
BERTHOMME Cedric	1000	3000	15000
BLACHE Emmanuel	1000	3000	15000
BOGILLOT Emmanuel	1500	10000	30000
BONNARD Paul	1000	3000	15000
BOUAKKAZ Yamin	1000	3000	15000
CAILLOUET Adrien	1000	3000	15000
CHARNOZ Lou-Anne	1000	3000	15000
CHAUVET Thomas	1000	3000	15000
CROS Bruno	1000	3000	15000
DEDION Quentin	1000	3000	15000
DEGABRIEL Elodie	1000	3000	15000
DOLCI Catherine	1000	3000	15000
FRECHARD Fabrice	1000	3000	15000
FUMERON Valentin	1000	3000	15000
GAHA Woihbi	1000	3000	15000
GARRIGUES-BLANC Caroline	1000	3000	15000
GILLES Arthur	1000	3000	15000
GOEPP Antoine	1000	3000	15000
JECHOUX Dominick	1000	3000	15000
KOTNI Dimitri	1000	3000	15000
LEFEBVRE Emmanuel	1000	3000	15000
LEFORT Mathieu	1000	3000	15000
MAHROUG Rida	1000	3000	15000
MALETERRE Alexie	1000	3000	15000
MANCHON Lois	1000	3000	15000
MARTIN Loic	1000	3000	15000
MARTIN Alexandra	1000	3000	15000
MARTINEZ Marie	1000	3000	15000
MARTINS Antoine	1000	3000	15000
MARTY Florence	1000	3000	15000
MASQUELET Cecile	1000	3000	15000
MEGARES Anthony	1000	3000	15000
MOLINARI Yann	1000	3000	15000
NOEL Anthony	1000	3000	15000
PAUTHE Audric	1000	3000	15000
POBELLE Herve	1000	3000	15000
RICHARD Gerald	1500	10000	30000
SIX Armand	1500	10000	30000
STOESSEL Mathilde	1000	3000	15000

TOUNSI Leonard	1000	3000	15000
TUTIN Jeremy	1000	3000	15000
VERCHERAND Xavier	1000	3000	15000
ZANINA Raja	1000	3000	15000
PHILIBERT Jerome	2000	20000	60000
RAYNE Bruno	1500	10000	30000
BAILLY Christophe	1000	3000	15000
BRICHE Gregory	1000	3000	15000
COTE Olivier	1000	3000	15000
DUC Catherine	1000	3000	15000
EHRET Luc	1000	3000	15000
GAUTIER Philippe	1000	3000	15000
GRAVIER Stephane	1000	3000	15000
GROSJEAN Christian	1500	10000	30000
GUILLOU Marie-Claire	1000	3000	15000
GUIMET Jean-Baptiste	1000	3000	15000
HERZOG Sarah	1000	3000	15000
LEBAS Delphine	1000	3000	15000
NEMOR Jean-Marie	1000	3000	15000
PERRIN Michael	1000	3000	15000
PRADEL Jean-Francois	1000	3000	15000
SCHERTZINGER Elsa	1000	3000	15000
SIMONNET Michelle	1000	3000	15000
WAGNER Floriane	1000	3000	15000
ABDELLAOUI Ilyasse	1000	3000	15000
ANDOCHE Marie	1000	3000	15000
AUMIS Felix	1000	3000	15000
BAREILLE Axel	1000	3000	15000
BECHAALANI Marie-Line	1000	3000	15000
BERNARD Arnaud	1000	3000	15000
BILLON Pierre-Yves	1000	3000	15000
BOUCHITE Gregory	1000	3000	15000
BRUNENKANT Jean-Michel	1000	3000	15000
CHARTON Florent	1000	3000	15000
CHARVET Anthony	1000	3000	15000
CHATANAY Cyril	1000	3000	15000
CONDERATKAN Christopher	1000	3000	15000
COUR Thibauld	1000	3000	15000
COUTOULY Maxime	1000	3000	15000
COVRE Sandra	1000	3000	15000
DECOGNIER Thomas	1500	10000	30000
DEGAT Julien	1000	3000	15000
DESPERIES Anthony	1000	3000	15000

DROGUET Thomas	1000	3000	15000
DUBOIS Laurence	1000	3000	15000
DUPOND Hugo	1000	3000	15000
ETIENNE Benjamin	1000	3000	15000
EVARD Emma	1000	3000	15000
FAUQUEUR Richard	1000	3000	15000
FILLION Yannick	1500	10000	30000
FRESIL Maxime	1000	3000	15000
GIGLIOLI Leon	1000	3000	15000
GODEFROY Cyrille	1000	3000	15000
GRANENA-GOUAZE Andrea	1000	3000	15000
GUILLE Lucas	1000	3000	15000
GUILLOU Bernard	1500	10000	30000
JALIBAT Kevin	1000	3000	15000
LE CALVEZ Yves	1000	3000	15000
LE GOFF Sebastien	1000	3000	15000
LEBON Mathilde	1000	3000	15000
LEVEQUE Valerie	1000	3000	15000
MERCIER Thibault	1000	3000	15000
MIGNE Mathieu	1000	3000	15000
PELIZZARI Emmanuel	1000	3000	15000
PIERRE Matthieu	1000	3000	15000
PONTABRY Yann	1000	3000	15000
PRAZZOLI Claire	1000	3000	15000
REAU Denis	1000	3000	15000
REY Aurelie	1000	3000	15000
ROUMANEIX Ubald	1000	3000	15000
ROUX Sebastien	1000	3000	15000
SEBAA Idris	1000	3000	15000
SIMEON Audrey	1500	10000	30000
STEFANIDI Alexandre	1000	3000	15000
VACHERET Cedric	1000	3000	15000
VIGUIER Elisabeth	1000	3000	15000
VIRASSAMY Yoann	1000	3000	15000
WARMEZ Gaetan	1000	3000	15000
YAHIAOUI Kilian	1000	3000	15000
YILDIZ Volcan	1000	3000	15000
BARBAN Hugo	1000	3000	15000
BRESSAND Kevin	1000	3000	15000
CADIS Aurelie	1000	3000	15000
DANIEL Cyril	1000	3000	15000
DELAUNE Francois	1000	3000	15000
DEPAQUIT Christine	1500	10000	30000

DOCHE Sebastien	1000	3000	15000
DOLO Yann	1000	3000	15000
DOUILLET Olivier	1000	3000	15000
GUILLAUME Sylvain	1000	3000	15000
HAVERLAND Andre	1000	3000	15000
HONEGGER Christophe	1500	10000	30000
JANIN Mathieu	1500	10000	30000
JOLLAIN Marion	1000	3000	15000
LACROIX Sebastien	1000	3000	15000
MAITRE Jerome	1000	3000	15000
MARCON Lea	1000	3000	15000
MARTINEZ Jordan	1000	3000	15000
MEUSNIER Romuald	1000	3000	15000
MORISCOT Jean	1000	3000	15000
MOUSTAFOV Stephane	1000	3000	15000
PIOTR Stephan	1000	3000	15000
PRIETO Samuel	1000	3000	15000
ROTH Olivier	1000	3000	15000
RYNKA Jeremy	1000	3000	15000
SCHWALLER Fanny	1000	3000	15000
VIEL Julien	1000	3000	15000
BERTRAND Romain	1000	3000	15000
BERY Nathalie	1500	10000	30000
BLANCON Florian	1000	3000	15000
BONNEPART Carine	1000	3000	15000
CAUBET Aurelien	1000	3000	15000
COINDET Jerome	1000	3000	15000
CROS Didier	1500	10000	30000
DA SILVA Jonathan	1000	3000	15000
DESCHANEL Yoann	1000	3000	15000
GEFFROY Claire	1000	3000	15000
HERBAUT Valentin	1000	3000	15000
JACQUET Camille	1000	3000	15000
LE MOING Florent	1000	3000	15000
LECOURT Valentin	1000	3000	15000
MARCININ Dorothee	1000	3000	15000
MERLOT Raphael	1000	3000	15000
PEREIRA Louise	1000	3000	15000
PIERRE Patrice	1000	3000	15000
PLOUVIER Jonathan	1000	3000	15000
REMAN Michael	1000	3000	15000
SAJOUS Karine	1000	3000	15000
TERRYN Dominique	1500	10000	30000

TIREAU Elise	1000	3000	15000
TREVISAN Jean-Baptiste	1000	3000	15000
YAHY Fouad	1000	3000	15000
AMARGIER Aurelie	1000	3000	15000
BEL ROULLARD Sophie	1500	10000	30000
BOUILLET Celine	1000	3000	15000
BREHIN-GOEDERT Brigitte	1500	10000	30000
EVANNO Maxence	1000	3000	15000
GENTY Claire	1000	3000	15000
LINDER Cecile	1000	3000	15000
LOPEZ CUESTA Raphael	1000	3000	15000
MADELAINE Xavier	1000	3000	15000
MICHON Audrey	1000	3000	15000
SAYER BLANZAT Caroline	1000	3000	15000
BOUILLOUD Isabelle	2000	20000	60000
GUIRAUD Gregory	2000	20000	60000
LOUME Jean-Marc	1500	10000	30000
ARCHIMBAUD Morgane	1000	3000	15000
BERAL Oldia	1000	3000	15000
CANETE Francisco	1000	3000	15000
CONRARD Nicolas	1000	3000	15000
CORDONNIER Sabine	1000	3000	15000
FAGUE Wendy	1000	3000	15000
GIMENEZ Sandrine	1000	3000	15000
GONZALEZ GONZALVO Brigitte	1000	3000	15000
HUIN Arnaud	1500	10000	30000
JABOT Enguerrand	1000	3000	15000
MACARI Martine	1000	3000	15000
MOTERA Benoit	1500	10000	30000
PETITJEAN Chantal	1000	3000	15000
TRAUCHESEEC Sonia	1000	3000	15000
VITRY Julien	1000	3000	15000
BERGERON Francois-Xavier	1000	3000	15000
BERODIER Jordan	1000	3000	15000
CALDERON Jean-Yves	1000	3000	15000
CHANTELOUBE Eline	1000	3000	15000
CRICK Jocelyn	1000	3000	15000
DUSSOLLIER Valerie	1500	10000	30000
FERNANDEZ German	1500	10000	30000
FLORY Isabelle	1000	3000	15000
FOCANT Pascal	1500	10000	30000
GIOVE Raphael	1000	3000	15000
GORLIER Frederic	1000	3000	15000

GUILLOT Benoit	1000	3000	15000
HANSEN Cecile	1000	3000	15000
KACZOR Pauline	1000	3000	15000
LEBOURGEOIS Jean-Claude	1000	3000	15000
LUTIC Ludovic	1000	3000	15000
MARGUET Francois-Regis	1000	3000	15000
MARTINEZ ALBORNOZ Michael	1000	3000	15000
MARX Florence	1000	3000	15000
MEYER Laure	1000	3000	15000
MILLEQUAND Camille	1000	3000	15000
MONSARRAT Lisa	1000	3000	15000
PAVE Florian	1000	3000	15000
PERRET Olivier	1000	3000	15000
QUINQUETON Denis	1000	3000	15000
REMINY Yannick	1000	3000	15000
RIGON Carine	1000	3000	15000
SNOUSSI Ahmed	1000	3000	15000
AUTIN Cecile	1500	10000	30000
BARTON Gregory	1000	3000	15000
BERNARD Jules	1000	3000	15000
BOURLY Jean-Francois	1500	10000	30000
CADET Christophe	1000	3000	15000
CILLER Thomas	1000	3000	15000
COCHET Gaelle	1000	3000	15000
DEFOSSE Aurelie	1000	3000	15000
DEISSARD Thierry	1000	3000	15000
DELISLE Remy	1000	3000	15000
DENCHE Marjorie	1000	3000	15000
DEUTSCH Guillaume	1000	3000	15000
DURANTON Gilles	1000	3000	15000
GENTILINI Kevin	1000	3000	15000
GOUJON Romain	1000	3000	15000
LEANDRY Floraly	1000	3000	15000
MARIA Kevin	1000	3000	15000
MEDEUF Willy	1000	3000	15000
MOUKTARIAN Gregory	1500	10000	30000
PLANTIER Pierre	1000	3000	15000
RICHARD David	1000	3000	15000
RIGLET Jennifer	1000	3000	15000
SACKO Makan	1000	3000	15000
STEVELBERG Remi-Numa	1000	3000	15000
AUDRENO Allan	1000	3000	15000
AUVIGNE Laurence	1000	3000	15000

BACO Yasser	1000	3000	15000
BAUMONT Marc	1000	3000	15000
BELHABIB Faudil	1000	3000	15000
BERNIGOLE Margaux	1000	3000	15000
BOISSARD Pierre	1000	3000	15000
BRU Lucas	1000	3000	15000
BRUGUIERE Martin	1000	3000	15000
BUTTE Mikael	1000	3000	15000
CANCELLIERI Altea	1000	3000	15000
CAPILLA Jerome	1000	3000	15000
CHAUVEAU Kevin	1000	3000	15000
CHERON Marie	1000	3000	15000
CLERMONT Maxime	1000	3000	15000
COLIBEAUX Romain	1000	3000	15000
COPIER Aurore	1000	3000	15000
DEISZ Gregory	1000	3000	15000
DELEGER Raphaele	1000	3000	15000
DELHAIE Tanguy	1000	3000	15000
DEPIERRE Alain	1500	10000	30000
DESPONT Francois	1000	3000	15000
DIJOUX Pierrick	1000	3000	15000
DUTANIER Thomas	1000	3000	15000
FERNANDEZ Raoul	1000	3000	15000
FERRER Laurent	1000	3000	15000
FOISSAC Guillaume	1000	3000	15000
FRANCHET Benjamin	1000	3000	15000
GALLINEAU Vianney	1000	3000	15000
GESBERT Swen	1000	3000	15000
GILLET Gaetane	1000	3000	15000
GONZALEZ Nathalie	1000	3000	15000
JORION Vincent	1000	3000	15000
KRAWCZYK Maxime	1000	3000	15000
LACHE Jean-Noel	1000	3000	15000
LAVIALLE Frederic	1000	3000	15000
LAZARY Jean-Christophe	1000	3000	15000
LINGUET Willem	1000	3000	15000
LOYER Kevin	1000	3000	15000
MARIEL William	1000	3000	15000
MERCIER Fanny	1000	3000	15000
MESLEM Soenya	1000	3000	15000
MEYNOT Kevin	1000	3000	15000
MURCIA Marc	1000	3000	15000
NOGUERA Mickael	1000	3000	15000

NOTIN Gauvain	1000	3000	15000
PAILLER Carine	1000	3000	15000
PASTOURET Franck	1000	3000	15000
PERRICHON Thierry	1000	3000	15000
RENAULT Olivier	1500	10000	30000
SALAUN Guillaume	1000	3000	15000
VARNEROT Lea	1000	3000	15000

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
GILBERT Jean-Marc	illimité	illimité	illimité
BOU Christophe	1000	3000	15000
BUVAT Philippe	1000	3000	15000
CONSEIL Brice	1000	3000	15000
HENENNE Frederic	1000	3000	15000
JOLY Pierre-Franck	1500	10000	30000
KOUAKOU Yao	1000	3000	15000
RAVANEL AUGOYARD Sandrine	1000	3000	15000
STEUX Corinne	1000	3000	15000
CADDOUX Charles	illimité	illimité	illimité
BARDET Vincent	1500	10000	30000
CHAVANON Herve	1000	3000	15000
COURT Alain	1000	3000	15000
ECARNOT Alexandre	1000	3000	15000
JAROVA Julie	1000	3000	15000
MOREL Valerie	1000	3000	15000
PERRISSIN FABERT Sylvie	1000	3000	15000
PERRY Laurine	1500	10000	30000
PUCINO Marie-Carmen	1000	3000	15000
BOTON Laurent	1000	3000	15000
BROUTEL Yves	1000	3000	15000
CAMUS Aurelie	1000	3000	15000
CONSEIL Fabien	1000	3000	15000
DHALLUIN Emmanuel	1000	3000	15000
DUGARD Vincent	1000	3000	15000
GRANGE Loic	1000	3000	15000
LABANHIE Florian	1000	3000	15000
MERCHE Jacques	1500	10000	30000
MORET Frantz	1000	3000	15000
PHALIPPOU Benedicte	1000	3000	15000
REVILLARD Jerome	1000	3000	15000
ROSSET Christophe	1000	3000	15000
ROULEAU Mikael	1500	10000	30000
SABOT Rachel	1000	3000	15000

TESNIERE Jonathan	1000	3000	15000
BARTKOWIAK Guillaume	1000	3000	15000
BASHYNA Vasyl	1000	3000	15000
BERTHOMME Cedric	1000	3000	15000
BLACHE Emmanuel	1000	3000	15000
BOGILLOT Emmanuel	1500	10000	30000
BONNARD Paul	1000	3000	15000
BOUAKKAZ Yamin	1000	3000	15000
CAILLOUET Adrien	1000	3000	15000
CHARNOZ Lou-Anne	1000	3000	15000
CHAUVET Thomas	1000	3000	15000
CROS Bruno	1000	3000	15000
DEDION Quentin	1000	3000	15000
DEGABRIEL Elodie	1000	3000	15000
DOLCI Catherine	1000	3000	15000
FRECHARD Fabrice	1000	3000	15000
FUMERON Valentin	1000	3000	15000
GAHA Woihbi	1000	3000	15000
GARRIGUES-BLANC Caroline	1000	3000	15000
GILLES Arthur	1000	3000	15000
GOEPP Antoine	1000	3000	15000
JECHOUX Dominick	1000	3000	15000
KOTNI Dimitri	1000	3000	15000
LEFEBVRE Emmanuel	1000	3000	15000
LEFORT Mathieu	1000	3000	15000
MAHROUG Rida	1000	3000	15000
MALETERRE Alexie	1000	3000	15000
MANCHON Lois	1000	3000	15000
MARTIN Alexandra	1000	3000	15000
MARTIN Loic	1000	3000	15000
MARTINEZ Marie	1000	3000	15000
MARTINS Antoine	1000	3000	15000
MARTY Florence	1000	3000	15000
MASQUELET Cecile	1000	3000	15000
MEGARES Anthony	1000	3000	15000
MOLINARI Yann	1000	3000	15000
NOEL Anthony	1000	3000	15000
PAUTHE Audric	1000	3000	15000
POBELLE Herve	1000	3000	15000
RICHARD Gerald	1500	10000	30000
SIX Armand	1500	10000	30000
STOESSEL Mathilde	1000	3000	15000
TOUNSI Leonard	1000	3000	15000

TUTIN Jeremy	1000	3000	15000
VERCHERAND Xavier	1000	3000	15000
ZANINA Raja	1000	3000	15000
SALZE Philippe	1000	3000	15000
PHILIBERT Jerome	2000	20000	60000
RAYNE Bruno	1500	10000	30000
BAILLY Christophe	1000	3000	15000
BRICHE Gregory	1000	3000	15000
COTE Olivier	1000	3000	15000
DUC Catherine	1000	3000	15000
EHRET Luc	1000	3000	15000
GAUTIER Philippe	1000	3000	15000
GRAVIER Stephane	1000	3000	15000
GROSJEAN Christian	1500	10000	30000
GUILLOU Marie-Claire	1000	3000	15000
GUIMET Jean-Baptiste	1000	3000	15000
HERZOG Sarah	1000	3000	15000
LEBAS Delphine	1000	3000	15000
NEMOR Jean-Marie	1000	3000	15000
PERRIN Michael	1000	3000	15000
PRADEL Jean-Francois	1000	3000	15000
SCHERTZINGER Elsa	1000	3000	15000
SIMONNET Michelle	1000	3000	15000
WAGNER Floriane	1000	3000	15000
ZANONI Lionel	1500	10000	30000
ABDELLAOUI Ilyasse	1000	3000	15000
ANDOCHE Marie	1000	3000	15000
AUMIS Felix	1000	3000	15000
BAREILLE Axel	1000	3000	15000
BECHAALANI Marie-Line	1000	3000	15000
BERNARD Arnaud	1000	3000	15000
BILLON Pierre-Yves	1000	3000	15000
BOUCHITE Gregory	1000	3000	15000
BRUNENKANT Jean-Michel	1000	3000	15000
CHARTON Florent	1000	3000	15000
CHARVET Anthony	1000	3000	15000
CHATANAY Cyril	1000	3000	15000
CONDERATKAN Christopher	1000	3000	15000
COUR Thibault	1000	3000	15000
COUTOULY Maxime	1000	3000	15000
COVRE Sandra	1000	3000	15000
DECOGNIER Thomas	1500	10000	30000
DEGAT Julien	1000	3000	15000

DESPERIES Anthony	1000	3000	15000
DROGUET Thomas	1000	3000	15000
DUBOIS Laurence	1000	3000	15000
DUPOND Hugo	1000	3000	15000
ETIENNE Benjamin	1000	3000	15000
EVARD Emma	1000	3000	15000
FAUQUEUR Richard	1000	3000	15000
FILLION Yannick	1500	10000	30000
FRESIL Maxime	1000	3000	15000
GIGLIOLI Leon	1000	3000	15000
GODEFROY Cyrille	1000	3000	15000
GRANENA-GOUAZE Andrea	1000	3000	15000
GUILLE Lucas	1000	3000	15000
GUILLOU Bernard	1500	10000	30000
JALIBAT Kevin	1000	3000	15000
LE CALVEZ Yves	1000	3000	15000
LE GOFF Sebastien	1000	3000	15000
LEBON Mathilde	1000	3000	15000
LEVEQUE Valerie	1000	3000	15000
MERCIER Thibault	1000	3000	15000
MIGNE Mathieu	1000	3000	15000
PELIZZARI Emmanuel	1000	3000	15000
PIERRE Matthieu	1000	3000	15000
PONTABRY Yann	1000	3000	15000
PRAZZOLI Claire	1000	3000	15000
REAU Denis	1000	3000	15000
REY Aurelie	1000	3000	15000
ROUMANEIX Ubald	1000	3000	15000
ROUX Sebastien	1000	3000	15000
SEBAA Idris	1000	3000	15000
SIMEON Audrey	1500	10000	30000
STEFANIDI Alexandre	1000	3000	15000
VACHERET Cedric	1000	3000	15000
VIGUIER Elisabeth	1000	3000	15000
VIRASSAMY Yoann	1000	3000	15000
WARMEZ Gaetan	1000	3000	15000
YAHIAOUI Kilian	1000	3000	15000
YILDIZ Volcan	1000	3000	15000
BARBAN Hugo	1000	3000	15000
BRESSAND Kevin	1000	3000	15000
CADIS Aurelie	1000	3000	15000
DANIEL Cyril	1000	3000	15000
DELAUNE Francois	1000	3000	15000

DEPAQUIT Christine	1500	10000	30000
DOCHE Sebastien	1000	3000	15000
DOLO Yann	1000	3000	15000
DOUILLET Olivier	1000	3000	15000
GUILLAUME Sylvain	1000	3000	15000
HAVERLAND Andre	1000	3000	15000
HONEGGER Christophe	1500	10000	30000
JANIN Mathieu	1500	10000	30000
JOLLAIN Marion	1000	3000	15000
LACROIX Sebastien	1000	3000	15000
MAITRE Jerome	1000	3000	15000
MARCON Lea	1000	3000	15000
MARTINEZ Jordan	1000	3000	15000
MEUSNIER Romuald	1000	3000	15000
MORISCOT Jean	1000	3000	15000
MOUSTAFOV Stephane	1000	3000	15000
PIOTR Stephan	1000	3000	15000
PRIETO Samuel	1000	3000	15000
ROTH Olivier	1000	3000	15000
RYNKA Jeremy	1000	3000	15000
SCHWALLER Fanny	1000	3000	15000
VIEL Julien	1000	3000	15000
BERTRAND Romain	1000	3000	15000
BERY Nathalie	1500	10000	30000
BLANCON Florian	1000	3000	15000
BONNEPART Carine	1000	3000	15000
CAUBET Aurelien	1000	3000	15000
COINDET Jerome	1000	3000	15000
CROS Didier	1500	10000	30000
DA SILVA Jonathan	1000	3000	15000
DESCHANEL Yoann	1000	3000	15000
GEFFROY Claire	1000	3000	15000
HERBAUT Valentin	1000	3000	15000
JACQUET Camille	1000	3000	15000
LE MOING Florent	1000	3000	15000
LECOURT Valentin	1000	3000	15000
MARCININ Dorothee	1000	3000	15000
MERLOT Raphael	1000	3000	15000
PEREIRA Louise	1000	3000	15000
PIERRE Patrice	1000	3000	15000
PLOUVIER Jonathan	1000	3000	15000
REMAN Michael	1000	3000	15000
SAJOUS Karine	1000	3000	15000

TERRYN Dominique	1500	10000	30000
TIREAU Elise	1000	3000	15000
TREVISAN Jean-Baptiste	1000	3000	15000
YAHY Fouad	1000	3000	15000
AMARGIER Aurelie	1000	3000	15000
BEL ROULLARD Sophie	1500	10000	30000
BOUILLET Celine	1000	3000	15000
BREHIN-GOEDERT Brigitte	1500	10000	30000
EVANNO Maxence	1000	3000	15000
GENTY Claire	1000	3000	15000
LINDER Cecile	1000	3000	15000
LOPEZ CUESTA Raphael	1000	3000	15000
MADELAINE Xavier	1000	3000	15000
MICHON Audrey	1000	3000	15000
SAYER BLANZAT Caroline	1000	3000	15000
BOUILLOUD Isabelle	2000	20000	60000
GUIRAUD Gregory	2000	20000	60000
LOUME Jean-Marc	2000	20000	60000
ARCHIMBAUD Morgane	1000	3000	15000
BERAL Oldia	1000	3000	15000
CANETE Francisco	1000	3000	15000
CONRARD Nicolas	1000	3000	15000
CORDONNIER Sabine	1000	3000	15000
FAGUE Wendy	1000	3000	15000
GIMENEZ Sandrine	1000	3000	15000
GONZALEZ GONZALVO Brigitte	1000	3000	15000
HUIN Arnaud	1500	10000	30000
JABOT Enguerrand	1000	3000	15000
MACARI Martine	1000	3000	15000
MOTERA Benoit	1500	10000	30000
PETITJEAN Chantal	1000	3000	15000
TRAUCHESEEC Sonia	1000	3000	15000
VITRY Julien	1000	3000	15000
BERGERON Francois-Xavier	1000	3000	15000
BERODIER Jordan	1000	3000	15000
CALDERON Jean-Yves	1000	3000	15000
CHANTELOUBE Eline	1000	3000	15000
CRICK Jocelyn	1000	3000	15000
DUSSOLLIER Valerie	1500	10000	30000
FERNANDEZ German	1500	10000	30000
FLORY Isabelle	1000	3000	15000
FOCANT Pascal	1500	10000	30000
GIOVE Raphael	1000	3000	15000

GORLIER Frederic	1000	3000	15000
GUILLOT Benoit	1000	3000	15000
HANSEN Cecile	1000	3000	15000
KACZOR Pauline	1000	3000	15000
LEBOURGEOIS Jean-Claude	1000	3000	15000
LUTIC Ludovic	1000	3000	15000
MARGUET Francois-Regis	1000	3000	15000
MARTINEZ ALBORNOZ Michael	1000	3000	15000
MARX Florence	1000	3000	15000
MEYER Laure	1000	3000	15000
MILLEQUAND Camille	1000	3000	15000
MONSARRAT Lisa	1000	3000	15000
PAVE Florian	1000	3000	15000
PERRET Olivier	1000	3000	15000
QUINQUETON Denis	1000	3000	15000
REMINY Yannick	1000	3000	15000
RIGON Carine	1000	3000	15000
SNOUSSI Ahmed	1000	3000	15000
AUTIN Cecile	1500	10000	30000
BARTON Gregory	1000	3000	15000
BERNARD Jules	1000	3000	15000
BOURLY Jean-Francois	1500	10000	30000
CADET Christophe	1000	3000	15000
CILLER Thomas	1000	3000	15000
COCHET Gaelle	1000	3000	15000
DEFOSSE Aurelie	1000	3000	15000
DEISSARD Thierry	1000	3000	15000
DELISLE Remy	1000	3000	15000
DENCHE Marjorie	1000	3000	15000
DEUTSCH Guillaume	1000	3000	15000
DURANTON Gilles	1000	3000	15000
GENTILINI Kevin	1000	3000	15000
GOUJON Romain	1000	3000	15000
LEANDRY Floraly	1000	3000	15000
MARIA Kevin	1000	3000	15000
MEDEUF Willy	1000	3000	15000
MOUKTARIAN Gregory	1500	10000	30000
PLANTIER Pierre	1000	3000	15000
RICHARD David	1000	3000	15000
RIGLET Jennifer	1000	3000	15000
SACKO Makan	1000	3000	15000
STEVEMBERG Remi-Numa	1000	3000	15000
AUDRENO Allan	1000	3000	15000

AUVIGNE Laurence	1000	3000	15000
BACO Yasser	1000	3000	15000
BAUMONT Marc	1000	3000	15000
BELHABIB Faudil	1000	3000	15000
BERNIGOLE Margaux	1000	3000	15000
BOISSARD Pierre	1000	3000	15000
BRU Lucas	1000	3000	15000
BRUGUIERE Martin	1000	3000	15000
BUTTE Mikael	1000	3000	15000
CANCELLIERI Altea	1000	3000	15000
CAPILLA Jerome	1000	3000	15000
CHAUVEAU Kevin	1000	3000	15000
CHERON Marie	1000	3000	15000
CLERMONT Maxime	1000	3000	15000
COLIBEAUX Romain	1000	3000	15000
COPIER Aurore	1000	3000	15000
DEISZ Gregory	1000	3000	15000
DELEGER Raphaele	1000	3000	15000
DELHAIE Tanguy	1000	3000	15000
DEPIERRE Alain	1500	10000	30000
DESPONT Francois	1000	3000	15000
DIJOUX Pierrick	1000	3000	15000
DUTANIER Thomas	1000	3000	15000
FERNANDEZ Raoul	1000	3000	15000
FERRER Laurent	1000	3000	15000
FOISSAC Guillaume	1000	3000	15000
FRANCHET Benjamin	1000	3000	15000
GALLINEAU Vianney	1000	3000	15000
GESBERT Swen	1000	3000	15000
GILLET Gaetane	1000	3000	15000
GONZALEZ Nathalie	1000	3000	15000
JORION Vincent	1000	3000	15000
KRAWCZYK Maxime	1000	3000	15000
LACHE Jean-Noel	1000	3000	15000
LAVIALLE Frederic	1000	3000	15000
LAZARY Jean-Christophe	1000	3000	15000
LINGUET Willem	1000	3000	15000
LOYER Kevin	1000	3000	15000
MARIEL William	1000	3000	15000
MERCIER Fanny	1000	3000	15000
MESLEM Soenya	1000	3000	15000
MEYNOT Kevin	1000	3000	15000
MURCIA Marc	1000	3000	15000

NOGUERA Mickael	1000	3000	15000
NOTIN Gauvain	1000	3000	15000
PAILLER Carine	1000	3000	15000
PASTOURET Franck	1000	3000	15000
PERRICHON Thierry	1000	3000	15000
RENAULT Olivier	1500	10000	30000
SALAUN Guillaume	1000	3000	15000
VARNEROT Lea	1000	3000	15000

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
BOU Christophe	0	30000
BUVAT Philippe	0	30000
CONSEIL Brice	0	30000
HENENNE Frederic	0	30000
JOLY Pierre-Franck	0	30000
KOUAKOU Yao	0	30000
RAVANEL AUGOYARD Sandrine	0	30000
STEUX Corinne	0	30000
CRENN Justine	0	30000
BARDET Vincent	0	30000
PERRY Laurine	0	30000
BOTON Laurent	0	30000
BROUTEL Yves	0	30000
CAMUS Aurelie	0	30000
CONSEIL Fabien	0	30000
DHALLUIN Emmanuel	0	30000
DUGARD Vincent	0	30000
GRANGE Loic	0	30000
LABANHIE Florian	0	30000
MERCHE Jacques	0	30000
MORET Frantz	0	30000
PHALIPPOU Benedicte	0	30000
REVILLARD Jerome	0	30000
ROSSET Christophe	0	30000
ROULEAU Mikael	0	30000
SABOT Rachel	0	30000
TESNIERE Jonathan	0	30000
BARTKOWIAK Guillaume	0	30000
BASHYNA VasyI	0	30000
BERTHOMME Cedric	0	30000
BLACHE Emmanuel	0	30000
BOGILLOT Emmanuel	0	30000
BONNARD Paul	0	30000

BOUAKKAZ Yamin	0	30000
CAILLOUET Adrien	0	30000
CHARNOZ Lou-Anne	0	30000
CHAUVET Thomas	0	30000
CROS Bruno	0	30000
DEDION Quentin	0	30000
DEGABRIEL Elodie	0	30000
DOLCI Catherine	0	30000
FRECHARD Fabrice	0	30000
FUMERON Valentin	0	30000
GAHA Woihbi	0	30000
GARRIGUES-BLANC Caroline	0	30000
GILLES Arthur	0	30000
GOEPP Antoine	0	30000
JECHOUX Dominick	0	30000
KOTNI Dimitri	0	30000
LEFEBVRE Emmanuel	0	30000
LEFORT Mathieu	0	30000
MAHROUG Rida	0	30000
MALETERRE Alexie	0	30000
MANCHON Lois	0	30000
MARTIN Alexandra	0	30000
MARTIN Loic	0	30000
MARTINEZ Marie	0	30000
MARTINS Antoine	0	30000
MARTY Florence	0	30000
MASQUELET Cecile	0	30000
MEGARES Anthony	0	30000
MOLINARI Yann	0	30000
NOEL Anthony	0	30000
PAUTHE Audric	0	30000
POBELLE Herve	0	30000
RICHARD Gerald	0	30000
SIX Armand	0	30000
STOESSEL Mathilde	0	30000
TOUNSI Leonard	0	30000
TUTIN Jeremy	0	30000
VERCHERAND Xavier	0	30000
ZANINA Raja	0	30000
PHILIBERT Jerome	0	30000
COTE Olivier	0	30000
GRAVIER Stephane	0	30000
GROSJEAN Christian	0	30000

GUIMET Jean-Baptiste	0	30000
ZANONI Lionel	0	30000
ABDELLAOUI Ilyasse	0	30000
ANDOCHE Marie	0	30000
AUMIS Felix	0	30000
BAREILLE Axel	0	30000
BECHAALANI Marie-Line	0	30000
BERNARD Arnaud	0	30000
BILLON Pierre-Yves	0	30000
BOUCHITE Gregory	0	30000
BRUNENKANT Jean-Michel	0	30000
CHARTON Florent	0	30000
CHARVET Anthony	0	30000
CHATANAY Cyril	0	30000
CONDERATKAN Christopher	0	30000
COUR Thibault	0	30000
COUTOULY Maxime	0	30000
COVRE Sandra	0	30000
DECOGNIER Thomas	0	30000
DEGAT Julien	0	30000
DESPERIES Anthony	0	30000
DROGUET Thomas	0	30000
DUBOIS Laurence	0	30000
DUPOND Hugo	0	30000
ETIENNE Benjamin	0	30000
EVARD Emma	0	30000
FAUQUEUR Richard	0	30000
FILLION Yannick	0	30000
FRESIL Maxime	0	30000
GIGLIOLI Leon	0	30000
GODEFROY Cyrille	0	30000
GRANENA-GOUAZE Andrea	0	30000
GUILLE Lucas	0	30000
GUILLOU Bernard	0	30000
JALIBAT Kevin	0	30000
LE CALVEZ Yves	0	30000
LE GOFF Sebastien	0	30000
LEBON Mathilde	0	30000
LEVEQUE Valerie	0	30000
MERCIER Thibault	0	30000
MIGNE Mathieu	0	30000
PELIZZARI Emmanuel	0	30000
PIERRE Matthieu	0	30000

PONTABRY Yann	0	30000
PRAZZOLI Claire	0	30000
REAU Denis	0	30000
REY Aurelie	0	30000
ROUMANEIX Ubald	0	30000
ROUX Sebastien	0	30000
SEBAA Idris	0	30000
SIMEON Audrey	0	30000
STEFANIDI Alexandre	0	30000
VACHERET Cedric	0	30000
VIGUIER Elisabeth	0	30000
VIRASSAMY Yoann	0	30000
WARMEZ Gaetan	0	30000
YAHIAOUI Kilian	0	30000
YILDIZ Volcan	0	30000
BARBAN Hugo	0	30000
BRESSAND Kevin	0	30000
CADIS Aurelie	0	30000
DANIEL Cyril	0	30000
DELAUNE Francois	0	30000
DEPAQUIT Christine	0	30000
DOCHE Sebastien	0	30000
DOLO Yann	0	30000
DOUILLET Olivier	0	30000
GUILLAUME Sylvain	0	30000
HAVERLAND Andre	0	30000
HONEGGER Christophe	0	30000
JANIN Mathieu	0	30000
JOLLAIN Marion	0	30000
LACROIX Sebastien	0	30000
MAITRE Jerome	0	30000
MARCON Lea	0	30000
MARTINEZ Jordan	0	30000
MEUSNIER Romuald	0	30000
MORISCOT Jean	0	30000
MOUSTAFOV Stephane	0	30000
PIOTR Stephan	0	30000
PRIETO Samuel	0	30000
ROTH Olivier	0	30000
RYNKA Jeremy	0	30000
SCHWALLER Fanny	0	30000
VIEL Julien	0	30000
BERTRAND Romain	0	30000

BERY Nathalie	0	30000
BLANCON Florian	0	30000
BONNEPART Carine	0	30000
CAUBET Aurelien	0	30000
COINDET Jerome	0	30000
CROS Didier	0	30000
DA SILVA Jonathan	0	30000
DESCHANEL Yoann	0	30000
GEFFROY Claire	0	30000
HERBAUT Valentin	0	30000
JACQUET Camille	0	30000
LE MOING Florent	0	30000
LECOURT Valentin	0	30000
MARCININ Dorothee	0	30000
MERLOT Raphael	0	30000
PEREIRA Louise	0	30000
PIERRE Patrice	0	30000
PLOUVIER Jonathan	0	30000
REMAN Michael	0	30000
SAJOUS Karine	0	30000
TERRYN Dominique	0	30000
TIREAU Elise	0	30000
TREVISAN Jean-Baptiste	0	30000
YAHY Fouad	0	30000
BEL ROULLARD Sophie	0	30000
BOUILLET Celine	0	30000
BREHIN-GOEDERT Brigitte	0	30000
EVANNO Maxence	0	30000
LOPEZ CUESTA Raphael	0	30000
BOUILLOUD Isabelle	0	30000
GUIRAUD Gregory	0	30000
LOUME Jean-Marc	0	30000
CONRARD Nicolas	0	30000
HUIN Arnaud	0	30000
MOTERA Benoit	0	30000
BERGERON Francois-Xavier	0	30000
BERODIER Jordan	0	30000
CALDERON Jean-Yves	0	30000
CHANTELOUBE Eline	0	30000
CRICK Jocelyn	0	30000
DUSSOLLIER Valerie	0	30000
FERNANDEZ German	0	30000
FLORY Isabelle	0	30000

FOCANT Pascal	0	30000
GIOVE Raphael	0	30000
GORLIER Frederic	0	30000
GUILLOT Benoit	0	30000
HANSEN Cecile	0	30000
KACZOR Pauline	0	30000
LEBOURGEOIS Jean-Claude	0	30000
LUTIC Ludovic	0	30000
MARGUET Francois-Regis	0	30000
MARTINEZ ALBORNOZ Michael	0	30000
MARX Florence	0	30000
MEYER Laure	0	30000
MILLEQUAND Camille	0	30000
MONSARRAT Lisa	0	30000
PAVE Florian	0	30000
PERRET Olivier	0	30000
QUINQUETON Denis	0	30000
REMINY Yannick	0	30000
RIGON Carine	0	30000
SNOUSSI Ahmed	0	30000
AUTIN Cecile	0	30000
BARTON Gregory	0	30000
BERNARD Jules	0	30000
BOURLY Jean-Francois	0	30000
CADET Christophe	0	30000
CILLER Thomas	0	30000
COCHET Gaelle	0	30000
DEFOSSE Aurelie	0	30000
DEISSARD Thierry	0	30000
DELISLE Remy	0	30000
DENCHE Marjorie	0	30000
DEUTSCH Guillaume	0	30000
DURANTON Gilles	0	30000
GENTILINI Kevin	0	30000
GOUJON Romain	0	30000
LEANDRY Floraly	0	30000
MARIA Kevin	0	30000
MEDEUF Willy	0	30000
MOUKTARIAN Gregory	0	30000
PLANTIER Pierre	0	30000
RICHARD David	0	30000
RIGLET Jennifer	0	30000
SACKO Makan	0	30000

STEVELBERG Remi-Numa	0	30000
AUDRENO Allan	0	30000
AUVIGNE Laurence	0	30000
BACO Yasser	0	30000
BAUMONT Marc	0	30000
BELHABIB Faudil	0	30000
BERNIGOLE Margaux	0	30000
BOISSARD Pierre	0	30000
BRU Lucas	0	30000
BRUGUIERE Martin	0	30000
BUTTE Mikael	0	30000
CANCELLIERI Altea	0	30000
CAPILLA Jerome	0	30000
CHAUVEAU Kevin	0	30000
CHERON Marie	0	30000
CLERMONT Maxime	0	30000
COLIBEAUX Romain	0	30000
COPIER Aurore	0	30000
DEISZ Gregory	0	30000
DELEGER Raphaele	0	30000
DELHAIE Tanguy	0	30000
DEPIERRE Alain	0	30000
DESPONT Francois	0	30000
DIJOUX Pierrick	0	30000
DUTANIER Thomas	0	30000
FERNANDEZ Raoul	0	30000
FERRER Laurent	0	30000
FOISSAC Guillaume	0	30000
FRANCHET Benjamin	0	30000
GALLINEAU Vianney	0	30000
GESBERT Swen	0	30000
GILLET Gaetane	0	30000
GONZALEZ Nathalie	0	30000
JORION Vincent	0	30000
KRAWCZYK Maxime	0	30000
LACHE Jean-Noel	0	30000
LAVIALLE Frederic	0	30000
LAZARY Jean-Christophe	0	30000
LINGUET Willem	0	30000
LOYER Kevin	0	30000
MARIEL William	0	30000
MERCIER Fanny	0	30000
MESLEM Soenya	0	30000

MEYNOT Kevin	0	30000
MURCIA Marc	0	30000
NOGUERA Mickael	0	30000
NOTIN Gauvain	0	30000
PAILLER Carine	0	30000
PASTOURET Franck	0	30000
PERRICHON Thierry	0	30000
RENAULT Olivier	0	30000
SALAUN Guillaume	0	30000
VARNEROT Lea	0	30000

Annexe VII à la décision n° 2021/9 du 2 sept. 2021 du directeur régional *GALY Hugues-Lionel*
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
BOTON Laurent	500	1500	7500
BROUTEL Yves	500	1500	7500
CAMUS Aurelie	500	1500	7500
CONSEIL Fabien	500	1500	7500
DHALLUIN Emmanuel	500	1500	7500
DUGARD Vincent	500	1500	7500
GRANGE Loic	500	1500	7500
LABANHIE Florian	500	1500	7500
MERCHE Jacques	500	1500	7500
MORET Frantz	500	1500	7500
PHALIPPOU Benedicte	500	1500	7500
REVILLARD Jerome	500	1500	7500
ROSSET Christophe	500	1500	7500
ROULEAU Mikael	500	1500	7500
SABOT Rachel	500	1500	7500
TESNIERE Jonathan	500	1500	7500
BARTKOWIAK Guillaume	500	1500	7500
BASHYNA Vasyly	500	1500	7500
BERTHOMME Cedric	500	1500	7500
BLACHE Emmanuel	500	1500	7500
BOGILLOT Emmanuel	500	1500	7500
BONNARD Paul	500	1500	7500
BOUAKKAZ Yamin	500	1500	7500
CAILLOUET Adrien	500	1500	7500
CHARNOZ Lou-Anne	500	1500	7500
CHAUVET Thomas	500	1500	7500
CROS Bruno	500	1500	7500
DEDION Quentin	500	1500	7500
DEGABRIEL Elodie	500	1500	7500
DOLCI Catherine	500	1500	7500
FRECHARD Fabrice	500	1500	7500
FUMERON Valentin	500	1500	7500
GAHA Woibhi	500	1500	7500
GARRIGUES-BLANC Caroline	500	1500	7500
GILLES Arthur	500	1500	7500

GOEPP Antoine	500	1500	7500
JECHOUX Dominick	500	1500	7500
KOTNI Dimitri	500	1500	7500
LEFEBVRE Emmanuel	500	1500	7500
LEFORT Mathieu	500	1500	7500
MAHROUG Rida	500	1500	7500
MALETERRE Alexie	500	1500	7500
MANCHON Lois	500	1500	7500
MARTIN Alexandra	500	1500	7500
MARTIN Loic	500	1500	7500
MARTINEZ Marie	500	1500	7500
MARTINS Antoine	500	1500	7500
MARTY Florence	500	1500	7500
MASQUELET Cecile	500	1500	7500
MEGARES Anthony	500	1500	7500
MOLINARI Yann	500	1500	7500
NOEL Anthony	500	1500	7500
PAUTHE Audric	500	1500	7500
POBELLE Herve	500	1500	7500
RICHARD Gerald	500	1500	7500
SIX Armand	500	1500	7500
STOESSEL Mathilde	500	1500	7500
TOUNSI Leonard	500	1500	7500
TUTIN Jeremy	500	1500	7500
VERCHERAND Xavier	500	1500	7500
ZANINA Raja	500	1500	7500
ABDELLAOUI Ilyasse	500	1500	7500
ANDOCHE Marie	500	1500	7500
AUMIS Felix	500	1500	7500
BAREILLE Axel	500	1500	7500
BECHAALANI Marie-Line	500	1500	7500
BERNARD Arnaud	500	1500	7500
BILLON Pierre-Yves	500	1500	7500
BOUCHITE Gregory	500	1500	7500
BRUNENKANT Jean-Michel	500	1500	7500
CHARTON Florent	500	1500	7500
CHARVET Anthony	500	1500	7500
CHATANAY Cyril	500	1500	7500
CONDERATKAN Christopher	500	1500	7500
COUR Thibault	500	1500	7500
COUTOULY Maxime	500	1500	7500
COVRE Sandra	500	1500	7500
DECOGNIER Thomas	500	1500	7500

DEGAT Julien	500	1500	7500
DESPERIES Anthony	500	1500	7500
DROGUET Thomas	500	1500	7500
DUBOIS Laurence	500	1500	7500
DUPOND Hugo	500	1500	7500
ETIENNE Benjamin	500	1500	7500
EVARD Emma	500	1500	7500
FAUQUEUR Richard	500	1500	7500
FILLION Yannick	500	1500	7500
FRESIL Maxime	500	1500	7500
GIGLIOLI Leon	500	1500	7500
GODEFROY Cyrille	500	1500	7500
GRANENA-GOUAZE Andrea	500	1500	7500
GUILLE Lucas	500	1500	7500
GUILLOU Bernard	500	1500	7500
JALIBAT Kevin	500	1500	7500
LE CALVEZ Yves	500	1500	7500
LE GOFF Sebastien	500	1500	7500
LEBON Mathilde	500	1500	7500
LEVEQUE Valerie	500	1500	7500
MERCIER Thibault	500	1500	7500
MIGNE Mathieu	500	1500	7500
PELIZZARI Emmanuel	500	1500	7500
PIERRE Matthieu	500	1500	7500
PONTABRY Yann	500	1500	7500
PRAZZOLI Claire	500	1500	7500
REAU Denis	500	1500	7500
REY Aurelie	500	1500	7500
ROUMANEIX Ubald	500	1500	7500
ROUX Sebastien	500	1500	7500
SEBAA Idris	500	1500	7500
SIMEON Audrey	500	1500	7500
STEFANIDI Alexandre	500	1500	7500
VACHERET Cedric	500	1500	7500
VIGUIER Elisabeth	500	1500	7500
VIRASSAMY Yoann	500	1500	7500
WARMEZ Gaetan	500	1500	7500
YAHIAOUI Kilian	500	1500	7500
YILDIZ Volcan	500	1500	7500
BARBAN Hugo	500	1500	7500
BRESSAND Kevin	500	1500	7500
CADIS Aurelie	500	1500	7500
DANIEL Cyril	500	1500	7500

DELAUNE Francois	500	1500	7500
DEPAQUIT Christine	500	1500	7500
DOCHE Sebastien	500	1500	7500
DOLO Yann	500	1500	7500
DOUILLET Olivier	500	1500	7500
GUILLAUME Sylvain	500	1500	7500
HAVERLAND Andre	500	1500	7500
HONEGGER Christophe	500	1500	7500
JANIN Mathieu	500	1500	7500
JOLLAIN Marion	500	1500	7500
LACROIX Sebastien	500	1500	7500
MAITRE Jerome	500	1500	7500
MARCON Lea	500	1500	7500
MARTINEZ Jordan	500	1500	7500
MEUSNIER Romuald	500	1500	7500
MORISCOT Jean	500	1500	7500
MOUSTAFOV Stephane	500	1500	7500
PIOTR Stephan	500	1500	7500
PRIETO Samuel	500	1500	7500
ROTH Olivier	500	1500	7500
RYNKA Jeremy	500	1500	7500
SCHWALLER Fanny	500	1500	7500
VIEL Julien	500	1500	7500
BERTRAND Romain	500	1500	7500
BERY Nathalie	500	1500	7500
BLANCON Florian	500	1500	7500
BONNEPART Carine	500	1500	7500
CAUBET Aurelien	500	1500	7500
COINDET Jerome	500	1500	7500
CROS Didier	500	1500	7500
DA SILVA Jonathan	500	1500	7500
DESCHANEL Yoann	500	1500	7500
GEFFROY Claire	500	1500	7500
HERBAUT Valentin	500	1500	7500
JACQUET Camille	500	1500	7500
LE MOING Florent	500	1500	7500
LECOURT Valentin	500	1500	7500
MARCININ Dorothee	500	1500	7500
MERLOT Raphael	500	1500	7500
PEREIRA Louise	500	1500	7500
PIERRE Patrice	500	1500	7500
PLOUVIER Jonathan	500	1500	7500
REMAN Michael	500	1500	7500

SAJOUS Karine	500	1500	7500
TERRYN Dominique	500	1500	7500
TIREAU Elise	500	1500	7500
TREVISAN Jean-Baptiste	500	1500	7500
YAHY Fouad	500	1500	7500
BERGERON Francois-Xavier	500	1500	7500
BERODIER Jordan	500	1500	7500
CALDERON Jean-Yves	500	1500	7500
CHANTELOUBE Eline	500	1500	7500
CRICK Jocelyn	500	1500	7500
DUSSOLLIER Valerie	500	1500	7500
FERNANDEZ German	500	1500	7500
FLORY Isabelle	500	1500	7500
FOCANT Pascal	500	1500	7500
GIOVE Raphael	500	1500	7500
GORLIER Frederic	500	1500	7500
GUILLOT Benoit	500	1500	7500
HANSEN Cecile	500	1500	7500
KACZOR Pauline	500	1500	7500
LEBOURGEOIS Jean-Claude	500	1500	7500
LUTIC Ludovic	500	1500	7500
MARGUET Francois-Regis	500	1500	7500
MARTINEZ ALBORNOZ Michael	500	1500	7500
MARX Florence	500	1500	7500
MEYER Laure	500	1500	7500
MILLEQUAND Camille	500	1500	7500
MONSARRAT Lisa	500	1500	7500
PAVE Florian	500	1500	7500
PERRET Olivier	500	1500	7500
QUINQUETON Denis	500	1500	7500
REMINY Yannick	500	1500	7500
RIGON Carine	500	1500	7500
SNOUSSI Ahmed	500	1500	7500
AUTIN Cecile	500	1500	7500
BARTON Gregory	500	1500	7500
BERNARD Jules	500	1500	7500
BOURLY Jean-Francois	500	1500	7500
CADET Christophe	500	1500	7500
CILLER Thomas	500	1500	7500
COCHET Gaelle	500	1500	7500
DEFOSSE Aurelie	500	1500	7500
DEISSARD Thierry	500	1500	7500
DELISLE Remy	500	1500	7500

DENCHE Marjorie	500	1500	7500
DEUTSCH Guillaume	500	1500	7500
DURANTON Gilles	500	1500	7500
GENTILINI Kevin	500	1500	7500
GOUJON Romain	500	1500	7500
LEANDRY Floraly	500	1500	7500
MARIA Kevin	500	1500	7500
MEDEUF Willy	500	1500	7500
MOUKTARIAN Gregory	500	1500	7500
PLANTIER Pierre	500	1500	7500
RICHARD David	500	1500	7500
RIGLET Jennifer	500	1500	7500
SACKO Makan	500	1500	7500
STEVELBERG Remi-Numa	500	1500	7500
AUDRENO Allan	500	1500	7500
AUVIGNE Laurence	500	1500	7500
BACO Yasser	500	1500	7500
BAUMONT Marc	500	1500	7500
BELHABIB Faudil	500	1500	7500
BERNIGOLE Margaux	500	1500	7500
BOISSARD Pierre	500	1500	7500
BRU Lucas	500	1500	7500
BRUGUIERE Martin	500	1500	7500
BUTTE Mikael	500	1500	7500
CANCELLIERI Altea	500	1500	7500
CAPILLA Jerome	500	1500	7500
CHAUVEAU Kevin	500	1500	7500
CHERON Marie	500	1500	7500
CLERMONT Maxime	500	1500	7500
COLIBEAUX Romain	500	1500	7500
COPIER Aurore	500	1500	7500
DEISZ Gregory	500	1500	7500
DELEGER Raphaele	500	1500	7500
DELHAIE Tanguy	500	1500	7500
DEPIERRE Alain	500	1500	7500
DESPONT Francois	500	1500	7500
DIJOUX Pierrick	500	1500	7500
DUTANIER Thomas	500	1500	7500
FERNANDEZ Raoul	500	1500	7500
FERRER Laurent	500	1500	7500
FOISSAC Guillaume	500	1500	7500
FRANCHET Benjamin	500	1500	7500
GALLINEAU Vianney	500	1500	7500

GESBERT Swen	500	1500	7500
GILLET Gaetane	500	1500	7500
GONZALEZ Nathalie	500	1500	7500
JORION Vincent	500	1500	7500
KRAWCZYK Maxime	500	1500	7500
LACHE Jean-Noel	500	1500	7500
LAVIALLE Frederic	500	1500	7500
LAZARY Jean-Christophe	500	1500	7500
LINGUET Willem	500	1500	7500
LOYER Kevin	500	1500	7500
MARIEL William	500	1500	7500
MERCIER Fanny	500	1500	7500
MESLEM Soenya	500	1500	7500
MEYNOT Kevin	500	1500	7500
MURCIA Marc	500	1500	7500
NOGUERA Mickael	500	1500	7500
NOTIN Gauvain	500	1500	7500
PAILLER Carine	500	1500	7500
PASTOURET Franck	500	1500	7500
PERRICHON Thierry	500	1500	7500
RENAULT Olivier	500	1500	7500
SALAUN Guillaume	500	1500	7500
VARNEROT Lea	500	1500	7500

Annexe VIII à la décision n° 2021/9 du 2 sept. 2021 du directeur régional GALY Hugues-Lionel
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
BOTON Laurent	500	1500	7500
BROUTEL Yves	500	1500	7500
CAMUS Aurelie	500	1500	7500
CONSEIL Fabien	500	1500	7500
DHALLUIN Emmanuel	500	1500	7500
DUGARD Vincent	500	1500	7500
GRANGE Loic	500	1500	7500
LABANHIE Florian	500	1500	7500
MERCHE Jacques	500	1500	7500
MORET Frantz	500	1500	7500
PHALIPPOU Benedicte	500	1500	7500
REVILLARD Jerome	500	1500	7500
ROSSET Christophe	500	1500	7500
ROULEAU Mikael	500	1500	7500
SABOT Rachel	500	1500	7500
TESNIERE Jonathan	500	1500	7500
BARTKOWIAK Guillaume	500	1500	7500
BASHYNA Vasyly	500	1500	7500
BERTHOMME Cedric	500	1500	7500
BLACHE Emmanuel	500	1500	7500
BOGILLOT Emmanuel	500	1500	7500
BONNARD Paul	500	1500	7500
BOUAKKAZ Yamin	500	1500	7500
CAILLOUET Adrien	500	1500	7500
CHARNOZ Lou-Anne	500	1500	7500
CHAUVET Thomas	500	1500	7500
CROS Bruno	500	1500	7500
DEDION Quentin	500	1500	7500
DEGABRIEL Elodie	500	1500	7500
DOLCI Catherine	500	1500	7500
FRECHARD Fabrice	500	1500	7500
FUMERON Valentin	500	1500	7500
GAHA Woibhi	500	1500	7500
GARRIGUES-BLANC Caroline	500	1500	7500
GILLES Arthur	500	1500	7500

GOEPP Antoine	500	1500	7500
JECHOUX Dominick	500	1500	7500
KOTNI Dimitri	500	1500	7500
LEFEBVRE Emmanuel	500	1500	7500
LEFORT Mathieu	500	1500	7500
MAHROUG Rida	500	1500	7500
MALETERRE Alexie	500	1500	7500
MANCHON Lois	500	1500	7500
MARTIN Loic	500	1500	7500
MARTIN Alexandra	500	1500	7500
MARTINEZ Marie	500	1500	7500
MARTINS Antoine	500	1500	7500
MARTY Florence	500	1500	7500
MASQUELET Cecile	500	1500	7500
MEGARES Anthony	500	1500	7500
MOLINARI Yann	500	1500	7500
NOEL Anthony	500	1500	7500
PAUTHE Audric	500	1500	7500
POBELLE Herve	500	1500	7500
RICHARD Gerald	500	1500	7500
SIX Armand	500	1500	7500
STOESSEL Mathilde	500	1500	7500
TOUNSI Leonard	500	1500	7500
TUTIN Jeremy	500	1500	7500
VERCHERAND Xavier	500	1500	7500
ZANINA Raja	500	1500	7500
ABDELLAOUI Ilyasse	500	1500	7500
ANDOCHE Marie	500	1500	7500
AUMIS Felix	500	1500	7500
BAREILLE Axel	500	1500	7500
BECHAALANI Marie-Line	500	1500	7500
BERNARD Arnaud	500	1500	7500
BILLON Pierre-Yves	500	1500	7500
BOUCHITE Gregory	500	1500	7500
BRUNENKANT Jean-Michel	500	1500	7500
CHARTON Florent	500	1500	7500
CHARVET Anthony	500	1500	7500
CHATANAY Cyril	500	1500	7500
CONDERATKAN Christopher	500	1500	7500
COUR Thibault	500	1500	7500
COUTOULY Maxime	500	1500	7500
COVRE Sandra	500	1500	7500
DECOGNIER Thomas	500	1500	7500

DEGAT Julien	500	1500	7500
DESPERIES Anthony	500	1500	7500
DROGUET Thomas	500	1500	7500
DUBOIS Laurence	500	1500	7500
DUPOND Hugo	500	1500	7500
ETIENNE Benjamin	500	1500	7500
EVARD Emma	500	1500	7500
FAUQUEUR Richard	500	1500	7500
FILLION Yannick	500	1500	7500
FRESIL Maxime	500	1500	7500
GIGLIOLI Leon	500	1500	7500
GODEFROY Cyrille	500	1500	7500
GRANENA-GOUAZE Andrea	500	1500	7500
GUILLE Lucas	500	1500	7500
GUILLOU Bernard	500	1500	7500
JALIBAT Kevin	500	1500	7500
LE CALVEZ Yves	500	1500	7500
LE GOFF Sebastien	500	1500	7500
LEBON Mathilde	500	1500	7500
LEVEQUE Valerie	500	1500	7500
MERCIER Thibault	500	1500	7500
MIGNE Mathieu	500	1500	7500
PELIZZARI Emmanuel	500	1500	7500
PIERRE Matthieu	500	1500	7500
PONTABRY Yann	500	1500	7500
PRAZZOLI Claire	500	1500	7500
REAU Denis	500	1500	7500
REY Aurelie	500	1500	7500
ROUMANEIX Ubald	500	1500	7500
ROUX Sebastien	500	1500	7500
SEBAA Idris	500	1500	7500
SIMEON Audrey	500	1500	7500
STEFANIDI Alexandre	500	1500	7500
VACHERET Cedric	500	1500	7500
VIGUIER Elisabeth	500	1500	7500
VIRASSAMY Yoann	500	1500	7500
WARMEZ Gaetan	500	1500	7500
YAHIAOUI Kilian	500	1500	7500
YILDIZ Volcan	500	1500	7500
BARBAN Hugo	500	1500	7500
BRESSAND Kevin	500	1500	7500
CADIS Aurelie	500	1500	7500
DANIEL Cyril	500	1500	7500

DELAUNE Francois	500	1500	7500
DEPAQUIT Christine	500	1500	7500
DOCHE Sebastien	500	1500	7500
DOLO Yann	500	1500	7500
DOUILLET Olivier	500	1500	7500
GUILLAUME Sylvain	500	1500	7500
HAVERLAND Andre	500	1500	7500
HONEGGER Christophe	500	1500	7500
JANIN Mathieu	500	1500	7500
JOLLAIN Marion	500	1500	7500
LACROIX Sebastien	500	1500	7500
MAITRE Jerome	500	1500	7500
MARCON Lea	500	1500	7500
MARTINEZ Jordan	500	1500	7500
MEUSNIER Romuald	500	1500	7500
MORISCOT Jean	500	1500	7500
MOUSTAFOV Stephane	500	1500	7500
PIOTR Stephan	500	1500	7500
PRIETO Samuel	500	1500	7500
ROTH Olivier	500	1500	7500
RYNKA Jeremy	500	1500	7500
SCHWALLER Fanny	500	1500	7500
VIEL Julien	500	1500	7500
BERTRAND Romain	500	1500	7500
BERY Nathalie	500	1500	7500
BLANCON Florian	500	1500	7500
BONNEPART Carine	500	1500	7500
CAUBET Aurelien	500	1500	7500
COINDET Jerome	500	1500	7500
CROS Didier	500	1500	7500
DA SILVA Jonathan	500	1500	7500
DESCHANEL Yoann	500	1500	7500
GEFFROY Claire	500	1500	7500
HERBAUT Valentin	500	1500	7500
JACQUET Camille	500	1500	7500
LE MOING Florent	500	1500	7500
LECOURT Valentin	500	1500	7500
MARCININ Dorothee	500	1500	7500
MERLOT Raphael	500	1500	7500
PEREIRA Louise	500	1500	7500
PIERRE Patrice	500	1500	7500
PLOUVIER Jonathan	500	1500	7500
REMAN Michael	500	1500	7500

SAJOUS Karine	500	1500	7500
TERRYN Dominique	500	1500	7500
TIREAU Elise	500	1500	7500
TREVISAN Jean-Baptiste	500	1500	7500
YAHY Fouad	500	1500	7500
BERGERON Francois-Xavier	500	1500	7500
BERODIER Jordan	500	1500	7500
CALDERON Jean-Yves	500	1500	7500
CHANTELOUBE Eline	500	1500	7500
CRICK Jocelyn	500	1500	7500
DUSSOLLIER Valerie	500	1500	7500
FERNANDEZ German	500	1500	7500
FLORY Isabelle	500	1500	7500
FOCANT Pascal	500	1500	7500
GIOVE Raphael	500	1500	7500
GORLIER Frederic	500	1500	7500
GUILLOT Benoit	500	1500	7500
HANSEN Cecile	500	1500	7500
KACZOR Pauline	500	1500	7500
LEBOURGEOIS Jean-Claude	500	1500	7500
LUTIC Ludovic	500	1500	7500
MARGUET Francois-Regis	500	1500	7500
MARTINEZ ALBORNOZ Michael	500	1500	7500
MARX Florence	500	1500	7500
MEYER Laure	500	1500	7500
MILLEQUAND Camille	500	1500	7500
MONSARRAT Lisa	500	1500	7500
PAVE Florian	500	1500	7500
PERRET Olivier	500	1500	7500
QUINQUETON Denis	500	1500	7500
REMINY Yannick	500	1500	7500
RIGON Carine	500	1500	7500
SNOUSSI Ahmed	500	1500	7500
AUTIN Cecile	500	1500	7500
BARTON Gregory	500	1500	7500
BERNARD Jules	500	1500	7500
BOURLY Jean-Francois	500	1500	7500
CADET Christophe	500	1500	7500
CILLER Thomas	500	1500	7500
COCHET Gaelle	500	1500	7500
DEFOSSE Aurelie	500	1500	7500
DEISSARD Thierry	500	1500	7500
DELISLE Remy	500	1500	7500

DENCHE Marjorie	500	1500	7500
DEUTSCH Guillaume	500	1500	7500
DURANTON Gilles	500	1500	7500
GENTILINI Kevin	500	1500	7500
GOUJON Romain	500	1500	7500
LEANDRY Floraly	500	1500	7500
MARIA Kevin	500	1500	7500
MEDEUF Willy	500	1500	7500
MOUKTARIAN Gregory	500	1500	7500
PLANTIER Pierre	500	1500	7500
RICHARD David	500	1500	7500
RIGLET Jennifer	500	1500	7500
SACKO Makan	500	1500	7500
STEVELBERG Remi-Numa	500	1500	7500
AUDRENO Allan	500	1500	7500
AUVIGNE Laurence	500	1500	7500
BACO Yasser	500	1500	7500
BAUMONT Marc	500	1500	7500
BELHABIB Faudil	500	1500	7500
BERNIGOLE Margaux	500	1500	7500
BOISSARD Pierre	500	1500	7500
BRU Lucas	500	1500	7500
BRUGUIERE Martin	500	1500	7500
BUTTE Mikael	500	1500	7500
CANCELLIERI Altea	500	1500	7500
CAPILLA Jerome	500	1500	7500
CHAUVEAU Kevin	500	1500	7500
CHERON Marie	500	1500	7500
CLERMONT Maxime	500	1500	7500
COLIBEAUX Romain	500	1500	7500
COPIER Aurore	500	1500	7500
DEISZ Gregory	500	1500	7500
DELEGER Raphaele	500	1500	7500
DELHAIE Tanguy	500	1500	7500
DEPIERRE Alain	500	1500	7500
DESPONT Francois	500	1500	7500
DIJOUX Pierrick	500	1500	7500
DUTANIER Thomas	500	1500	7500
FERNANDEZ Raoul	500	1500	7500
FERRER Laurent	500	1500	7500
FOISSAC Guillaume	500	1500	7500
FRANCHET Benjamin	500	1500	7500
GALLINEAU Vianney	500	1500	7500

GESBERT Swen	500	1500	7500
GILLET Gaetane	500	1500	7500
GONZALEZ Nathalie	500	1500	7500
JORION Vincent	500	1500	7500
KRAWCZYK Maxime	500	1500	7500
LACHE Jean-Noel	500	1500	7500
LAVIALLE Frederic	500	1500	7500
LAZARY Jean-Christophe	500	1500	7500
LINGUET Willem	500	1500	7500
LOYER Kevin	500	1500	7500
MARIEL William	500	1500	7500
MERCIER Fanny	500	1500	7500
MESLEM Soenya	500	1500	7500
MEYNOT Kevin	500	1500	7500
MURCIA Marc	500	1500	7500
NOGUERA Mickael	500	1500	7500
NOTIN Gauvain	500	1500	7500
PAILLER Carine	500	1500	7500
PASTOURET Franck	500	1500	7500
PERRICHON Thierry	500	1500	7500
RENAULT Olivier	500	1500	7500
SALAUN Guillaume	500	1500	7500
VARNEROT Lea	500	1500	7500



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

ANNECY, LE 2 SEPT. 2021

DR Annecy
34, AV DU PARMELAN
74004 ANNECY
Site Internet : www.douane.gouv.fr

Affaire suivie par : REYNAUD Elodie
Téléphone : 09 70 27 30 34
Télécopie : 04 50 51 00 68
Mél : dr-leman@douane.finances.gouv.fr

Version anonymisée de la décision 2021/9 du directeur régional à ANNECY portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions

indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur interrégional
ORIGINAL SIGNE
GALY Hugues-Lionel

Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2021/9 du 2 sept. 2021 du directeur régional
GALY Hugues-Lionel

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière contentieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2021/9 du 2 sept. 2021 du directeur régional
GALY Hugues-Lionel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière gracieuse (contributions indirectes)

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2021/9 du 2 sept. 2021 du directeur régional
GALY Hugues-Lionel

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2021/9 du 2 sept. 2021 du directeur régional
GALY Hugues-Lionel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 18048	1000	3000	15000
Matricule 37042	1500	10000	30000
Matricule 37187	1500	10000	30000
Matricule 38942	1500	10000	30000
Matricule 38966	1500	10000	30000
Matricule 39213	illimité	100000	250000
Matricule 40113	1000	3000	15000
Matricule 40246	1500	10000	30000
Matricule 40639	1000	3000	15000
Matricule 40748	1000	3000	15000
Matricule 40890	1000	3000	15000
Matricule 41001	illimité	100000	250000
Matricule 41228	1000	3000	15000
Matricule 41342	1000	3000	15000
Matricule 41363	1500	10000	30000
Matricule 41637	1000	3000	15000
Matricule 41720	1500	10000	30000
Matricule 41801	1000	3000	15000
Matricule 41834	1000	3000	15000
Matricule 41910	1000	3000	15000
Matricule 42250	1500	10000	30000
Matricule 42320	1000	3000	15000
Matricule 42597	1000	3000	15000
Matricule 42657	1500	10000	30000
Matricule 42663	1500	10000	30000
Matricule 42804	1000	3000	15000
Matricule 42854	1500	10000	30000
Matricule 43922	1000	3000	15000
Matricule 44240	1500	10000	30000

Matricule 44288	1000	3000	15000
Matricule 44584	1500	10000	30000
Matricule 44732	1000	3000	15000
Matricule 45044	1500	10000	30000
Matricule 45212	1000	3000	15000
Matricule 45463	1000	3000	15000
Matricule 45579	1500	10000	30000
Matricule 45660	1000	3000	15000
Matricule 45663	1000	3000	15000
Matricule 45686	1000	3000	15000
Matricule 46376	1000	3000	15000
Matricule 46664	1000	3000	15000
Matricule 50116	1000	3000	15000
Matricule 50144	1000	3000	15000
Matricule 50226	1000	3000	15000
Matricule 50300	1500	10000	30000
Matricule 50746	1000	3000	15000
Matricule 50762	1000	3000	15000
Matricule 51036	1500	10000	30000
Matricule 51038	1000	3000	15000
Matricule 51072	1000	3000	15000
Matricule 51382	1000	3000	15000
Matricule 51594	1500	10000	30000
Matricule 51638	1500	10000	30000
Matricule 51750	1000	3000	15000
Matricule 51896	1000	3000	15000
Matricule 51960	1000	3000	15000
Matricule 51964	1000	3000	15000
Matricule 52142	1000	3000	15000
Matricule 52274	1000	3000	15000
Matricule 52348	1000	3000	15000
Matricule 52589	1500	10000	30000
Matricule 52610	1000	3000	15000
Matricule 52722	1000	3000	15000
Matricule 52754	1000	3000	15000
Matricule 52840	1000	3000	15000
Matricule 52898	1000	3000	15000
Matricule 52920	1000	3000	15000
Matricule 52986	1000	3000	15000
Matricule 53056	1000	3000	15000
Matricule 53198	1000	3000	15000
Matricule 53289	2000	20000	60000
Matricule 53360	1000	3000	15000

Matricule 53414	1000	3000	15000
Matricule 53498	1000	3000	15000
Matricule 53592	1000	3000	15000
Matricule 53988	1000	3000	15000
Matricule 54270	1000	3000	15000
Matricule 54274	1000	3000	15000
Matricule 54581	1000	3000	15000
Matricule 54684	1000	3000	15000
Matricule 54852	1000	3000	15000
Matricule 54954	1000	3000	15000
Matricule 55056	1000	3000	15000
Matricule 55070	1000	3000	15000
Matricule 55312	1000	3000	15000
Matricule 55452	1000	3000	15000
Matricule 55534	1000	3000	15000
Matricule 55696	1000	3000	15000
Matricule 55722	1000	3000	15000
Matricule 55794	1000	3000	15000
Matricule 55817	1500	10000	30000
Matricule 55820	1000	3000	15000
Matricule 55844	1500	10000	30000
Matricule 55936	1000	3000	15000
Matricule 56056	1000	3000	15000
Matricule 56084	1000	3000	15000
Matricule 56146	1000	3000	15000
Matricule 56164	1500	10000	30000
Matricule 56187	1500	10000	30000
Matricule 56324	1000	3000	15000
Matricule 56337	2000	20000	60000
Matricule 56396	1000	3000	15000
Matricule 56409	1500	10000	30000
Matricule 56410	1000	3000	15000
Matricule 56668	1500	10000	30000
Matricule 56724	1000	3000	15000
Matricule 56726	1000	3000	15000
Matricule 56746	1000	3000	15000
Matricule 56784	1000	3000	15000
Matricule 56826	1000	3000	15000
Matricule 56846	1000	3000	15000
Matricule 56878	1000	3000	15000
Matricule 57080	1000	3000	15000
Matricule 57095	2000	20000	60000
Matricule 57270	1000	3000	15000

Matricule 57471	1000	3000	15000
Matricule 57472	1000	3000	15000
Matricule 57498	1000	3000	15000
Matricule 57656	1000	3000	15000
Matricule 57766	1000	3000	15000
Matricule 57873	1000	3000	15000
Matricule 57925	1000	3000	15000
Matricule 57954	1000	3000	15000
Matricule 58038	1000	3000	15000
Matricule 58056	1000	3000	15000
Matricule 58104	1500	10000	30000
Matricule 58205	1000	3000	15000
Matricule 58307	1000	3000	15000
Matricule 58447	1000	3000	15000
Matricule 58516	1000	3000	15000
Matricule 58648	1000	3000	15000
Matricule 58950	1000	3000	15000
Matricule 59004	1500	10000	30000
Matricule 59047	1000	3000	15000
Matricule 59066	1000	3000	15000
Matricule 59120	1000	3000	15000
Matricule 59200	1500	10000	30000
Matricule 59322	1000	3000	15000
Matricule 59326	1000	3000	15000
Matricule 59338	1000	3000	15000
Matricule 59504	1000	3000	15000
Matricule 59536	1000	3000	15000
Matricule 59676	1000	3000	15000
Matricule 59691	1000	3000	15000
Matricule 59954	1000	3000	15000
Matricule 59967	1000	3000	15000
Matricule 59983	1000	3000	15000
Matricule 60091	2000	20000	60000
Matricule 60134	1000	3000	15000
Matricule 60150	1000	3000	15000
Matricule 60216	1000	3000	15000
Matricule 60402	1000	3000	15000
Matricule 60480	1500	10000	30000
Matricule 60632	1000	3000	15000
Matricule 60708	1000	3000	15000
Matricule 60736	1000	3000	15000
Matricule 60898	1000	3000	15000
Matricule 60916	1000	3000	15000

Matricule 60919	1500	10000	30000
Matricule 60936	1000	3000	15000
Matricule 60950	1000	3000	15000
Matricule 60964	1000	3000	15000
Matricule 60978	1000	3000	15000
Matricule 61006	1000	3000	15000
Matricule 61008	1000	3000	15000
Matricule 61065	1000	3000	15000
Matricule 61120	1000	3000	15000
Matricule 61122	1000	3000	15000
Matricule 61178	1000	3000	15000
Matricule 61188	1000	3000	15000
Matricule 61192	1000	3000	15000
Matricule 61271	1000	3000	15000
Matricule 61274	1000	3000	15000
Matricule 61275	1000	3000	15000
Matricule 61330	1500	10000	30000
Matricule 61340	1000	3000	15000
Matricule 61360	1000	3000	15000
Matricule 61542	1000	3000	15000
Matricule 61546	1000	3000	15000
Matricule 61554	1000	3000	15000
Matricule 61664	1000	3000	15000
Matricule 61708	1000	3000	15000
Matricule 61710	1000	3000	15000
Matricule 61814	1000	3000	15000
Matricule 61844	1000	3000	15000
Matricule 61870	1000	3000	15000
Matricule 61980	1000	3000	15000
Matricule 62280	1000	3000	15000
Matricule 62318	1000	3000	15000
Matricule 62326	1000	3000	15000
Matricule 62332	1000	3000	15000
Matricule 62364	1000	3000	15000
Matricule 62470	1000	3000	15000
Matricule 62488	1000	3000	15000
Matricule 62536	1000	3000	15000
Matricule 62544	1000	3000	15000
Matricule 62582	1000	3000	15000
Matricule 62618	1000	3000	15000
Matricule 62634	1000	3000	15000
Matricule 62656	1000	3000	15000
Matricule 62706	1000	3000	15000

Matricule 62826	1000	3000	15000
Matricule 62854	1000	3000	15000
Matricule 62864	1000	3000	15000
Matricule 62942	1000	3000	15000
Matricule 62960	1000	3000	15000
Matricule 63082	1000	3000	15000
Matricule 63168	1000	3000	15000
Matricule 63170	1000	3000	15000
Matricule 63242	1000	3000	15000
Matricule 63273	1000	3000	15000
Matricule 63293	1000	3000	15000
Matricule 63384	1000	3000	15000
Matricule 63400	1000	3000	15000
Matricule 63406	1000	3000	15000
Matricule 63463	1000	3000	15000
Matricule 63609	1000	3000	15000
Matricule 63686	1000	3000	15000
Matricule 63694	1000	3000	15000
Matricule 63696	1000	3000	15000
Matricule 63724	1000	3000	15000
Matricule 63782	1000	3000	15000
Matricule 63870	1000	3000	15000
Matricule 63908	1000	3000	15000
Matricule 64004	1000	3000	15000
Matricule 64065	1000	3000	15000
Matricule 64086	1000	3000	15000
Matricule 64142	1000	3000	15000
Matricule 64192	1000	3000	15000
Matricule 64212	1000	3000	15000
Matricule 64224	1000	3000	15000
Matricule 64256	1000	3000	15000
Matricule 64335	1000	3000	15000
Matricule 64342	1000	3000	15000
Matricule 64348	1000	3000	15000
Matricule 64362	1000	3000	15000
Matricule 64376	1000	3000	15000
Matricule 64386	1000	3000	15000
Matricule 64416	1000	3000	15000
Matricule 64428	1000	3000	15000
Matricule 64476	1000	3000	15000
Matricule 64508	1000	3000	15000
Matricule 64540	1000	3000	15000
Matricule 64542	1000	3000	15000

Matricule 64564	1000	3000	15000
Matricule 64614	1000	3000	15000
Matricule 64636	1000	3000	15000
Matricule 64656	1000	3000	15000
Matricule 64658	1000	3000	15000
Matricule 64665	1000	3000	15000
Matricule 64692	1000	3000	15000
Matricule 64742	1000	3000	15000
Matricule 64788	1000	3000	15000
Matricule 64800	1000	3000	15000
Matricule 64838	1000	3000	15000
Matricule 64850	1000	3000	15000
Matricule 64913	1000	3000	15000
Matricule 64942	1000	3000	15000
Matricule 64954	1000	3000	15000
Matricule 64962	1000	3000	15000
Matricule 65176	1000	3000	15000
Matricule 65250	1000	3000	15000
Matricule 65292	1000	3000	15000
Matricule 65308	1000	3000	15000
Matricule 65472	1000	3000	15000
Matricule 65508	1000	3000	15000
Matricule 65530	1000	3000	15000
Matricule 65534	1000	3000	15000
Matricule 65552	1000	3000	15000
Matricule 65602	1000	3000	15000
Matricule 65644	1000	3000	15000
Matricule 65650	1000	3000	15000
Matricule 65660	1000	3000	15000
Matricule 65664	1000	3000	15000
Matricule 65666	1000	3000	15000
Matricule 65670	1000	3000	15000
Matricule 65716	1000	3000	15000
Matricule 65736	1000	3000	15000
Matricule 65824	1000	3000	15000
Matricule 65828	1000	3000	15000
Matricule 65834	1000	3000	15000
Matricule 65846	1000	3000	15000
Matricule 65860	1000	3000	15000
Matricule 65884	1000	3000	15000
Matricule 65902	1000	3000	15000
Matricule 65916	1000	3000	15000
Matricule 65920	1000	3000	15000

Matricule 65928	1000	3000	15000
Matricule 65930	1000	3000	15000
Matricule 65932	1000	3000	15000
Matricule 65934	1000	3000	15000
Matricule 65970	1000	3000	15000
Matricule 65974	1000	3000	15000
Matricule 65992	1000	3000	15000
Matricule 65994	1000	3000	15000
Matricule 65998	1000	3000	15000
Matricule 66002	1000	3000	15000
Matricule 66006	1000	3000	15000
Matricule 66032	1000	3000	15000
Matricule 66040	1000	3000	15000
Matricule 66056	1000	3000	15000
Matricule 66076	1000	3000	15000
Matricule 66082	1000	3000	15000
Matricule 66086	1000	3000	15000
Matricule 66100	1000	3000	15000
Matricule 66104	1000	3000	15000
Matricule 66106	1000	3000	15000
Matricule 66124	1000	3000	15000
Matricule 66142	1000	3000	15000
Matricule 66144	1000	3000	15000
Matricule 66158	1000	3000	15000
Matricule 66184	1000	3000	15000
Matricule 66196	1000	3000	15000
Matricule 66198	1000	3000	15000
Matricule 66236	1000	3000	15000
Matricule 66270	1000	3000	15000
Matricule 66280	1000	3000	15000
Matricule 66288	1000	3000	15000
Matricule 66296	1000	3000	15000
Matricule 66306	1000	3000	15000
Matricule 66312	1000	3000	15000
Matricule 66328	1000	3000	15000
Matricule 66342	1000	3000	15000
Matricule 66366	1000	3000	15000
Matricule 66370	1000	3000	15000
Matricule 66384	1000	3000	15000
Matricule 66428	1000	3000	15000
Matricule 66434	1000	3000	15000
Matricule 66442	1000	3000	15000
Matricule 66462	1000	3000	15000

Matricule 66466	1000	3000	15000
Matricule 66468	1000	3000	15000
Matricule 66472	1000	3000	15000
Matricule 66484	1000	3000	15000
Matricule 66510	1000	3000	15000
Matricule 66522	1000	3000	15000
Matricule 66558	1000	3000	15000
Matricule 66574	1000	3000	15000
Matricule 66600	1000	3000	15000
Matricule 66674	1000	3000	15000
Matricule 66682	1000	3000	15000
Matricule 66690	1000	3000	15000

Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2021/9 du 2 sept. 2021 du directeur régional
GALY Hugues-Lionel

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
---	--------------------------------	--------------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2021/9 du 2 sept. 2021 du directeur régional
GALY Hugues-Lionel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 18048	500	1500	7500
Matricule 37042	500	1500	7500
Matricule 38942	500	1500	7500
Matricule 40639	500	1500	7500
Matricule 40890	500	1500	7500
Matricule 41342	500	1500	7500
Matricule 41637	500	1500	7500
Matricule 41834	500	1500	7500
Matricule 42250	500	1500	7500
Matricule 42320	500	1500	7500
Matricule 42597	500	1500	7500
Matricule 42804	500	1500	7500
Matricule 42854	500	1500	7500
Matricule 44240	500	1500	7500
Matricule 44584	500	1500	7500
Matricule 45044	500	1500	7500
Matricule 45579	500	1500	7500
Matricule 45660	500	1500	7500
Matricule 46664	500	1500	7500
Matricule 50226	500	1500	7500
Matricule 50300	500	1500	7500
Matricule 50746	500	1500	7500
Matricule 50762	500	1500	7500
Matricule 51036	500	1500	7500
Matricule 51382	500	1500	7500
Matricule 51594	500	1500	7500
Matricule 51638	500	1500	7500
Matricule 51750	500	1500	7500
Matricule 52274	500	1500	7500
Matricule 52610	500	1500	7500

Matricule 52722	500	1500	7500
Matricule 52754	500	1500	7500
Matricule 52840	500	1500	7500
Matricule 52898	500	1500	7500
Matricule 52920	500	1500	7500
Matricule 52986	500	1500	7500
Matricule 53360	500	1500	7500
Matricule 53414	500	1500	7500
Matricule 53498	500	1500	7500
Matricule 53988	500	1500	7500
Matricule 54270	500	1500	7500
Matricule 54581	500	1500	7500
Matricule 54684	500	1500	7500
Matricule 54852	500	1500	7500
Matricule 54954	500	1500	7500
Matricule 55056	500	1500	7500
Matricule 55070	500	1500	7500
Matricule 55452	500	1500	7500
Matricule 55534	500	1500	7500
Matricule 55696	500	1500	7500
Matricule 55722	500	1500	7500
Matricule 55817	500	1500	7500
Matricule 55820	500	1500	7500
Matricule 55844	500	1500	7500
Matricule 56084	500	1500	7500
Matricule 56164	500	1500	7500
Matricule 56187	500	1500	7500
Matricule 56324	500	1500	7500
Matricule 56396	500	1500	7500
Matricule 56409	500	1500	7500
Matricule 56410	500	1500	7500
Matricule 56668	500	1500	7500
Matricule 56724	500	1500	7500
Matricule 56726	500	1500	7500
Matricule 56746	500	1500	7500
Matricule 56784	500	1500	7500
Matricule 56826	500	1500	7500
Matricule 56846	500	1500	7500
Matricule 56878	500	1500	7500
Matricule 57080	500	1500	7500
Matricule 57270	500	1500	7500
Matricule 57498	500	1500	7500
Matricule 57656	500	1500	7500

Matricule 57766	500	1500	7500
Matricule 57954	500	1500	7500
Matricule 58038	500	1500	7500
Matricule 58056	500	1500	7500
Matricule 58104	500	1500	7500
Matricule 58516	500	1500	7500
Matricule 58648	500	1500	7500
Matricule 59004	500	1500	7500
Matricule 59066	500	1500	7500
Matricule 59120	500	1500	7500
Matricule 59200	500	1500	7500
Matricule 59322	500	1500	7500
Matricule 59326	500	1500	7500
Matricule 59338	500	1500	7500
Matricule 59536	500	1500	7500
Matricule 59676	500	1500	7500
Matricule 59967	500	1500	7500
Matricule 59983	500	1500	7500
Matricule 60134	500	1500	7500
Matricule 60150	500	1500	7500
Matricule 60216	500	1500	7500
Matricule 60402	500	1500	7500
Matricule 60632	500	1500	7500
Matricule 60708	500	1500	7500
Matricule 60736	500	1500	7500
Matricule 60898	500	1500	7500
Matricule 60916	500	1500	7500
Matricule 60919	500	1500	7500
Matricule 60936	500	1500	7500
Matricule 60950	500	1500	7500
Matricule 60964	500	1500	7500
Matricule 60978	500	1500	7500
Matricule 61006	500	1500	7500
Matricule 61120	500	1500	7500
Matricule 61122	500	1500	7500
Matricule 61178	500	1500	7500
Matricule 61188	500	1500	7500
Matricule 61192	500	1500	7500
Matricule 61274	500	1500	7500
Matricule 61275	500	1500	7500
Matricule 61330	500	1500	7500
Matricule 61340	500	1500	7500
Matricule 61360	500	1500	7500

Matricule 61542	500	1500	7500
Matricule 61546	500	1500	7500
Matricule 61554	500	1500	7500
Matricule 61664	500	1500	7500
Matricule 61708	500	1500	7500
Matricule 61710	500	1500	7500
Matricule 61814	500	1500	7500
Matricule 61844	500	1500	7500
Matricule 61980	500	1500	7500
Matricule 62280	500	1500	7500
Matricule 62318	500	1500	7500
Matricule 62326	500	1500	7500
Matricule 62332	500	1500	7500
Matricule 62364	500	1500	7500
Matricule 62470	500	1500	7500
Matricule 62488	500	1500	7500
Matricule 62536	500	1500	7500
Matricule 62544	500	1500	7500
Matricule 62582	500	1500	7500
Matricule 62618	500	1500	7500
Matricule 62634	500	1500	7500
Matricule 62656	500	1500	7500
Matricule 62706	500	1500	7500
Matricule 62826	500	1500	7500
Matricule 62854	500	1500	7500
Matricule 62864	500	1500	7500
Matricule 62942	500	1500	7500
Matricule 62960	500	1500	7500
Matricule 63082	500	1500	7500
Matricule 63168	500	1500	7500
Matricule 63170	500	1500	7500
Matricule 63242	500	1500	7500
Matricule 63273	500	1500	7500
Matricule 63384	500	1500	7500
Matricule 63400	500	1500	7500
Matricule 63406	500	1500	7500
Matricule 63463	500	1500	7500
Matricule 63686	500	1500	7500
Matricule 63694	500	1500	7500
Matricule 63696	500	1500	7500
Matricule 63724	500	1500	7500
Matricule 63782	500	1500	7500
Matricule 63908	500	1500	7500

Matricule 64004	500	1500	7500
Matricule 64086	500	1500	7500
Matricule 64142	500	1500	7500
Matricule 64192	500	1500	7500
Matricule 64212	500	1500	7500
Matricule 64224	500	1500	7500
Matricule 64256	500	1500	7500
Matricule 64342	500	1500	7500
Matricule 64348	500	1500	7500
Matricule 64362	500	1500	7500
Matricule 64376	500	1500	7500
Matricule 64386	500	1500	7500
Matricule 64416	500	1500	7500
Matricule 64428	500	1500	7500
Matricule 64476	500	1500	7500
Matricule 64508	500	1500	7500
Matricule 64540	500	1500	7500
Matricule 64542	500	1500	7500
Matricule 64564	500	1500	7500
Matricule 64614	500	1500	7500
Matricule 64636	500	1500	7500
Matricule 64656	500	1500	7500
Matricule 64658	500	1500	7500
Matricule 64692	500	1500	7500
Matricule 64742	500	1500	7500
Matricule 64788	500	1500	7500
Matricule 64800	500	1500	7500
Matricule 64838	500	1500	7500
Matricule 64850	500	1500	7500
Matricule 64942	500	1500	7500
Matricule 64954	500	1500	7500
Matricule 64962	500	1500	7500
Matricule 65176	500	1500	7500
Matricule 65250	500	1500	7500
Matricule 65292	500	1500	7500
Matricule 65308	500	1500	7500
Matricule 65472	500	1500	7500
Matricule 65508	500	1500	7500
Matricule 65530	500	1500	7500
Matricule 65534	500	1500	7500
Matricule 65552	500	1500	7500
Matricule 65602	500	1500	7500
Matricule 65644	500	1500	7500

Matricule 65650	500	1500	7500
Matricule 65660	500	1500	7500
Matricule 65664	500	1500	7500
Matricule 65666	500	1500	7500
Matricule 65670	500	1500	7500
Matricule 65716	500	1500	7500
Matricule 65736	500	1500	7500
Matricule 65824	500	1500	7500
Matricule 65828	500	1500	7500
Matricule 65834	500	1500	7500
Matricule 65846	500	1500	7500
Matricule 65860	500	1500	7500
Matricule 65884	500	1500	7500
Matricule 65902	500	1500	7500
Matricule 65916	500	1500	7500
Matricule 65920	500	1500	7500
Matricule 65928	500	1500	7500
Matricule 65930	500	1500	7500
Matricule 65932	500	1500	7500
Matricule 65934	500	1500	7500
Matricule 65970	500	1500	7500
Matricule 65974	500	1500	7500
Matricule 65992	500	1500	7500
Matricule 65994	500	1500	7500
Matricule 65998	500	1500	7500
Matricule 66002	500	1500	7500
Matricule 66006	500	1500	7500
Matricule 66032	500	1500	7500
Matricule 66040	500	1500	7500
Matricule 66056	500	1500	7500
Matricule 66076	500	1500	7500
Matricule 66082	500	1500	7500
Matricule 66086	500	1500	7500
Matricule 66100	500	1500	7500
Matricule 66104	500	1500	7500
Matricule 66106	500	1500	7500
Matricule 66124	500	1500	7500
Matricule 66142	500	1500	7500
Matricule 66144	500	1500	7500
Matricule 66158	500	1500	7500
Matricule 66184	500	1500	7500
Matricule 66196	500	1500	7500
Matricule 66198	500	1500	7500

Matricule 66236	500	1500	7500
Matricule 66270	500	1500	7500
Matricule 66280	500	1500	7500
Matricule 66288	500	1500	7500
Matricule 66296	500	1500	7500
Matricule 66306	500	1500	7500
Matricule 66312	500	1500	7500
Matricule 66328	500	1500	7500
Matricule 66342	500	1500	7500
Matricule 66366	500	1500	7500
Matricule 66370	500	1500	7500
Matricule 66384	500	1500	7500
Matricule 66428	500	1500	7500
Matricule 66434	500	1500	7500
Matricule 66442	500	1500	7500
Matricule 66462	500	1500	7500
Matricule 66466	500	1500	7500
Matricule 66468	500	1500	7500
Matricule 66472	500	1500	7500
Matricule 66484	500	1500	7500
Matricule 66510	500	1500	7500
Matricule 66522	500	1500	7500
Matricule 66558	500	1500	7500
Matricule 66574	500	1500	7500
Matricule 66600	500	1500	7500
Matricule 66674	500	1500	7500
Matricule 66682	500	1500	7500
Matricule 66690	500	1500	7500

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2021/9 du 2 sept. 2021 du directeur régional
GALY Hugues-Lionel**

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe

74_Pôle administratif des installations classées

74-2021-09-06-00002

Arrêté n°PAIC-2021-0095 du 6 septembre 2021
portant mise en demeure de Monsieur Thierry
BARTHELEMY à REIGNIER-ESERY



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Le 6 septembre 2021

Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

**Arrêté n°PAIC-2021-0095 du 6 septembre 2021
Portant mise en demeure de Monsieur Thierry BARTHELEMY à REIGNIER-ESERY**

VU le code de l'environnement et notamment les articles R.512-46-25 à R.512-46-27, le point II de l'article R.512-74 et le point I de l'article L.171-8,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie,

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2021-030 du 16 avril 2021 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012103-0013 du 12 avril 2012 autorisant Monsieur Thierry BARTHÉLEMY à exploiter, rue du bois Bizot à REIGNIER-ESERY une installation de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage, et lui accordant, pour une durée de 6 ans, l'agrément prévu par l'article R.543-162 du code de l'environnement,

Adresse postale : 15 rue Henry Bordeaux
74998 ANNECY CEDEX 9
Tel : 04 50 33 60 00
Mél : christine.dell-oste@haute-savoie.gouv.fr
<http://www.haute-savoie.gouv.fr/>

1/3

Préfecture labellisée Qual-e-Pref
depuis le 18 décembre 2019.
Modules 1 et 7 : Relation générale avec
les usagers & Communication
d'urgence en cas d'événement majeur



VU l'arrêté préfectoral PAIC-2016-0003 du 14 janvier 2016 mettant en demeure Monsieur Thierry BARTHÉLEMY de respecter, dans son établissement de REIGNIER-ESERY, certaines des dispositions réglementaires applicables aux installations d'entreposage, de dépollution, de démontage ou de découpage de véhicules hors d'usage,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 22 juin 2021 suite à l'inspection du 14 juin 2021 de l'établissement de Monsieur Thierry BARTHÉLEMY situé à REIGNIER-ESERY,

VU les observations en date du 22 août 2021 émises par Monsieur Thierry BARTHÉLEMY dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire,

CONSIDÉRANT que l'agrément délivré pour une durée de 6 ans à Monsieur Thierry BARTHÉLEMY par l'arrêté préfectoral du 12 avril 2012 est caduc depuis le 12 avril 2018, soit depuis plus de 3 ans,

CONSIDÉRANT que l'installation n'a pas pu être exploitée de façon réglementaire depuis plus de 3 ans,

CONSIDÉRANT qu'en application du point II de l'article R.512-74 du code de l'environnement, l'arrêté préfectoral du 12 avril 2012 précité a cessé de produire effet trois ans après la caducité de l'agrément délivré par le même arrêté préfectoral, soit le 12 avril 2021,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas engagé la procédure de cessation d'activité de son établissement de REIGNIER-ESERY prévue par les articles R.512-46-25 à R.512-46-27,

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,

ARRETE

Article 1^{er} : Monsieur Thierry BARTHÉLEMY est mis en demeure d'engager la procédure de cessation d'activité de son établissement d'entreposage, de dépollution, de démontage et de découpage de véhicules hors d'usage en faisant application des dispositions :

- des points I et II de l'article R.512-46-25,
- du point II de l'article R.512-46-26,

du code de l'environnement.

Dans le cadre de l'application du point II de l'article R.512-46-25 précité, l'ensemble des déchets liés à l'activité d'entreposage, de dépollution, de démontage et de découpage de véhicules hors d'usage devront être traités sous un délai de trois mois dans des filières dûment autorisées.

Article 2 : Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1^{er} ne seraient pas satisfaites dans le délai imparti par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur Thierry BARTHÉLEMY.

En application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de REIGNIER-ESERY.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



Thomas FAUCONNIER

84_DRAAF_Direction régionale de l'alimentation
de l'agriculture et de la forêt
d'Auvergne-Rhône-Alpes

74-2021-08-20-00013

Arrêté n° FR84-581 relatif à l'approbation du
document d'aménagement de la forêt
communale de Saint-André-de-Boège



Lyon le 20 août 2021

ARRÊTÉ n° FR84-581

**relatif à l'approbation du document d'aménagement
de la forêt communale de SAINT-ANDRÉ-DE-BOËGE
2017 / 2036**

**Département : Haute-Savoie
Surface de gestion : 129,51 ha
Révision d'aménagement forestier**

**Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,**

Vu les articles L124-1, L212-1 à L212-3, D212-1, D212-2, R212-3, D212-5, D212-6 et D214-15 à D214-21-1 du Code Forestier ;

Vu les articles L122-7 à L122-8, R122-23 et R122-24 du Code Forestier ;

Vu les articles L621-32 et R621-96 du Code du Patrimoine ;

Vu le schéma régional d'aménagement de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté du 8 octobre 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 portant approbation de l'aménagement de la forêt communale de SAINT-ANDRÉ-DE-BOËGE pour la période ... ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-294 du 29 juin 2021 portant délégation de signature à Monsieur Michel SINOIR, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté DRAAF n° 2021/06-01 du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de signature à certains agents de la DRAAF pour les compétences d'administration générale ;

Vu le document d'objectifs du site Natura 2000 FR8201710 "Massif des Voirons" validé en date du 20 mars 2012 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de SAINT-ANDRÉ-DE-BOËGE en date du 8 décembre, donnant son accord sur le projet d'aménagement forestier qui lui a été proposé par l'Office national des forêts et demandant le bénéfice des articles L122-7 et L122-8 du code forestier au titre des réglementations sur Natura 2000 et sur les monuments historiques ;

Vu l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France du département de la Haute-Savoie en date du 8 juillet 2021 pour la mise en œuvre de l'aménagement au titre de la réglementation sur les monuments historiques ;

Vu le dossier d'aménagement déposé le 11 mars 2020 et complété le 19 août 2021 ;

Considérant que la mise en œuvre de l'aménagement susvisé ne portera pas atteinte aux objectifs de conservation du site Natura 2000 "Massif des Voirons";

Sur la proposition du Directeur territorial de l'Office national des forêts ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La forêt communale de SAINT-ANDRÉ-DE-BOËGE (Haute-Savoie), d'une contenance de 129,51 ha, est affectée simultanément à la fonction sociale, à la fonction de production ligneuse, à la fonction écologique et à la fonction de protection physique contre les risques naturels, dans le cadre d'une gestion durable multifonctionnelle.

Article 2 : Cette forêt comprend une partie boisée de 128,56 ha, actuellement composée d'épicéa commun (44%), sapin pectiné (23%), hêtre (16%), chênes sessile et pédonculé (12%) et feuillus divers (5%). 0,95 ha sont non boisés.

La surface boisée est constituée de 117 ha en sylviculture, qui seront traités en futaie irrégulière. Le reste de la surface boisée, soit 11,56 ha, correspond à des zones hors sylviculture, laissées en évolution naturelle pendant la durée de l'aménagement.

Dans les zones en sylviculture, les essences "objectif" principales qui déterminent sur le long terme les grands choix de gestion de ces peuplements seront le chêne sessile (38,91 ha), le hêtre (28,80 ha), le sapin pectiné (24,26 ha), l'épicéa commun (24,26 ha) et l'aulne glutineux (0,77 ha). Les autres essences seront maintenues comme essences "objectif" associées ou comme essences d'accompagnement.

Article 3 : Pendant une durée de 20 ans (2017 – 2036), la forêt sera divisée en deux groupes de gestion :

- un groupe de futaie irrégulière, d'une contenance de 125,51 ha, dont 117 ha susceptibles de production ligneuse, qui sera parcouru, sur 70,5 ha par des coupes visant à se rapprocher d'une structure équilibrée, selon une rotation variant de 10 à 15 ans en fonction de l'état des peuplements ;
- un groupe d'îlots de sénescence, d'une contenance de 4 ha, qui sera laissé en évolution naturelle.

L'Office national des forêts informera régulièrement le propriétaire de l'état de l'équilibre sylvo-cynégétique dans la forêt et proposera toutes les mesures nécessaires à son maintien ou son rétablissement, en s'assurant en particulier que le niveau des demandes de plans de chasse concernant la forêt est adapté à l'évolution des populations de grand gibier et des dégâts constatés sur les peuplements.

Les mesures définies par l'aménagement visant à la préservation de la biodiversité courante, ainsi qu'à la préservation des sols et des eaux de surface, seront systématiquement mises en œuvre.

Article 4 : Compte tenu des autorisations et accords susvisés et en application du 2° de l'article L122-7 du code forestier, les opérations d'exploitation et les travaux prévus par l'aménagement, à l'exclusion des travaux de création d'infrastructures de desserte, peuvent être réalisés sans être soumis aux formalités prévues par :

- la réglementation propre à Natura 2000 relative à la zone spéciale de conservation FR8201710 "Massif des Voirons", instaurée au titre de la directive européenne "Habitats Faune Flore" du 21 mai 1992 ;
- la réglementation propre aux monuments historiques classés pour le site des carrières de meules du Mont Vouan.

Cette dispense est conditionnée par le respect des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts prévues dans le document d'aménagement.

En application de l'article L.124-3 du code forestier, la présente approbation au titre de l'article L122-7 du code forestier permet au document d'aménagement de constituer une garantie de gestion durable, indépendamment de l'adhésion à la charte Natura 2000 ou de la signature d'un contrat Natura 2000.

Article 5 : Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur territorial de l'Office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Haute-Savoie.

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,
La cheffe du service régional de la forêt, du bois et des énergies



Hélène HUE

Le préfet de l'Auvergne-Rhône-Alpes, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, a l'honneur de vous adresser ci-joint le document d'aménagement de la forêt communale de Saint-André-de-Boège, tel qu'il résulte de la délibération du conseil municipal en date du 14 février 2021.

Pour le préfet, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, *(Signature)*

(Signature)

84_DRAAF_Direction régionale de l'alimentation
de l'agriculture et de la forêt
d'Auvergne-Rhône-Alpes

74-2021-08-20-00014

Arrêté n° FR84-582 relatif à l'approbation du
document d'aménagement de la forêt
communale des GETS



Lyon le 20 août 2021

ARRÊTÉ n° FR84-582

**relatif à l'approbation du document d'aménagement
de la forêt communale des GETS
2017/ 2036
Département : Haute-Savoie
Surface de gestion : 432,23 ha
Révision d'aménagement forestier**

**Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,**

- Vu** les articles L124-1, L212-1 à L212-3, D212-1, D212-2, R212-3, D212-5, D212-6 et D214-15 à D214-21-1 du Code Forestier ;
- Vu** les articles L122-7 à L122-8, R122-23 et R122-24 du Code Forestier ;
- Vu** les articles L411-1 et suivants et R411-15 à R411-17 du Code de l'Environnement ;
- Vu** les articles L414-4 et R414-19 du Code de l'Environnement ;
- Vu** le schéma régional d'aménagement de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté du 8 octobre 2020 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 juin 2005 portant approbation de l'aménagement de la forêt communale des GETS pour la période 2003-2017 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-294 du 29 juin 2021 portant délégation de signature à Monsieur Michel SINOIR, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;
- Vu** l'arrêté DRAAF n° 2021/06-01 du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de signature à certains agents de la DRAAF pour les compétences d'administration générale ;
- Vu** le document d'objectifs du site Natura 2000 "Plateau de Loëx", FR8201707 (ZSC) et FR8212027 (ZPS), validé en date du 20 février 2014 ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de la commune des GETS en date du 5 décembre 2016, donnant son accord sur le projet d'aménagement forestier qui lui a été proposé par l'Office national des forêts et demandant le bénéfice des articles L122-7 et L122-8 du code forestier au titre des réglementations relatives à Natura 2000 et aux arrêtés de protection de biotope ;
- Vu** l'avis favorable de la direction départementale des territoires de la haute-Savoie en date du 3 août 2021, pour la mise en œuvre de l'aménagement au titre de la réglementation sur la protection des biotopes ;
- Vu** le dossier d'aménagement déposé le 11 mars 2020 et complété le 10 août 2021 ;
- Considérant** que la mise en œuvre de l'aménagement susvisé ne portera pas atteinte aux objectifs de conservation du site Natura 2000 "Plateau de Loëx" ;

Sur la proposition du Directeur territorial de l'Office national des forêts ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La forêt communale des GETS (Haute-Savoie), d'une contenance de 432,23 ha, est affectée simultanément à la fonction écologique, à la fonction de protection physique contre les risques naturels, à la fonction de production ligneuse et à la fonction sociale, dans le cadre d'une gestion durable multifonctionnelle.

Article 2 : Cette forêt comprend une partie boisée de 411,63 ha, actuellement composée d'épicéa commun (55%), sapin pectiné (28%), hêtre (9%) et feuillus divers (8%). 20,60 ha sont non boisés.

La surface boisée est constituée de 345,03 ha en sylviculture, qui seront traités en futaie irrégulière. Le reste de la surface boisée, soit ... ha, correspond à des zones hors sylviculture, laissées en évolution naturelle pendant la durée de l'aménagement.

Dans les zones en sylviculture, les essences "objectif" principales qui déterminent sur le long terme les grands choix de gestion de ces peuplements seront l'épicéa commun (256,59 ha), le sapin pectiné (60,71 ha), le hêtre (26,86 ha) et des feuillus divers (0,87 ha).

Article 3 : Pendant une durée de 20 ans (2017 – 2036), la forêt sera divisée en trois groupes de gestion :

- un groupe de futaie irrégulière, d'une contenance de 304,04 ha, dont 273,16 ha susceptibles de production ligneuse, qui sera parcouru, sur 164,13 ha par des coupes visant à se rapprocher d'une structure équilibrée, selon une rotation variant de 10 à 20 ans en fonction de l'état des peuplements ;
- un groupe de futaie irrégulière à visée de protection des eaux et des milieux humides, d'une contenance de 81,81 ha, dont 71,87 ha susceptibles de production ligneuse, qui fera l'objet de coupes sur 36,60 ha selon une rotation de 20 ans ;
- un groupe hors sylviculture, d'une contenance de 46,38 ha, qui sera laissé en évolution naturelle.

2 050 ml de pistes forestières seront transformés en routes forestières, 300 m de piste et 1 200 m de route forestière seront remis aux normes afin d'améliorer la desserte du massif.

L'Office national des forêts informera régulièrement le propriétaire de l'état de l'équilibre sylvo-cynégétique dans la forêt et proposera toutes les mesures nécessaires à son maintien ou son rétablissement, en s'assurant en particulier que le niveau des demandes de plans de chasse concernant la forêt est adapté à l'évolution des populations de grand gibier et des dégâts constatés sur les peuplements.

Les mesures définies par l'aménagement visant à la préservation de la biodiversité courante, ainsi qu'à la préservation des sols et des eaux de surface, seront systématiquement mises en œuvre.

Article 4 : Compte tenu des autorisations et accords susvisés et en application du 2° de l'article L122-7 du code forestier, les opérations d'exploitation et les travaux prévus par l'aménagement, à l'exclusion des travaux de création d'infrastructures de desserte, peuvent être réalisés sans être soumis aux formalités prévues par :

- la réglementation propre à Natura 2000 relative à la zone de protection spéciale FR8212027 "Plateau de Loëx", instaurée au titre de la directive européenne "Oiseaux" du 30 novembre 2009 ;
- la réglementation propre à Natura 2000 relative à la zone spéciale de conservation FR8201707 "Plateau de Loëx", instaurée au titre de la directive européenne "Habitats Faune Flore" du 21 mai 1992 ;
- la réglementation propre aux arrêtés de biotope pour le site du Plateau de Loëx.

Cette dispense est conditionnée par le respect des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts prévues dans le document d'aménagement.

En application de l'article L.124-3 du code forestier, la présente approbation au titre de l'article L122-7 du code forestier permet au document d'aménagement de constituer une garantie de gestion durable, indépendamment de l'adhésion à la charte Natura 2000 ou de la signature d'un contrat Natura 2000.

Article 5 : L'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2005 réglant l'aménagement de la forêt communale des GETS pour la période 2003-2017 est abrogé.

Article 6 : Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur territorial de l'Office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de Haute-Savoie.

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,
La cheffe du service régional de la forêt, du bois et des énergies



Hélène HUE

Article 3. Le présent arrêté est pris en vertu de l'article 1309 du Code de Commerce et de l'article 1310 du Code de Commerce.

Article 4. Le présent arrêté est pris en vertu de l'article 1309 du Code de Commerce et de l'article 1310 du Code de Commerce.


Le Maire



84_DRAAF_Direction régionale de l'alimentation
de l'agriculture et de la forêt
d'Auvergne-Rhône-Alpes

74-2021-08-20-00015

Arrêté n° FR84-668 relatif à l'approbation du
document d'aménagement de la forêt
communale d'Allonzier-la-Caille



Lyon le 20 août 2021

ARRÊTÉ n° FR84-668

**relatif à l'approbation du document d'aménagement
de la forêt communale d'ALLONZIER-LA-CAILLE
2012 / 2031**

**Département : Haute-Savoie
Surface de gestion : 24,16 ha
Révision d'aménagement forestier**

**Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,**

Vu les articles L124-1, L212-1 à L212-3, D212-1, D212-2, R212-3, D212-5, D212-6 et D214-15 à D214-21-1 du Code Forestier ;

Vu le schéma régional d'aménagement de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté du 8 octobre 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2002 portant approbation de l'aménagement de la forêt communale d'ALLONZIER-LA-CAILLE pour la période 1997-2011 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-294 du 29 juin 2021 portant délégation de signature à Monsieur Michel SINOIR, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté DRAAF n° 2021/06-01 du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de signature à certains agents de la DRAAF pour les compétences d'administration générale ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune d'ALLONZIER-LA-CAILLE en date du 10 novembre 2011 donnant son accord sur le projet d'aménagement forestier qui lui a été proposé par l'Office national des forêts ;

Vu le dossier d'aménagement déposé le 1^{er} mars 2021 et complété le 19 août 2021 ;

Sur la proposition du Directeur territorial de l'Office national des forêts ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La forêt communale d'ALLONZIER-LA-CAILLE (Haute-Savoie), d'une contenance de 24,16 ha, est affectée prioritairement à la fonction de production ligneuse et à la fonction sociale tout en assurant la fonction écologique et la fonction de protection contre les risques naturels, dans le cadre d'une gestion durable multifonctionnelle.

Article 2 : Cette forêt comprend une partie boisée de 23,84 ha, actuellement composée de hêtre (34%), chênes sessile et pédonculé (15%), feuillus divers (40%) et résineux divers (11%). 0,32 ha sont non boisés.

La surface boisée, entièrement en sylviculture, sera traitée en futaie irrégulière. Les essences "objectif" principales qui déterminent sur le long terme les grands choix de gestion de ces peuplements seront les chênes sessiles et pédonculé (13,60 ha), le hêtre (8,10 ha) et des résineux divers (2,14 ha). Les autres essences, notamment tous les feuillus divers, seront maintenues comme essences "objectif" associées ou comme essences d'accompagnement.

Article 3 : Pendant une durée de 20 ans (2012– 2031), la forêt sera divisée en deux groupes de gestion :

- un groupe de futaie irrégulière, d'une contenance de 23,84 ha, entièrement susceptibles de production ligneuse, qui sera parcouru sur 9,39 ha par des coupes visant à se rapprocher d'une structure équilibrée, selon une rotation de 10 ans ;
- un groupe hors sylviculture, d'une contenance de 0,32 ha, qui sera laissé en évolution naturelle.

L'Office national des forêts informera régulièrement le propriétaire de l'état de l'équilibre sylvo-cynégétique dans la forêt et proposera toutes les mesures nécessaires à son maintien ou son rétablissement, en s'assurant en particulier que le niveau des demandes de plans de chasse concernant la forêt est adapté à l'évolution des populations de grand gibier et des dégâts constatés sur les peuplements.

Les mesures définies par l'aménagement visant à la préservation de la biodiversité courante, ainsi qu'à la préservation des sols et des eaux de surface, seront systématiquement mises en œuvre.

Article 4 : Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur territorial de l'Office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Haute-Savoie.

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,
La cheffe du service régional de la forêt, du bois et des énergies



Hélène HUE

84_DRAAF_Direction régionale de l'alimentation
de l'agriculture et de la forêt
d'Auvergne-Rhône-Alpes

74-2021-08-20-00016

Arrêté n° FR84-677 relatif à l'approbation du
document d'aménagement de la forêt
communale de Thiez



Lyon le 20 août 2021

ARRÊTÉ n° FR84-677

**relatif à l'approbation du document d'aménagement
de la forêt communale de THIEZ
2011 / 2030**

**Département : Haute-Savoie
Surface de gestion : 136,37 ha
Révision d'aménagement forestier**

**Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,**

Vu les articles L124-1, L212-1 à L212-3, D212-1, D212-2, R212-3, D212-5, D212-6 et D214-15 à D214-21-1 du Code Forestier ;

Vu le schéma régional d'aménagement de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté du 8 octobre 2020 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 1997 portant approbation de l'aménagement de la forêt communale de THIEZ pour la période 1996-2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-294 du 29 juin 2021 portant délégation de signature à Monsieur Michel SINOIR, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté DRAAF n° 2021/06-01 du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de signature à certains agents de la DRAAF pour les compétences d'administration générale ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de THIEZ en date du 24 janvier 2011 donnant son accord sur le projet d'aménagement forestier qui lui a été proposé par l'Office national des forêts ;

Vu le dossier d'aménagement déposé le 30 mars 2021 et complété le 19 août 2021 ;

Sur la proposition du Directeur territorial de l'Office national des forêts ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La forêt communale de THIEZ (Haute-Savoie), d'une contenance de 136,37 ha, est affectée prioritairement à la fonction de production ligneuse, à la fonction écologique et à la fonction sociale tout en assurant la fonction de protection contre les risques naturels, dans le cadre d'une gestion durable multifonctionnelle.

Article 2 : Cette forêt comprend une partie boisée de 128,68 ha, actuellement composée d'épicéa commun (46%), sapin pectiné (16%), hêtre (15%), frêne commun (3%), érable sycomore (1%), feuillus divers (18%) et résineux divers (1%). 7,69 ha sont non boisés.

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Auvergne-Rhône-Alpes
16B Rue Aimé Rudel – BP 45 – 63370 LEMPDES
Tél. : 04 73 42 14 14 - <http://www.draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/>

La surface boisée est constituée de 84,32 ha en sylviculture, qui seront traités en futaie irrégulière. Le reste de la surface boisée, soit 44,36 ha, correspond à des zones hors sylviculture, laissées en évolution naturelle pendant la durée de l'aménagement.

Dans les zones en sylviculture, les essences "objectif" principales qui déterminent sur le long terme les grands choix de gestion de ces peuplements seront le chêne sessile (38,34 ha), l'épicéa commun (19,50 ha), le hêtre (14,98 ha), le sapin pectiné (10,18 ha), l'érable sycomore (1,32 ha). Les autres essences seront maintenues comme essences "objectif" associées ou comme essences d'accompagnement.

Article 3 : Pendant une durée de 20 ans (2011– 2030), la forêt sera divisée en deux groupes de gestion :

- un groupe de futaie irrégulière, d'une contenance de 83,23 ha, dont 54,84 ha susceptibles de production ligneuse, qui sera parcouru sur 25,63 ha par des coupes visant à se rapprocher d'une structure équilibrée, selon une rotation de 20 ans.
- un groupe de futaie irrégulière, d'une contenance de 53,14 ha, dont 29,48 ha susceptibles de production ligneuse, qui ne fera l'objet d'aucune coupe durant la période.

L'Office national des forêts informera régulièrement le propriétaire de l'état de l'équilibre sylvo-cynégétique dans la forêt et proposera toutes les mesures nécessaires à son maintien ou son rétablissement, en s'assurant en particulier que le niveau des demandes de plans de chasse concernant la forêt est adapté à l'évolution des populations de grand gibier et des dégâts constatés sur les peuplements.

Les mesures définies par l'aménagement visant à la préservation de la biodiversité courante, ainsi qu'à la préservation des sols et des eaux de surface, seront systématiquement mises en œuvre.

Article 4 : Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur territorial de l'Office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Haute-Savoie.

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,
La cheffe du service régional de la forêt, du bois et des énergies


Hélène HUE